

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé

Développement, modernité et relocalisation : Étude de cas de la zone focale de la Namma,
district de Long, province de Louang Namtha Laos

Présenté par

Steeve Daviau

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Gilles Bibeau
Bernard Bernier (Directeur)
Jean Michaud

Université de Montréal

Septembre 2004



Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Développement, modernité et relocalisation : Étude de cas de la zone focale de la Namma,
district de Long, province de Louang Namtha, Laos.

Présenté par

Steve DAVIAU

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Gilles Bibeau, président rapporteur

Bernard Bernier, directeur de recherche

Jean Michaud, codirecteur

Résumé

Ce mémoire est le fruit d'un travail de plusieurs années dans des conditions particulièrement difficile en République Démocratique Populaire Lao où l'anthropologue, fort d'une connaissance approfondie de la langue lao et à l'insu des autorités, a effectué la recherche sous le couvert du travail d'un hydrologue.

Dans la première partie, le cadre théorique emprunté au modèle du post-développement d'Escobar permet une critique approfondie des implicites cachés de la politique lao des relocalisations s'inspirant d'une approche évolutionniste et d'un discours de conservation environnementale. Au second chapitre l'anthropologue analyse les formes traditionnelles de mobilité, à travers une analyse diachronique de la gestion de l'ethnicité par l'Etat laotien, et introduit ainsi les politiques de relocalisation qui, au début 1990, visaient le tiers de la population nationale.

L'étude de cas porte sur la Zone Focale de développement (ZF) de la vallée de la Namma dans le district de Long, province de Louang Namtha au nord du Laos, les ZF étant la véritable pierre angulaire de la stratégie adoptée par le gouvernement laotien pour atteindre les objectifs de développement rural traduisant la liturgie néolibérale de réduction de la pauvreté. L'analyse repose sur des données originales de haute qualité et se concentre sur les trois groupes ethniques en cause : les Akha, Lahu et Kinmoun, à la lumière d'une approche diachronique des déplacements et des politiques foncières et d'une analyse des déplacements de populations à l'échelle du district de Long.

La discussion suivant l'étude de cas lie la littérature théorique et l'étude de cas. L'adhésion aux dogmes néolibéraux satisfait bien le Laos puisque les relocalisations permettent un contrôle accru des ethnies périphériques sous le couvert de la modernisation et du développement. Dans la réalité, la relocalisation est un processus redoutable de contrôle et d'intégration territoriale, économique, politique et culturelle des essarteurs minoritaires étiquetés comme insalubres, suspects, arriérés, armés et dangereux. Le mémoire illustre clairement les effets pervers de la relocalisation : vulnérabilisation, marginalisation accrue, dégradation brutale des conditions de vie, insécurité alimentaire, mortalité, etc. qui trahissent lamentablement la raison d'être de cette politique, ce qui la justifie dans la pratique discursive : le développement, le progrès et la modernité.

Mots clés : anthropologie du développement, économie politique, Laos, relocalisation, post-développement

Abstract

This master thesis is the product of few years of work in difficult conditions in the Lao People's Democratic Republic where the anthropologist, due to his deep knowledge of Lao language, could realize his field study unofficially, under the work of a hydrologist.

In the first part, the theoretical model borrowed from Escobar post-development theory allows a deep critique of the hidden implications of Lao politics of resettlements influenced by evolutionist approach and environment conservation discourse. In the second chapter, the anthropologist analyzes traditional forms of mobility through a diachronic analysis of the management of ethnicity by the Lao state, then introducing the resettlement policies aiming, at the beginning of the 1990s, at the resettlement of almost one third of the national population.

The case study focuses on the Namma valley Focal Site in the district of Long, Louang Namtha province, northern Laos; the Focal Sites being the corner-stone of the strategy adopted by the government to reach the rural development objectives suiting the neo-liberal liturgy of poverty alleviation. The analysis, based upon original and high-quality data, focuses on the three ethnic groups involved: Akha, Lahu and Kinmoun, via a diachronic approach of resettlements and land policies, and an analysis of resettlement at the scale of the entire district.

The discussions that follows ties well the theoretical literature with the case study. The adherence to neo-liberal dogma satisfies well the Laotian state since resettlement allows an increased control of peripheral minorities in the name of modernization and development. But in reality, resettlement is a dreadful process of control and territorial, economical, political and cultural integration of shifting cultivators branded as dirty, suspects, backwards, armed and dangerous. The thesis illustrates clearly the perverse effects of resettlements: fragilization, increased marginalization, brutal degradation of living conditions, food insecurity, increased mortality, etc. Resettlement deplorably fails its *raison d'être*, i.e. what justifies resettlement in the discursive practice: development, progress and modernity.

Keywords: anthropology of development, political economy, Laos, resettlement, post-development

Table des matières

Table des matières	2
Acronymes	4
Introduction	6
Chapitre 1 : Cadre théorique.....	11
1.1 La revue de la littérature	11
1.1.1 La relocalisation à travers le prisme du post-développement	11
1.1.2 Ethnicité et filiation du concept de « nationalité ».....	15
1.1.3 Littérature sur la relocalisation.....	19
1.2 Le cas du Laos : stratégie de développement entre centralisme démocratique et libéralisation économique.....	20
1.3 Méthodologie.....	25
1.3.1 Difficultés d'accès au terrain	25
1.3.2 La pertinence de la recherche.....	27
1.3.3 Littérature secondaire.....	28
1.3.4 Les entrevues semi dirigées.....	28
1.3.5 Les questionnaires.....	29
1.3.6 Les contraintes et les facteurs limitants de la recherche	30
Chapitre 2 : Mobilité, gestion politique de l'ethnicité et standardisation internationale : relocalisation et développement au Laos	32
2.1 Contexte de l'étude de cas	32
2.1.1 Dynamique de population	32
2.1.2 Les formes traditionnelles de mobilité	33
2.1.3 L'héritage colonial: l'élaboration de l'Etat-nation	34
2.1.4 Le système de meuang.....	36
2.1.5 Historique de la relocalisation au Laos	38
2.1.6 Les politiques sur les minorités.....	39
2.1.7 La politique nationale laotienne de relocalisation.....	40
2.1.8 Relocalisation à grande échelle des essarteurs.....	41
2.2 La construction du problème : standardisation internationale.....	42
2.2.1 Le paradigme occidental de l'essartage comme moyen de production non durable	42
2.2.2 Le Programme national de développement rural 1996-2000	44
2.2.3 Le Haut Comité du Développement Rural (HCDR)	45
2.2.4 La stratégie des Zones Focales de développement	46
2.2.5 La politique de consolidation des villages	48
2.2.6 L'allocation des terres.....	49
2.2.7 Le Septième Congrès du Parti : la dogmatisation de la théologie néolibérale	50
Chapitre 3, Étude de cas du district de Long	52
3.1 Cadre historique, géographique et institutionnel de l'étude.....	52
3.1.1 Ethnicité dans le district de Long	53
3.1.2 Analyse diachronique de la relocalisation dans le district de Long	54
3.2 La Zones Focales de développement de la vallée de la Namma	56
3.2.1. Le cas des Lahu A-Blei : Phonesamphan « La colline de la réunion ».....	57
3.2.2. Les villages Akha de Chaleunsai et de Phonsavang.....	62
3.2.3. Les villages Kinmoun de Pakha et de Pangan.....	68
3.3 Le processus de relocalisation dans la zone focale.....	69
3.3.1 Le processus de prise de décision dans la société Lahu	69
3.3.2 Historique et rationalité de la relocalisation de Chaleunsay et Phonsavang ...	73

3.4 L'allocation des terres dans le district de Long.....	75
3.4.1 La mise en oeuvre du programme d'allocation des terres.....	76
3.4.2 L'impact de l'allocation des terres sur le système de tenure traditionnel.....	77
3.5 Données générales sur la relocalisation dans le district de Long.....	80
3.6 Conséquences de la relocalisation.....	82
3.6.1 Une vulnérabilisation accrue.....	82
3.6.2 Opium.....	83
3.6.3 Santé.....	84
3.6.4 Nouvelles opportunités économiques.....	85
3.6.5 Le commerce.....	88
3.6.6 L'impact de la relocalisation sur l'héritage culturel.....	89
3.6.7 Plans futurs de relocalisation.....	92
Chapitre 4, Analyse, discussion.....	93
4.1 Une tradition d'aide extérieure pour assurer la pérennité du pouvoir politique lao.....	93
4.1.1 La construction de la nécessité de l'intervention.....	93
4.1.2 The « Right climate » : stabilité politique et investissements étrangers.....	96
4.1.3 L'impact des projets de développement sur la relocalisation.....	96
4.2 Construction du discours, environnementalisme et pauvreté au Laos.....	98
4.2.1 Les médias.....	99
4.2.2 Intériorisation du discours par les essarteurs.....	99
4.2.3 Réactions et adaptations.....	100
4.2.4 Le coût du développement et de la lutte contre la pauvreté.....	101
4.3 Relocalisation dans la région.....	102
4.3.1 Modèle vietnamien de peuplement Kinh dans les hautes terres.....	102
4.3.2 Thaïlande, modèle d'intégration des minorités.....	103
4.4 Discussion.....	104
4.4.1 Augmentation et diversification de la mobilité.....	104
4.4.2 Le Programme d'Allocation des terres.....	104
4.4.3 Relocalisation et émergence d'un prolétariat rural.....	105
4.4.4 L'accès au marché.....	106
4.4.5 Mise en péril de la souveraineté alimentaire.....	107
4.4.6 Environnementalisme en conflit.....	108
4.4.7 Déterritorialisation et échec de la reterritorialisation.....	108
Conclusion.....	111
Bibliographie.....	123
Annexe 1 : La situation géographique du Laos.....	139
Annexe 2 : Carte du district de Long.....	140
Annexe 4 : Distribution géographique des Akha.....	142
Annexe 5 : Questionnaire sur le Programme d'Allocation des Terres dans le district de Long.....	143
Annexe 6 : Questionnaire accompagnant l'étude Connaissance Aptitudes Pratiques (CAP).....	144
Annexe 7 : Questionnaire de l'étude de potentialité en eau potable.....	145
Annexe 8 : Étude des familles de Phonesamphan.....	146

Acronymes

ACF	Action Contre la Faim
ADRA	Adventist Development and Relief Agency
ASEAN	Association of Southeast Asian Nation
BAD	Banque Asiatique de Développement
BM	Banque Mondiale
CAP	Connaissances Attitudes Pratiques
CIRAD	Center for International Research on Agriculture and Development
DAFO	District Agriculture and Forestry Office
ECHO	European Community Humanitarian Organization
EHESS	École des Hautes Études en Sciences Sociales
EU	European Union
FAO	Food and Agriculture Organization
FLRN	Front Lao de Reconstruction Nationale
FMI	Fonds Monétaire International
GAA	German Agro Action
GFS	Gravity fed System
GTZ	Coopération Bilatérale Allemande
HCDR	Haut Comite du Développement Rural
IÉD	Investissements Étrangers Directs
IRAP	Integrated Rural Access Program
KMT	Kuomingtang
KYY	Ka Kwe Ye
LASHDP	Lao Australia Health and Social Development Project
LCRD	Leading Committee for Rural Development
LNLA	Lahu National Liberation Army
ONG	Organisation Non Gouvernementale
MAF	Ministère de l'Agriculture et des Forêts
MIA	Missing in Action
NAFRI	National Agriculture and Forestry Research Institute
NBCA	National Biodiversity Conservation Area
NCA	Norwegian Church Aid
NEM	Nouveaux Mécanismes Économiques
NLHS	Neo Lao Hak Sat
NLSS	Neo Lao Sang Sat
NPDP	National Population and Development Policy
NPEP	National Poverty Eradication Program
ORSTOM	Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement et la Coopération
ONU	Organisation des Nations Unies

PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDR	Peoples Democratic Republic
PNB	Produit National Brut
PNDR	Programme National de Développement Rural
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA	Participatory Poverty Assessment
RDP	République Démocratique Lao
STEA	Agence des Sciences, Technologie et de l'Environnement
TFAP	Tropical Forestry Action Plan
UNESCO	United Nation Education, Scientific and Cultural Organization
US	United States
USSR	Union of Socialist Soviet Republic
UNHCR	United Nation High Commissary on Refugee
ZF	Zone Focale
ZPD	Zone Prioritaire de Développement

Introduction

Autrefois un État « tampon » et isolé au cœur de la Péninsule Indochinoise, la République Démocratique Populaire Lao (*Sathalanalath Pasatipatai Pasason Lao*) a entrepris depuis 1986 une transition du communisme vers une économie de marché et une ouverture face aux pays limitrophes. La libéralisation économique ne s'est cependant pas traduite par un adoucissement au niveau politique, au contraire, le Parti Communiste Lao a renforcé son monopole du pouvoir politique et adopté le modèle chinois de parti unique régnant sur une économie libre « ...a model whose viability depends both on a relative absence of internal discontents and continuing external support.»¹

Parmi les politiques mises en œuvre pour assurer ce pouvoir, il faut mentionner celles qui touchent à la construction de l'État-nation laotien comme telle. Le Laos et les autres pays du Sud-est asiatique, en dépit de différentes idéologies politiques, partagent la même assumption à propos de la notion même de l'état nation qui forme leurs politiques respectives destinées aux minorités vivant à l'intérieur de leurs frontières nationales. Comme l'avance Keyes: "Tribal people in all these societies have been subject to remarkably similar policy – one that aims to eliminate tribal people's distinctiveness identities and ways of life."²

Comme le décrit Evrard (2003) : Partout en Asie du Sud-est, de tels déplacements sont directement liés à la gestion par les États des identités dites « ethniques » : ils concernent principalement des populations montagnardes minoritaires et transnationales, stigmatisées pour leurs pratiques agraires (agriculture sur brûlis) ou religieuses (pratiques sacrificielles) et qu'il convient d'intégrer à la Nation.

Le Laos est un formidable laboratoire d'analyse des transformations sociales et la relocalisation de minorités ethniques périphériques contribue directement à ce changement. Au début des années 1990, le gouvernement prévoyait la sédentarisation et réhabilitation de 1,5 million de personnes soit 180 000 familles et le plan était d'en relocaliser 60% avant l'an 2000.

Mais la relocalisation des minorités ethniques demeure un des sujets les plus sensibles au

¹ Martin Stuart Fox, *History of Laos*, p. 194.

² Charles Keyes, *Southeast Asian Tribal Group and Ethnic Minorities*, 1987, p. 21.

Laos. Il m'a fallu deux ans avant d'avoir la permission de réaliser le terrain dans la province de Louang Namtha au nord-ouest du pays. Mener à bien une étude sur les déplacements de population sans éveiller les soupçons des autorités a été tout un défi à relever, d'autant plus que ma présence à Long était justifiée sous le couvert d'une évaluation des systèmes gravitaires GFS (Gravity Fed System)³ et des activités de santé communautaire mis en place par l'ONG française Action Contre la Faim (ACF).

Les déplacements effectués en RDP Lao visent essentiellement la sédentarisation et le regroupement des populations géographiquement et culturellement marginales. Le discours du gouvernement justifie la politique de relocalisation par une idéologie de modernisation et d'évolution culturelle, de construction nationale et de risques pour la sécurité nationale, d'impacts négatifs de l'essartage sur les ressources naturelles et finalement d'éradication de l'opium.

Les déplacements de populations ont pour but en premier lieu de faciliter l'application de la réforme foncière, d'intensifier l'agriculture (en obligeant les migrants à abandonner l'agriculture sur brûlis au profit de la riziculture inondée) et de préserver le patrimoine forestier (première source de devises pour le pays). Il s'agit également de rentabiliser les infrastructures construites dans les zones rurales (routes, hôpitaux, écoles) en regroupant des populations minoritaires et dispersées (Evrard, 2003).

Mais si la relocalisation est également un outil permettant une surveillance et un contrôle accrus des minorités ethniques suspectes, animistes et arriérées et leur intégration à la nation, elle n'est pas seulement le résultat d'un processus qui permet à l'État de conduire un plan interne d'intégration territoriale culturelle, politique et économique de ses marges. La présente étude propose également de situer la relocalisation dans un contexte d'ouverture économique et d'incorporation d'un discours hégémonique de développement.

Par ailleurs, l'analyse des décalages et des contradictions entre les objectifs officiels et les résultats concrets obtenus sur le terrain montre les difficultés de mise en œuvre et le coût social d'une telle politique (Evrard 2003). Mais malgré les études sur les conséquences néfastes de la relocalisation sur les essarteurs au Laos (Alton, 2004, Daviau, 2001, 2003,

³ Il s'agit d'un système gravitaire d'eau potable construit par l'ONG ACF en région montagneuse pour desservir les communautés isolées.

Daviau et Romagny, 2003, Evrard, 1996, 2001, 2003, Evrard et Goudineau, 2003, Goudineau, 1999), la politique de relocalisation continue.

Le courant du post-développement est étroitement associé à la montée du post-modernisme et de l'analyse du discours et puisant dans les mouvements de contestation du développement. Le post-développement ne critique pas seulement les échecs évidents du développement, mais le projet même de développement qui doit être compris comme un régime de représentations et d'interventions, à la croisée de l'orientalisme de Saïd et du « pouvoir, savoir et représentation » de Foucault.

Ce cadre conceptuel nous permet une lecture critique et une analyse du développement non pas comme un processus linéaire et naturellement évolutif, mais comme un discours hégémonique issu d'une situation de domination de l'Occident. La relocalisation est donc promue comme pré-requis dans le processus de développement du pays vers un idéal de modernité qui légitime une subordination des politiques nationales à travers des réformes et ajustements structurels imposés par les agences multilatérales ce qui se traduit en une ingérence du pouvoir national au niveau local et une réorganisation territoriale sans précédent.

Le processus de développement du Laos est directement lié à l'intégration du pays à l'économie de marché et aux politiques d'ajustements structurels dictées par les institutions multilatérales. Selon le modèle importé, la croissance économique, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie doivent passer par la privatisation, les réformes administratives, institutionnelles et fiscales dans les secteurs clé du commerce et de la finance.

La standardisation conforme aux traités internationaux et l'adoption d'une orthodoxie néolibérale sous-jacente au développement servent bien l'État lao dans la construction de son discours affichant une discrimination culturelle envers ses minorités perçue comme arriérées, superstitieuses, et en besoin de développement. La gestion des minorités par l'État lao est inscrite dans un processus de libéralisation économique et d'ouverture aux investissements étrangers qui visent principalement les ressources naturelles abondantes et bon marché, situées en zones minoritaires.

Suivant le modèle soviétique, l'État lao a entrepris une manipulation de l'ethnicité pour forger

une cohésion nationale, en redéfinissant les catégories ethniques et en instaurant la notion de « *nationalité* ». La majorité ethnique est obtenue par une amalgamation arbitraire des populations de parler Tai⁴ qui, bien que tributaires d'une proximité linguistique, culturelle et de mœurs, sont très différentes du point de vue des conditions de vie, de la niche écologique, des croyances, etc.

Le choix du Laos comme terrain s'explique par sa situation exceptionnelle au cœur de la péninsule indochinoise coupée d'accès à la mer mais dont chaque province possède une frontière internationale. Pierre angulaire de la géopolitique de la région le pays est enclavé entre le géant chinois au Nord, le cousin thaï à l'Est, la Birmanie au Nord-Est, le grand frère idéologique vietnamien à l'Ouest et le Cambodge au Sud. L'existence même du pays est un héritage de l'époque coloniale et lieu de confrontation à l'époque de la guerre du Vietnam, puisque plus de bombes ont été larguées sur le pays que durant toute la deuxième guerre mondiale en Europe. De sa situation d'état tampon (Thaillard, 1989) à celle de carrefour (Jerndal & Rigg, 1999), son ouverture aux forces du marché lui fait subir aujourd'hui de plein fouet la vague néolibérale et sa logique implacable résonne jusque chez les communautés d'essarteurs désormais forcées à cette modernité.

C'est cette spécificité du cas laotien qui m'a séduite, également le fait que cette accession à la modernité de l'État lao et de ses marges me sont contemporains -un phénomène semblable s'est déroulé en Thaïlande il y a deux décennies-et l'étude s'avère encore plus pertinente dans cette conjoncture de *colonialité globale* (Escobar 2004). On trouve peu d'exemples au niveau international d'une telle présence physique de représentants d'organisations de développement : ONG, Chancelleries, organisations bilatérales et multilatérales, toutes animées d'un même flegme et d'une même légitimité et ce qui est impressionnant, sans sembler ne jamais remettre en question les paradigmes de base qui permettent leur intervention.

Finalement, les Lao, habitants des vallées regroupent les occidentaux sous l'appellation *falang*, terme issu de la période coloniale référant au mot Français. J'ai grandi sur les terres fertiles dans la vallée de la rivière Yamaska, près de la frontière entre le système seigneurial français et le système des township anglais, et les premiers étrangers que j'ai vus était une

⁴ Tout au long du mémoire, le terme Tai est utilisé pour les populations de langue Tai : Shan de Birmanie, les Thaïs de Thaïlande, Laos, et diverses populations Tai du Laos, Tai Zhu du Sud de la Chine, etc.

famille de réfugiés lao parrainée par mon oncle en 1977. La coexistence de cet Autre a contribué à mon intérêt pour le Laos et pour les dynamiques de gestion de l'espace social par le pouvoir politique.

L'étude porte sur le cas de la zone focale de la Namma, située dans le district de Long, dans la province de Louang Namtha comme cadre d'analyse. Le chapitre premier est composé de trois parties. Dans un premier temps je présente le cadre théorique et la définition des notions approfondies durant l'étude, ensuite le cas particulier du Laos est présenté et la méthodologie clôt finalement le chapitre.

Le deuxième chapitre aborde, dans un premier temps, la relocalisation et le développement au Laos en s'attardant à analyser le phénomène de mobilité diachroniquement et par groupes ethniques, puis la gestion politique de l'ethnicité par l'état lao. Dans un deuxième temps, nous analyserons la construction du cadre d'intervention et de développement international au Laos.

Le troisième chapitre est consacré à l'étude de cas de la zone focale de la Namma et au district de Long. Une analyse diachronique de la mobilité est présentée dans un premier temps, puis le cas de la zone focale de la Namma et des trois groupes ethniques en cause : les Lahu du village de Phonesamphan, les Akha des villages de Chaleunsai et de Phonesavang et les Kinmoun des villages de Pakha et de Pangan. Une analyse du programme d'allocation des terres est ensuite présentée suivie de données générales sur la relocalisation à l'échelle du district en accordant une attention spéciale aux conséquences de la relocalisation.

La discussion suit au chapitre 4 avec d'entrée, une discussion sur la tradition d'aide extérieure comme facteur de support et de pérennité du régime. Nous verrons ensuite comment la nécessité de l'intervention étrangère au Laos est construite, en analysant la construction du discours environnementaliste et de la pauvreté ainsi que les conditions favorables aux projets de développements et leur impact sur la relocalisation. L'intériorisation, l'adaptation et les réactions de ce discours sont analysées de même que la relocalisation chez les voisins vietnamiens et thaïlandais.

La conclusion tente finalement de lier fluidement les références théoriques, les idées de la revue de la littérature et les idées annoncées au début du mémoire au matériel de l'étude de

cas, et présente également une esquisse sur la démarche et les orientations privilégiées pour la recherche doctorale.

Chapitre 1 : Cadre théorique

1.1 La revue de la littérature

1.1.1 La relocalisation à travers le prisme du post-développement

Escobar reprend le travail sur la dynamique du discours et du pouvoir dans la représentation de la réalité sociale de Foucault. L'analyse du développement en tant que discours favorise une certaine distanciation permettant de l'aborder comme un objet d'étude et ainsi une analyse du contexte théorique et pratique et de l'isoler comme un espace culturel englobant.

Ce cadre théorique est partagé par Gardner et Lewis (1996:7): *«By deconstructing development, its subjective and culturally produced nature is revealed. Development is no more “true” than any other way of understanding and acting upon the world. It is just that as an organizing discourse it is often more powerful.»*

Le développement est une expérience historique, la création d'un domaine de pensées et d'actions composé de champs et interrelations des trois axes qui définissent: (1) la forme de savoir qui permet de s'y référer et à travers laquelle le développement devient un objet et est élaboré en concepts, théories, etc.; (2) un système de pouvoir qui régularise sa pratique; (3) les formes de subjectivité produites par le discours à travers lequel les gens se reconnaissent comme étant développés ou encore sous-développés.

Le développement est issu de conjonctures historiques particulières dont les plus importantes sont le changement des relations internationales dans la période d'Après-Guerre, le déclin du colonialisme, la Guerre Froide, le besoin pour le capitalisme de rechercher de nouveaux marchés, et la foi en la science et la technologie (Escobar, 1995). Le développement est paternaliste, top down, ethnocentriste, technocrate et traite les populations et les cultures comme des concepts abstraits, des figures statistiques à être déplacées dans le tableau du progrès.

La force du discours du développement réside dans le fait qu'il n'est pas monolithique ou statique mais fluide et passible de changements (Gardner et Lewis, 1996 : 74). Escobar (1995) reconnaît d'ailleurs que le discours peut être changé par l'introduction de nouveaux objets et de nouvelles variables, mais fondamentalement, le système de relations qui relie les différents éléments qui le constituent demeure le même et continue d'être réaffirmé par la pratique discursive des institutions. Même si le discours est passé par une série de changements structurels, l'architecture de la formation discursive élaborée entre 1945-55 est demeurée inchangée, lui permettant de s'adapter aux nouvelles conditions. Le résultat a été la succession de stratégies de développement jusqu'à aujourd'hui, à l'intérieur du même espace discursif.

La fin de la guerre froide et de la bipolarisation laisse libre jeu au discours et l'hégémonie du discours du développement est telle que la notion même n'est jamais remise en question et le développement atteint un statut de certitude dans l'imaginaire social, au point où Escobar suggère que la réalité a été colonisée par le discours du développement.

Les éléments les plus importants de la théorie de développement sont : (1) le processus de formation du capital et les facteurs associés (technologies, populations et ressources, politiques fiscales et monétaires, industrialisation, développement agricole, etc.); (2) les considérations culturelles : besoin d'éducation, de diffusion des valeurs modernes, etc.; (3) la création d'institutions pour entreprendre la tâche. Le développement est le résultat de l'établissement d'un réseau de relations entre ces éléments, institutions et pratiques et de la systématisation de ces relations pour former un tout. Ce système établit une pratique discursive qui établit les règles du jeu et la surface couverte par ce discours s'étend à l'ensemble de la géographie économique, politique et sociale des pays en voie de développement.

La prémisse que la modernisation est la seule force en mesure de détruire les superstitions archaïques à n'importe quel coût social, culturel et politique détermine la croyance en l'investissement en capital comme étant l'ingrédient le plus important de la croissance économique

Certains principes d'autorité sont en opération dans le processus de construction du discours : les experts qui possèdent les critères du savoir et les compétences, les institutions onusiennes possédant l'autorité professionnelle, morale et légale, les bailleurs de fonds internationaux,

symbole du capital et du pouvoir, et finalement les gouvernements locaux, qui commandent l'autorité légale sur la vie de leurs sujets et qui décident de ce qui doit être fait (Escobar, 1995 :41).

La légitimité du développement implique la création d'un champ institutionnel à partir duquel le discours est produit, enregistré, modifié, et mis en circulation. Tant que les institutions seront en mesure de se reproduire avec succès au niveau institutionnel, matériel et idéologique, certaines relations de dominations vont prévaloir et le développement va conséquemment être conceptualisé par ceux au pouvoir. Liés au phénomène de professionnalisation, institutions et discours constituent un *appareil* qui organise la production de formes de savoir et le déploiement de formes de pouvoir reliées l'une à l'autre. La politique du savoir permet aux experts de produire des jugements, de classer des problèmes, de formuler des politiques produisant ainsi un « régime de vérités et de normes » à propos des groupes sociaux et de déterminer ainsi leur futur.

"Development fostered a way of conceiving of social life as a technical problem, as a matter of rational decision and management to be entrusted to that group of people -the development professionals -whose specialized knowledge allegedly qualified them for the task. Instead of seeing change as a process rooted in the interpretation of each society's history and cultural tradition... these professionals sought to devise mechanisms and procedures to make societies fit a preexisting model that embodied the structures and functions of modernity. Like sorcerers' apprentices, the development professionals awakened once again the dream of reason that, in their hands, as in earlier instances, producing a troubling reality." (Escobar, 1995:52).

Dans la reproduction du modèle de développement des pays occidentaux imposé aux pays dits sous-développés, la demande d'investissements qui ne peut être satisfaite par l'épargne au niveau local ouvre la porte aux investissements étrangers nécessaires à une rapide croissance économique. L'industrialisation ne se réalisera d'ailleurs pas spontanément et demande une planification pour assurer une juste allocation des maigres ressources, maximiser les épargnes, rectifier les prix du marché, orienter les investissements étrangers dans la bonne direction, et de manière générale orchestrer l'économie par un programme équilibré.

Elément de la pratique discursive, l'économie dite « sous-développée » est également une construction élaborée comme un cercle vicieux : basse productivité, manque de capitaux, industrialisation inadéquate, etc. Cette image contribue à élaborer une vision de la réalité où ce qui compte est l'épargne, l'accumulation du capital, etc. rejetant d'emblée toute possibilité d'articuler une vision du changement social plus globale, non seulement limitée à la sphère économique mais englobante et totalisante.

Le développement résulte de l'interaction entre différents types de discours (les organisations internationales, universités, centres de recherche) réfléchis et organisés en pratiques documentaires : programmes de développement, rapports de recherche, articles académiques, etc., qui sont "auto-référenciés", dans le sens où les documents sont écrits non pas pour apporter un éclairage nouveau ou des solutions à un problème existant, mais pour assurer leur insertion dans le courant des textes organisationnels (Escobar, 1995 : 112).

Le discours sur le développement médiatise et organise la constitution de la paysannerie comme producteur ou comme un élément à être déplacé dans l'ordre des choses. La paysannerie est donc un objet socialement construit par les développeurs et ce phénomène signifie que les relations entre développeurs (gouvernement et organisations internationales) et les communautés ethniques sont structurées par des mécanismes bureaucratiques et textuels élaborés avant l'interaction entre les développeurs et la population ciblée.

Par ailleurs, Escobar affirme que le développement et la modernité sont des processus propres à engendrer la relocalisation. La modernité est une forme d'organisation sociale particulière caractérisée par des institutions telles l'État-nation et la bureaucratisation de la vie quotidienne basée sur le savoir -expert. Culturellement elle est caractérisée par des orientations telles la foi en un progrès continu, la rationalisation de la culture, et les principes d'individualisation, et d'universalisation et économiquement par ses liens à diverses formes de capitalisme incluant le socialisme étatique en tant que forme de modernité. (Escobar, 2001 :158).

Selon le philosophe colombien, la modernité et le développement sont deux phénomènes spatio-culturels requérant la conquête continuelle de territoires et de peuple, et de leur transformation écologique et culturelle en harmonie avec l'ordre rationnel et logocentrique.

(Escobar 2001 : 166).⁵

Les déplacements massifs observés au niveau mondial (volontaires ou forcés) et la paupérisation croissante sont le résultat final d'un processus culturel, économique et social qui résulte de la consolidation de la modernité capitaliste et représente une limite à cette modernité dans la mesure où ses propres outils ne lui suffisent plus à remplir la tâche. Le fossé entre les tendances de la modernité à promouvoir la relocalisation et les mécanismes écartant la relocalisation s'agrandit. (Escobar 2001 :158)

Par sa nature même la modernité déplace de lieux (déterritorialise) dans certains cas physiquement mais toujours culturellement et tente également de relocaliser (en fonction d'un savoir expert) à travers la restructuration des écologies humaines et biophysiques, etc.

1.1.2 Ethnicité et filiation du concept de « nationalité »

L'ethnographie laotienne a été profondément influencée par l'alignement du Parti Communiste Lao avec le communisme vietnamien tributaire du modèle soviétique et également chinois; lui-même influencé par le modèle stalinien : «*Soviet ethnography was swallowed whole...because in the early 1950s we didn't know which road to follow, we followed the USSR lead.*»⁶ Evans avance que la «*camisole de force*» théorique telle que développée par la théorie marxiste-léniniste et la pratique du stalinisme assurait que la pratique ethnographique était dogmatique et non inventive. L'autre carcan qui a modulé la pratique ethnographique est le nationalisme chinois et vietnamien dont les paradigmes de base trouvent racine dans l'évolutionnisme. L'ethnographie lao a donc été instrumentalisée par le pouvoir politique lao, la solidarité et l'unité nationales demeurant des objectifs prioritaires du discours sur l'espace social national.

Mais comme le souligne Evans, le désir d'autodétermination du Vietnam face à la Chine a engendré une tendance à la différenciation par rapport au géant chinois en revendiquant une histoire remontant à la nuit des temps. Cette construction d'un discours historico-mythique,

⁵ Logocentrique est la vision métaphysique selon laquelle la vérité logique est la seule fondation pour une théorie rationnelle d'explication du monde fait d'éléments connus pouvant être classifiés et contrôlés.

⁶ Déclarations d'un ethnographe chinois à Greg Guldin (Guldin 1992 : 136), repris par Evans, in *Apprentice Ethnographers*, p. 162.

en plus de s'opposer à la Chine, a pour objectif de s'assurer qu'aucune autre minorité ne pourrait revendiquer une ancestralité équivalente mettant en danger l'ethnie majoritaire Kinh. Le Laos a ici aussi suivi le modèle vietnamien à la lettre et la reconnaissance de la migration des Lao du Nord et la migration verticale des premiers habitants austroasiatiques vers les montagnes, encodée dans les rituels royaux annuels de l'ancienne capitale, a laissé place à un contre-discours revendiquant l'autochtonie de Lao sur le territoire national dans un but de construction de l'État-nation.

Selon Evans (1998:142), le processus de formulation de l'idéologie nationaliste par le socialisme lao a réussi, à l'instar des régimes précédents, à incorporer les minorités au concept de nation en élaborant une nouvelle étymologie tripartite directement liée à une topographie symbolique. En fait, pendant la révolution, le gouvernement lao a utilisé la classification tripartite des trois nationalités *xonsat xonngay* officialisée par P. Nginn, le fondateur du Comité Littéraire en 1962 pour éviter de se référer à une myriade de groupes ethniques tout en mettant l'accent sur l'unité, la solidarité et la *laoïté* partagée par les trois groupes. La terminologie de cette trinité est directement liée à la niche écologique occupée par chaque catégorie, selon le modèle élaboré par Credner en 1929 : Lao Loum dans les basses-terres, Lao Theung sur les pentes et Lao Soung dans les montagnes.

Après la Révolution, le *Comité des Nationalités* est créé à l'intérieur du NLHS (Neo Lao Hak Sat) – devenu le *Neo Lao Sang Sat* (NLSS) en 1979. Finalement, l'importance d'étudier les minorités est reconnue en 1981 lors d'une allocution du chef du Parti Lao : Kaysone Phomvihane. Selon le dirigeant, si durant le processus révolutionnaire les différents groupes ethniques ont été, pour des raisons politiques, regroupés entre « nationalité lao des basses terres », « nationalité lao des collines » et « nationalité lao des montagnes », les membres du Comité Central, avec l'aide des cadres ethniques et des fonctionnaires de différents horizons, ont la tâche d'entreprendre la recherche et de dresser la liste des groupes ethniques qui constituent le pays (Kaysone, 1982 : 47). Cette tâche a finalement été léguée à l'Institut d'Ethnographie après sa formation en 1988. La formation des ethnographes lao s'est faite à Hanoi dans le cadre du Comité des Sciences Sociales forgé sur les modèles soviétiques et chinois et finalement cloné par les Lao en 1985. Donc de 1988 jusqu'en 1993, date de la fermeture de l'Institut d'Ethnographie, les étudiants lao d'ethnographie sont envoyés à Hanoi et en Union Soviétique pour parfaire leur formation et des ethnographes vietnamiens de l'Institut d'Ethnographie et du Comité des Minorités du Parti Communiste sont également

stationnés au Laos.

Le modèle vietnamien d'ethnographie souscrit à la vision évolutionniste des structures sociales. Ce paradigme issu du marxisme du XIX^{ème} siècle a donné un sentiment de rectitude aux ethnographes vietnamiens et Lao pour définir certaines pratiques culturelles comme arriérées, superstitieuses, et donc à être abandonnées. Le modèle soviétique a également toujours été privilégié par Kaysone. Le terme « *nationalités* » désigne autant la nation « *natsiya* » que les nationalités « *narodnost* »; par conséquent, elle englobe tous les groupes ethniques (Tapp, 2001: 29).⁷

Kaysone est directement tributaire des idées évolutionnistes de Morgan et adopte le concept de tribu dans le sens d'une communauté primitive caractérisée par une communauté de territoire, de langue, de croyances et de système de gouvernance ; ce dogme a été repris par Engels et nourrit l'ethnographie communiste. Ce cadre conceptuel d'étude et de catégorisation des minorités ethniques est directement tributaire du modèle de tribu.

Selon le 4^e et 5^e Congrès du Parti Communiste Lao, la population est désormais divisée en trois grandes « *ethnicités* » *sam xonphao ngai*, notion qui ne sera pas retenue dans la constitution de 1991 selon laquelle officiellement tous les Lao sont des groupes ethniques. En effet, les termes de *xon phao*, *banda phau* and *paxaxon banda phao y* sont utilisés alternativement et réfèrent à la notion de groupes ethniques ou citoyens ethniques mais en utilisant le terme signifiant tribal « *phao* ». ⁸

Mais en réalité, la position du Parti lao favorise une distinction entre la notion de « *nationalité* » qui réfère aux Lao en tant que groupe ethnique et celle d' « *ethnicité* » qui réfère aux minorités ethniques, à l'image du modèle des Han en Chine ou encore Kinh au Vietnam. Donc la notion d'ethnicité « *xon phao* » réfère en fait aux minorités ethniques ; les Lao se réservent pour eux-mêmes la notion de *nation* et cette vision renforce également la domination culturelle, politique et économique des Lao. Cette terminologie trahit l'ethnocentrisme du groupe dominant puisque le terme *phao* se réfère essentiellement aux

⁷ Basé sur la définition de la nation de Staline 1913 « *natsiya* » résume l'état suivant celui de « *narodnost* » i.e. nationalité ou pré nation caractérisée par une communauté stable, constitue historiquement, avec une langue, territoire, une vie économique commune et un esprit intellectuel qui se exprime dans une culture commune. Notons qu'en 1929 Staline limite la nation aux étapes économiques du capitalisme. Voir Tapp 2001 : 28.

⁸ J. Chamberlain, Ethnicity in Lao PDR, An overview of the literature on Ethnic Groups in the Lao PDR, ADB 1997.

minorités ethniques.⁹

D'une part, la conception moderne de l'État Lao dépend donc vitalemment de la façon dont les nationalités sont définies et se définissent en relation à un état circonscrit dans un territoire national; mais également, d'autre part, la définition moderne des minorités est intégrale à la constitution de l'état lao actuel comme en témoigne la définition du Laos comme un État pluriethnique.

Un des traits particuliers du nationalisme communiste lao – tout comme de son modèle vietnamien - réside dans une combinaison de ce que Smith nomme *civic nationalism* et *ethnic nationalism* (Evans, 2001 : 181). Le premier se réfère à l'élaboration du projet nationaliste d'une société multiethnique tandis que le second traduit la nécessité de forger un passé mythique; phénomène qui semble inhérent au processus de création de l'État nation. Les deux composantes ethniques et civiles ont servi l'ethnie lao à élaborer un discours hégémonique et à asseoir sa domination et sa légitimité sur l'espace social minoritaire. Comme l'affirme Keyes, «*Lao nationalism is defined almost exclusively in terms of the language and cultural heritage of the lowland Lao.*»¹⁰ Cette conception est fondamentale puisque la relocalisation vise exclusivement les populations non Lao traditionnellement considérées en dehors du système cosmologique du *meuang*.

L'ethnologie en tant que science est donc au service de l'Etat lao et de sa structure politique autoritaire; par conséquent directement sujette aux contrôles et censures imposés par le Parti du nationalisme lao et à sa vision de la nation.

Une liste de catégories ethniques produite par deux membres de l'Institut d'Ethnographie (Khamdeng et Khampheng) en 1992 et dénombrant 47 groupes ethniques a servi de référence pour le recensement national de 1995. «*Communist states have embraced the panoptic categorizing zeal of the modern state and carried it to new heights. The intellectual framework generated by this zeal would inform Vietnamese and Lao practice.*» (Evans 2001 : 175). Ce processus de nomination, de classification et de fixation des catégories ethniques a favorisé l'exercice du pouvoir politique sur la diversité culturelle. La classification a

⁹ Guy Drouot, Pouvoir et minorité ethnique au Laos. De la reconnaissance constitutionnelle à la participation effective à l'exercice du pouvoir, p.71.

¹⁰ Charles Keyes, Tribal Peoples and the Nation-State in Mainland Southeast Asia, p.23.

également permis de formuler une politique commune plus large englobant toutes les minorités nationales (Tapp, 2001 :32), et comme le souligne Keyes (2002:22) «*the classification of the people along the national border, is one technology of the modern state*»

Ce phénomène témoigne de la politisation de l'ethnicité dans le discours étatique laotien. L'initiative de l'UNESCO en 1996 au sujet de la Sauvegarde du Patrimoine culturel intangible des minorités a également contribué à essentialiser les minorités ethniques et ainsi à renforcer le monopole de la vision laotienne sur l'ethnicité.

1.1.3 Littérature sur la relocalisation

En 1996, une étude réalisée par l'ORSTOM intitulée : *Resettlement and Social Needs of the New Villages* réalisée dans 60 villages, répartis dans 22 districts et 6 provinces (Louang Namtha, Xieng Kouang, Oudomxay, Sekong, Attapeu et Saravane) marque un tournant dans la mise en oeuvre de la politique gouvernementale de relocalisation. En effet, la diffusion des résultats lors d'une consultation générale en 1997 va contenir temporairement les plans de relocalisation du gouvernement lao.

Le gouvernement va également tenter de clarifier une terminologie ambiguë : une différence est désormais soulignée entre la notion de relocalisation et « stabilisation de la production » ou encore « établissement de production agricole permanente » « *chatsan asib kongti* » selon laquelle le gouvernement affirme que l'idée n'est pas la relocalisation en soi : «*If permanent conditions for shifting cultivators' livelihood can be created in situ, or if other options appear preferable in achieving its goal, government obviously will not entice this population to move.*»¹¹

Par ailleurs, la contribution d'Evrard qui a contribué à l'étude de l'ORSTOM, sur le district de Nale situé au Sud du district de Long, dans la province de Louang Namtha est également utile puisque l'anthropologue analyse la relocalisation de la communauté de Khamu Rok, mais l'essentiel de ses publications est postérieure au terrain du candidat dans le district de Long.

Par ailleurs, dans les documents internes du gouvernement lao, la terminologie référant à la

¹¹ Gouvernement lao, Résolution sur le Développement Rural, 1994.

relocalisation est très ambiguë. La notion "*chat san poum lam nao*" : "*poumi, pendin, peun*" veut dire « terre », tandis que "*san*" signifie « allouer » mais en impliquant une nouvelle location; l'expression globale peut également être traduite par l'allocation des terres. L'ambiguïté est relative puisque les fonctionnaires l'emploient pour désigner la relocalisation.

1.2 Le cas du Laos : stratégie de développement entre centralisme démocratique et libéralisation économique

Le Laos

La République Démocratique Populaire Lao (*Sathalanalath Pasatipatai Pasason Lao*) est située au cœur de la Péninsule Indochinoise, entourée de la Birmanie et de la Chine au nord-ouest, du Vietnam à l'est, du Cambodge au Sud et de la Thaïlande à l'Ouest. Chacune des 18 provinces laotiennes a au moins une frontière avec un pays limitrophe.¹²

Le pays est classé 140^e au monde en tant que Pays les Moins Avancés. Avec une superficie de 236,800 Km² et une population de 5 635 967 de personnes, il affiche une des densités les plus basses d'Asie (24/km²). Parallèlement, au niveau des ressources naturelles, le Laos dépasse de loin ses voisins dont les ressources ont été agressivement dégradées à travers des processus d'exploitation non-durables liés aux investissements étrangers.

Le pays a effectué une transition d'une économie planifiée à une économie de marché tout en maintenant un credo politique socialiste et s'est déplacé à travers un nombre impressionnant de formations politico-économiques : colonie, monarchie, dictature militaire et république communiste, processus à travers lequel le Laos a établi son identité d'État-nation.

Riziculteurs bouddhistes et essarteurs montagnards

Comme partout en Asie du Sud-est, du Yunnan au Nord-est birman, au Laos, en passant par le Nord du Vietnam, la principale division socio-économique au Laos est celle entre les montagnards et les habitants des basses-terres et vallées. Cette dichotomie se résume

¹² Voir la carte en annexe 1 intitulé: la situation géographique du Laos, p. 139.

grossièrement à la division entre les sociétés taïs bouddhistes, riziculteurs, alphabétisées, politiquement centralisées, fortement hiérarchisées, sédentaires et les peuples animistes, plus mobiles, égalitaires, et pratiquant l'agriculture sur brûlis.¹³ Une telle dichotomie traditionnelle trop rigide entre les montagnards animistes et les bouddhistes des basses terres risque de simplifier des configurations culturelles en fait très complexes. Comme le souligne à juste titre Walker, ces deux ethnocentrismes sont en fait tributaires d'une vision du monde animiste.¹⁴

L'ethnie lao est dominante culturellement et politiquement et représente environ la moitié de la population. L'autre moitié est constituée de minorités ethniques dont les droits fondamentaux sont brimés. Le Laos représente un cas unique en Asie, à la limite de l'équilibre ethnique avec une masse démographique ne partageant pas la même religion (bouddhisme), la même langue (lao), etc. Le terme lao est donc une notion politique ; tous les citoyens du pays sont désignés par cette étiquette, qui réfère par conséquent à la citoyenneté politique.

L'hégémonie du Parti

L'abolition du régime monarchique le 3 décembre 1975 par le Congrès National des Représentants du Peuple coïncide avec l'avènement de la République Populaire Lao dirigée par le Parti et des institutions politiques calquées sur le modèle soviétique. La première tâche du nouveau régime est la création du Nouvel Homme Socialiste lao, qui va nécessiter l'envoi de milliers d'individus considérés comme mauvais éléments (car corrompus par les régimes impérialistes et colonialistes) dans des camps de rééducation appelés « séminaires ». Les libertés élémentaires de mouvement, d'opinion et d'information ainsi que les valeurs traditionnelles sont annihilées par le nouveau régime sous la notion de centralisme démocratique. La mobilité sociale n'est permise qu'en terme de « *pon ngan* » réalisations ou accomplissements conformément aux orientations générales du Parti Révolutionnaire indissociables de l'État¹⁵; les gens appellent communément le Parti Pak-Lat (Parti état)

¹³ Antony Walker, Northern Thailand a Geo-ethnic Mosaic, in *The Highland Heritage*, pp. 1-93.

¹⁴ Walker, Transformation of Buddhism in the religious ideas and practices of non-Buddhist hill peoples: the Lahu Nyi of Northern Thai Upland, in Walker (éds) *The Highland Heritage*, chap. 13, p. 383-409.

¹⁵ Amphay Doré, The Three Revolutions in Laos, in Martin Stuart Fox (eds) *Contemporary Laos, Studies in the Politics and Society of the People's Democratic Republic*.

comme si les deux institutions étaient impossibles à distinguer.¹⁶

Selon le modèle établi, le Parti dirige, le gouvernement gère, les organisations de masses exécutent et la junte militaire maintient la ligne politique du Parti. L'Assemblée Populaire Suprême est l'organisme gouvernemental le plus élevé, il a le pouvoir de légiférer et d'approuver toutes les politiques et programmes gouvernementaux.

Le réalignement idéologique après l'effondrement du Bloc de l'Est

À la fin des années 1980, l'économie laotienne dépend de l'aide extérieure, principalement de l'Union Soviétique qui représente la moitié de l'aide étrangère. Dans un contexte de recherches d'assistance avec l'effondrement du Bloc soviétique et le tarissement de l'aide, le Laos adopte une politique plus neutraliste et accepte les conseils du FMI de réformer son économie. Il ouvre ainsi son économie aux investissements étrangers. Le Laos se tourne vers la France et le Japon pour obtenir une aide financière ; au niveau multilatéral, la Banque Asiatique de Développement (BAD) et la Banque Mondiale (BM) assurent les prêts.

La globalisation et la modélisation du développement: Les Nouveaux Mécanismes Economiques

En 1986, le Comité de Reconstruction Nationale introduit les NEM (New Economic Mechanisms ou *Chinh takanankh mai* en langue lao signifiant « nouvelles pensées »). Si jusqu'en 1996, la propagande gouvernementale avait principalement insisté sur la lutte et la préparation militaire, les NEM coïncident avec un changement de discours où l'accent est désormais mis sur le développement économique et social. Dans ce nouveau discours, les minorités ethniques sont perçues comme arriérées « *la lang* » et comme un problème à surmonter, comparativement aux Lao qui eux dominent déjà les secteurs modernes de l'économie.¹⁷

Version laotienne de la Perestroïka, simultanément mise en place au Vietnam sous le nom de *Doi moi*, les NEM introduit des réformes et des politiques qui jettent les bases de la transition

¹⁶ Jacquelyn Chagnon, Dirk Van Gansberghe, Binh Vongphasouk, Roger Rumpf, Looking Back to See Forward, Consultations about Good Governance and Participatory Development in the Lao PDR December 2002.

¹⁷ G. Evans, Laos : Culture and Society, p. 150

vers l'économie de marché. Les NEM englobent 5 points : la réhabilitation du rôle du marché dans l'économie, la rationalisation du secteur des entreprises publiques, la promotion du secteur privé, l'amélioration de la gestion financière macroéconomique, et le contrôle de la monnaie et du crédit.¹⁸

L'État Lao encourage donc le libre marché, mais pas la libéralisation politique: *The Chinese model of a single party government presiding over a free market economy is adopted, a model whose viability depended both on a relative absence of internal discontent and continuing external support.*¹⁹

L'ajustement structurel du FMI et les mesures de la Banque Mondiale ont été établis dans le but d'assurer une stabilité financière intérieure et extérieure durant la période de mise en place des réformes. Le programme vise à atteindre une croissance annuelle du PNB de 6-7%, réduire le niveau d'inflation et assurer la stabilité financière et ainsi engendrer des progrès vers l'équilibre de la balance des paiements. Ces mesures imposées par les institutions multilatérales illustrent ce qu'Escobar (1995) appelle la création du climat favorable (« *right climate* ») aux investissements domestiques et étrangers, à l'acceptation de l'orthodoxie capitaliste prônant l'industrialisation, l'urbanisation, et jurant par la science et le progrès.

Les objectifs généraux

Les objectifs généraux de ma recherche sont les suivants.

1. Analyser le processus de développement dans le cas laotien, c'est-à-dire l'élaboration du discours et les manifestations des politiques macroéconomiques dans le district de Long
2. Analyser la relocalisation comme une condition de base au développement et à l'accès à la modernité, tel que proposé dans le discours laotien.
3. Analyser les politiques laotiennes face aux minorités ethniques et la construction du discours sur les minorités ethniques.
4. Situer le processus actuel de relocalisation à la lumière des formes traditionnelles de mobilité et d'une analyse diachronique de la relocalisation dans le pays
5. Analyser l'évolution de la politique de relocalisation à travers les programmes de développement, et autres documents officiels gouvernementaux

¹⁸ M.J. Milloy and M. Payne, *My way or the highway: ethnic people and development in Laos*, p. 402.

¹⁹ Martin Stuart Fox, *History of Laos*, p. 194.

6. Analyser la Zone Focale en tant que construction occidentale issue du développement
7. Analyser la stratégie des Zones Focales de développement comme unité territoriale tout en tenant compte des relocalisations dans l'ensemble du district de Long.

Les objectifs spécifiques

Quant aux objectifs spécifiques, ils sont les suivants.

1. Vérifier comment les objectifs généraux s'appliquent au district de Long
2. La construction du discours de la part du gouvernement lao pour justifier la relocalisation des essarteurs
3. Analyser la standardisation face aux traites et au discours international sur la pauvreté et l'environnement
4. Situer les relocalisations contemporaines dans le district de Long à travers l'historique des relocalisations permettant ainsi de dégager les caractéristiques particulières des relocalisations liées au développement
5. Analyser le cas de la relocalisation d'ethnies tibéto-birmanes dans la zone focale de la Namma située dans le district de Long au Nord du Laos
6. Analyser la structure institutionnelle responsable de la mise en oeuvre des programmes de développement et de la relocalisation
7. Analyser les conséquences des relocalisations au niveau de la sécurité alimentaire, de l'accès aux ressources, de la transition agricole, de la décapitalisation, de la santé, etc.

Au niveau des communautés villageoises

Il s'agira d'analyser les caractéristiques de chaque groupe, selon l'appartenance ethnolinguistique, le système de production, l'ethnohistoire, etc. Aussi, il faudra produire une analyse diachronique comparative des relocalisations entre les sites d'origines et la zone d'accueil, la date du déplacement, la distance, les modalités, etc, les raisons de la relocalisation, incluant les motivations villageoises au déplacement, le rôle des autorités gouvernementales dans le processus de décisions (arguments, discours, menaces, promesses, etc.); les acteurs de la négociation (au niveau provincial, district, de quel département, etc.). Au niveau communautaire, il faut tenter de lever le voile sur le processus de décision, identifier les membres influents de la communauté, analyser la censure générationnelle, etc. Finalement, l'analyse portera sur le processus de relocalisations; les moyens de transport, le processus migratoire, les possessions apportées, les animaux, les outils de production, etc. La

dernière partie consiste en l'analyse des conséquences de la relocalisation sur l'économie, le commerce, la sécurité alimentaire, la reproduction culturelle du groupe, etc.

Éléments de littérature

Les travaux de Keyes, Tapp (2001), Chamberlain (1994, 2001, 2002), Phomvihane (1982) et Evans (1996, 1998, 2001) contribueront à l'analyse du processus de construction de la notion d'ethnicité et la filiation du concept de nationalité dans le contexte laotien. En ce qui a trait au courant du post-développement et de l'anthropologie de la modernité, les travaux d'Escobar (1994), de Latouche (1990), de Lewis et Gardner (1995) me seront utiles afin d'aborder le développement en tant que discours hégémonique produit dans un contexte de domination occidentale.

Les travaux de Goudineau (1996), Evrard (1997, 2001, 2003), Goudineau et Evrard (2003) bien que mettant en cause des ethnies différentes et des cadres géographique différents me seront utiles afin d'analyser la relocalisation de populations d'essarteurs ailleurs au Laos. L'analyse des politiques nationales laotiennes est cruciale pour explorer la construction du discours étatique sur le développement et la modernité, mais aussi pour analyser leur conception des essarteurs et de leur mode de production. Il faudra aussi analyser des notions clés comme la zone focale et définir le contexte d'élaboration des politiques de déplacements et également illustrer l'incorporation des modèles néolibéraux dans la zone focale de développement du district de Long.

1.3 Méthodologie

1.3.1 Difficultés d'accès au terrain

Les conditions de recherches au Laos sont considérablement difficiles et sont fortement tributaires des relations tissées auprès de personnes-clés. L'accès était virtuellement impossible pour les chercheurs étrangers de 1975 jusqu'au début des années 1990. A vrai dire la période précédente n'a guère été plus favorable aux études de terrain en raison de la guerre. L'ethnographie de Lemoyne, par exemple, a été publiée en 1972 mais le terrain avait été effectué vers la fin des années 1960 et l'anthropologue se rendait à son terrain en avion de

ravitaillement américain.²⁰ Depuis la fin des années 1990, le climat politique s'est adouci, mais la circulation hors de la capitale est restreinte et tout étranger se doit d'être muni des autorisations nécessaires et accompagné d'homologues gouvernementaux lorsque appelé à se rendre sur le terrain, et les zones -cibles de recherches et d'interventions pour le secteur du développement sont également déterminées par les autorités lao.

Au niveau institutionnel, l'accès à la recherche sur les minorités ethniques dépend directement des relations avec les autorités lao, notamment de l'acceptation (dans le cas d'une étude anthropologique) par l'Institut de la Recherche sur la Culture avec approbation du Front Lao de Reconstruction Nationale, en charge des affaires ethniques.

Au niveau du terrain, la pénétration de l'espace villageois par les organisations de masses et au moins un membre du Parti laisse peu de marge de manœuvres. Les informateurs sont également souvent prudents dans leurs réponses et commentaires, surtout en présence de représentants gouvernementaux.

La réalisation de l'étude a été doublement difficile puisque portant sur les minorités ethniques, d'une part, mais, d'autre part, non pas dans la tradition ethnographique socialiste portée sur la culture matérielle par exemple, ou encore les pratiques culturelles vernaculaires sur la gestion des ressources ou l'élevage. L'objet de la présente étude est la politique gouvernementale de relocalisation dans le contexte du développement et de la modernisation, sujet autrement plus sensible, spécialement après la consultation de 1997 réunissant bailleurs de fonds, organisations multilatérales, bilatérales, Organisations Non Gouvernementales et représentants gouvernementaux qui avaient conclu avec une menace de refus de financer les projets de développement mettant en cause la relocalisation.

Il m'a fallu deux ans avant d'avoir accès au terrain, ce qui m'a permis d'approfondir mes connaissances de la langue lao et d'éviter le recours au service de traducteurs (notamment pour la traduction de documents officiels, d'entrevues, etc.) et les aléas d'une double traduction lorsque travaillant en zone minoritaire.

Le terrain initial a été réalisé de mars à juin 2001, et je suis fréquemment retourné par la suite.

²⁰ Communications personnelles, juin 2004.

Les résultats de l'enquête sur la relocalisation des essarteurs vers les basses-terres, qui semblaient laisser place à un développement des régions montagneuses), ont été discrédités au début de 2002 avec un retour en force des déplacements dans le district de Long, province de Louang Namtha. Les raisons de cette nouvelle impulsion, au même titre que les plans des autorités et l'ampleur du programme restaient à éclaircir. Un atelier a donc été organisé en août 2002 regroupant les acteurs de la scène de développement, les autorités ainsi que des représentants des communautés villageoises concernées par les déplacements, l'objectif étant de clarifier les plans de relocalisation.

J'ai effectué une seconde étude en mars avril 2003 pour mesurer l'ampleur du phénomène et étudier les alternatives de développement. Le district prévoyait le déplacement de 65 villages (sur un total de 122 villages) d'ici 2010 pour satisfaire aux objectifs de la politique nationale d'éradication de la culture d'opium et de l'agriculture sur brûlis, et la lutte contre la pauvreté. La zone focale et plusieurs communautés d'essarteurs relocalisés ont encore une fois été retenus comme cadre géographique avec 14 autres districts à l'échelle nationale pour une autre étude réalisée en 2004 avec deux collègues français et financée par ECHO. Les résultats ultérieurs au terrain de 2001 ne figurent pas dans la présente analyse mais ont servi à corroborer, rectifier ou infirmer les résultats de l'étude de 2001.

1.3.2 La pertinence de la recherche

La seule étude sur la relocalisation au Laos a été réalisée en 1996 sous la direction de Goudineau.²¹ Six provinces ont été étudiées; hélas le district de Long n'a pas été couvert par l'étude. Les travaux d'Evrard sur la province de Louang Namtha portent essentiellement sur l'ethnie Khamu de la famille ethnolinguistique austroasiatique localisée dans le district de Nale. Aucune étude n'analyse la relocalisation en mettant en cause des groupes ethniques Tibéto-Birmans. Mais la présente étude ne porte pas sur un groupe ethnique particulier.

La sélection de trois groupes ethniques, bien qu'issus de la même famille ethnolinguistique, permet d'éviter la spécialisation sur une ethnie en particulier qui est récurrent en anthropologie, parce que l'objet d'étude demeure une unité territoriale : la zone focale de la Namma dans le district de Long, définie par l'État comme une stratégie pour attendre le

²¹ L'étude de l'ORSTOM: Resettlement and Social Needs of the New Villages s'est déroulée in 60 villages répartis sur 22 districts dans 6 provinces: Louang Namtha, Xieng Kouang, Oudomxay, Sekong, Attapeu et Saravane. Ses conclusions présentées par l'ORSTOM ont contribué à freiner les plans gouvernementaux de 1996-2000.

développement et la modernisation.

Comparativement à ses voisins qui ont eux entamé le processus de modernisation bien avant; la Thaïlande sous Chulalongkorn (Tosakul Boonmathya), la Chine avec la guerre de l'Opium (Tapp), le Laos s'est véritablement ouvert avec les NEM en 1986, et la vague de la modernité vient d'arriver à cet espace ethnique périphérique peuplé d'essarteurs qui sont aux prises avec la politique de relocalisation de l'État lao. L'étude permet donc d'analyser l'impact du discours hégémonique capitaliste néolibéral sur cette fraction de l'espace social aux prises avec la politique de relocalisation liée à cette modernisation modelée de l'extérieur et fruit de l'excroissance du modèle occidental de développement économique. Aucune autre recherche n'aborde la relocalisation au Laos selon un cadre théorique de l'anthropologie de la modernité et du post-développement.

1.3.3 Littérature secondaire

Les sources primaires sont les suivantes : énoncés de politiques du gouvernement lao, programmes de développements, résolutions, constitution, documents de planification, etc..²² Le chercheur a effectué un dépouillement exhaustif de la littérature secondaire disponible à Hanoi, en Thaïlande (Université de Chiangmai, Khon Kaen, Chulalongkorn, Tribal Research Institute, Thailand Information Centre) ainsi que dans la RDP Lao (fonds privés, archives nationales, bibliothèque publique, et documentations disponibles au PNUD, à l'BAD, BM, et chez les ONG basées dans la capitale et en province). Cette dernière catégorie de documents inclut : rapports, documents de projet, évaluations, monographies, documents d'institutions de recherches, articles scientifiques, thèses, articles de revues, de journaux, etc..²³

1.3.4 Les entretiens semi dirigés

Des entretiens semi-dirigés ont été menés avec les autorités et les représentants des organisations de masses au niveau du district et du village, de même qu'auprès des organisations internationales oeuvrant dans la région. Au niveau du district: le Vice Gouverneur, le Directeur de l'Administration, le Directeur du Bureau des Statistiques et le Directeur du Département de l'Agriculture et des Forêts ont été interviewés. Au niveau

²² Certains documents sont disponibles en Annexes.

²³ Voir la bibliographie pour la liste exhaustive des documents.

villageois, le chef de village (*Nai ban*), le vice-chef, le chef du conseil des anciens (*Neo hom*), la représentante de l'Association des Femmes Lao, ainsi que les représentants de l'autorité traditionnelle ainsi que les villageois ont été interviewés. En ce qui a trait aux représentants de l'Aide internationale oeuvrant dans la région, le Directeur du Projet de la GTZ (coopération allemande), le chef de mission de l'ONG École sans Frontières, le Directeur de la Norwegian Church Aid (NCA), le directeur de l'Adventist Development Relief Agency (ADRA) ainsi que les représentants du National Biodiversity Conservation Area (NBCA) ont tous été interviewés.

1.3.5 Les questionnaires²⁴

1. Le questionnaire CAP (Connaissance, Attitudes et Pratiques) réalisé durant la phase 2000-2001 dans 17 villages nous a permis d'amasser de l'information sur la relocalisation de ces villages, les processus de déplacements (mode de transport, possessions apportées durant le déplacement, raisons des déplacements, etc.), et le type d'assistance reçu par les communautés du gouvernement et des organisations internationales, etc.

2. L'enquête sur l'hydrologie effectuée durant la même période nous a permis d'amasser des informations sur le cadre temporel dans lequel se sont inscrits les déplacements, les sites de départs, les critères de sélection des sites d'accueil, les patterns de migration, l'assistance reçue, l'impact sur les pratiques agricoles ainsi que sur les besoins généraux des populations déplacées.

3. Concernant la politique d'Allocation des Terres, des entrevues semi-dirigées ont été menées auprès du représentant du Département de l'Agriculture et des Forêts et du Vice Gouverneur du district. Des questionnaires ont également été distribués dans 3 villages situés dans la zone de relocalisation définie par la province : Phonsavang, Chaleunsay et Pakha.

4. Des entrevues de ménages ont été réalisées dans le village de Phonesamphan pendant la distribution de moustiquaires et la campagne de santé préventive. Cette activité de recherche nous a permis d'analyser les patterns de résidence des Lahu A-Blei, les occupations quotidiennes, le travail salarié et autres activités de subsistance.

²⁴ Les questionnaires sont disponibles en annexes.

1.3.6 Les contraintes et les facteurs limitants de la recherche

J'ai suffisamment évoqué plus haut les difficultés inhérentes à la recherche en RDP Lao et ne reviendrai donc pas sur le climat général. J'ai pu effectuer l'étude sur les déplacements de populations en tant qu'hydrologue, sous le couvert d'une évaluation des réseaux gravitaires (GFS) réalisés par l'ONG française Action Contre la Faim. La durée du terrain demeure un des facteurs limitants de la recherche. Le terrain a été amputé par la Fête du Phimai (Nouvel An Lao) et une crise de malaria m'a également contraint à une semaine de repos. Une période supplémentaire a été nécessaire pour mener à bien le travail de terrain. La très courte durée de la période de préparation et la synchronisation avec les équipes de travail (les équipes étaient déjà sur le terrain lors de l'arrivée et en congé pour le nouvel an) ont contraint à limiter la recherche au cadre géographique de la Zone Focale de Développement du district de Long.

L'étude s'est déroulée juste après la saison des pluies; période d'intense labeur dans les communautés aux prises avec les travaux des champs pour la coupe, le brûlis et la construction de clôtures. Ces activités de préparation effectuées, les communautés attendent la réalisation du rituel par le shaman du village ou un porc est sacrifié sur la colline qui surplombe le village. Le village est ainsi fermé face au monde extérieur : personne ne peut entrer ni sortir du périmètre villageois. Transgresser l'interdiction doit être payé par un cochon, sacrifié pour apaiser les esprits. Dans le cas des villages de Pangan (Kin-Moun) et de Pounsay Mai (Akha), une seconde visite a été nécessaire. L'enquête a donc du tenir compte du calendrier saisonnier de chaque groupe ethnique dans lequel l'enquête s'est inscrite.

Les entrevues ont été majoritairement réalisées en Lao directement par l'anthropologue. Il a été impossible de mettre la main sur des traducteurs Akha et Lahu durant cette période. Je tiens à souligner la difficulté de mener à bien cette recherche; étant officiellement mandaté comme évaluateur externe, la collecte d'informations relatives à la relocalisation a été difficile, le chercheur ayant à manœuvrer au travers de multiples obstacles pour finalement atteindre l'objectif tacite de la mission. La relocalisation comme objet d'études n'a jamais été mentionnée officiellement durant la durée de l'étude pour éviter de soulever des soupçons.

Je tiens finalement à souligner que le fait de m'appuyer sur les travaux d'Escobar réside en partie dans le parcours particulier que j'ai suivi. Je ne suis pas retourné au bercail, je n'ai donc pas pu bénéficier d'une distanciation émotionnelle, physique et temporelle pour peaufiner une trame fine entre données de terrain et travaux théoriques. Face à ces lacunes

liées à une distance du monde académique, la force et l'originalité du mémoire repose sur une expérience de terrain rare, une analyse novatrice et un éclairage original sur les conséquences directes et induites des politiques de relocalisation sur les populations d'essarteurs.

Chapitre 2 : Mobilité, gestion politique de l'ethnicité et standardisation internationale : relocalisation et développement au Laos

2.1 Contexte de l'étude de cas

2.1.1 Dynamique de population

L'historique des migrations

L'analyse diachronique des vagues migratoires qui ont déferlé sur le pays permet une meilleure compréhension de la composition de la mosaïque ethnique laotienne ainsi que des caractéristiques spécifiques du Laos comme étant un véritable carrefour de migration dans le Sud-est asiatique, illustrant que les migrations sont une partie intrinsèque de l'histoire de tous les groupes habitant le pays.

(1) Les groupes ethniques représentants de la famille ethnolinguistique austroasiatique sont les plus vieux habitants connus du territoire et ont dominé la région bien avant l'arrivée des peuples Tai-Lao. Les plus conservateurs évaluent leur arrivée sur le territoire lao à il y a plus de 3000 ans²⁵ voire jusqu'à 5000 ans.²⁶

(2) L'historiographie chinoise du XIIe siècle mentionne la migration des peuples Tais du Sud de la Chine (Guizhou, Guanxi et Siquang) à partir du IXe siècle; les sculpteurs d'Angkor ont également immortalisé la migration légendaire sur les murs de la cité.²⁷ L'histoire mythique Lao du *Khun Borom* évoque également la migration vers le Sud dans les vallées des fleuves Mékong et Ménam et leurs villages agglomérés en meuang isolés entourés d'austroasiatiques.²⁸ La somme de tous les groupes appartenant à la famille Tai-Lao représente environ 52,5% de la population.²⁹ Cette équation permet au gouvernement lao de justifier sa politique à l'égard de l'autre moitié de sa population

(3) La troisième vague de population du territoire est également venue du Nord, il s'agit de

²⁵ Yves Goudineau, Ethnicité et déterritorialisation dans la péninsule indochinoise : considération à partir du Laos, in *Autrepart* (14), 2000 : 17-31.

²⁶ James R. Chamberlain et al., *Indigenous People Profile in Laos PDR*, 1995.

²⁷ P.B. Laffont. *Aperçu sur le Laos*, EFEO, ND, p. 22-23.

²⁸ Bernard Hours analyse les fondements idéologiques des relations entre les Lao et les montagnards et plus particulièrement le *Nitan Khun Borom*.

²⁹ Recensement de 1995

groupes ethniques issus des familles linguistiques Hmong-Iu-Hmien et Tibéto-Birmans. Leur migration hors de la Chine survient au moment de la guerre civile (1845-1850) et ces populations quittent le Yunnan, le Guangxi et les plateaux Tibétains et débutent leur migration vers le Sud et s'installent notamment dans le nord du Laos.³⁰

2.1.2 Les formes traditionnelles de mobilité

La mobilité fait partie intégrante du passé lao étroitement lié aux systèmes de production des différents groupes ethniques qui peuplent le pays et traduit une relation sociale et technologique spéciale avec l'environnement. Voici donc un court survol des différents systèmes de production par ensembles ethnolinguistiques.

Le système de meuang propre aux ethnies tai est caractérisé par un cadre géographique stable ou sédentaire permettant la riziculture localisée dans les vallées du Mékong et de ses affluents. Le système thaï de meuang s'inscrit dans un espace territorial déterminé et stable caractérisé toutefois par des migrations d'essaimage, liés à la pression foncière ou encore représentant une stratégie de rapprochement de carrefour commercial. Comme le soulignent certains auteurs (Evrard 2002, Goudineau 1997, Izikowitz 1963, 1969), cette sédentarité n'est pas synonyme de fixité et les déplacements villageois et intra villageois sont attestés tout au long de l'histoire lao.

Le système de production des ethnies austroasiatiques repose essentiellement sur l'agriculture sur brûlis en zone montagneuse avec une mise en culture des parcelles d'une année et une période de jachère de plusieurs années permettant la régénération de la biomasse. Evrard distingue les systèmes du Nord du Laos (Khamu, Lamet) où la terre est moins abondante et les communautés se divisent en unités de production plus petites et les familles résident dans leur champ durant la saison agricole. Au sud (Ta-Oy, Alak, Tarieng) l'abondance et l'étendue de terre permettent aux unités villageoises un déplacement périodique intégral vers de nouvelles surfaces de production et le mouvement circulaire de la trajectoire migratoire marque la limite spatiale du terroir (Goudineau 1999).

Finalement, les groupes ethniques issus de la famille Hmong-Iu-Hmien pratiquent traditionnellement l'essartage pionnier, pratique selon laquelle le sol est cultivé jusqu'à

³⁰ Yves Goudineau, *Resettlement and Social characteristics of New Villages*, p. 19.

épuisement; la communauté migre ensuite vers de nouvelles terres de production.

Donc tous ces systèmes de production incorporent des formes variées de mobilité, ce qui permet de conclure que la mobilité est donc une caractéristique intrinsèque des systèmes traditionnels de production. Cette donnée est fondamentale puisque ce qui importe avec la relocalisation n'est donc pas véritablement le phénomène de mobilité, mais le processus de déterritorialisation qui est opéré suite à la relocalisation, mais sans pour autant être accompagné par une reterritorialisation.

2.1.3 L'héritage colonial: l'élaboration de l'Etat-nation

De la défaite du souverain lao aux mains des Siamois à la fin du XVIIIème siècle à l'arrivée de la France dans la région, le Laos a cessé d'exister comme une entité politique propre. Les différents groupes ethniques éparpillés sur le territoire bénéficient d'une certaine forme d'autonomie et sont incorporés dans des royaumes plus importants au moyen de système de tribut. Par exemple, les groupes ethniques situés dans le centre du Laos devaient payer tribut à la Cour de l'Annam basée à Hue ou aux Siamois, ou même aux deux suzerains simultanément. Le territoire n'était point défini en terme de territorialité mais en terme de cosmologie. Les groupes ethniques tai avaient érigé leur meuang dans les vallées et les zones montagneuses constituaient des espaces intermédiaires (Condominas) et selon de modèle, le contrôle de l'espace était moins important que le contrôle du travail.

Dans les années 1960, il était devenu presque un cliché d'affirmer que le Laos n'était pas une nation. Par exemple, Dommen voit le Laos "*more as a conglomerate of tribes than a people*".³¹ Halpern de son côté écrit au début des années 1960: *If it be postulated that among the essential characteristics of a modern national state are ethnic homogeneity, shared traditions, geographic unity, effective internal administration, economic viability, borders accepted by other nations, diplomatic recognition by neighbouring states, representation in the UN, and the positive support of its inhabitants, it must be said that Laos lacks most of these characteristics.*³²

Le Laos émerge en tant qu'État indépendant après la ratification du Traité Franco Lao du 20

³¹ A. Dommen, *Conflicts in Laos: The politics of neutralisation*, 1971, p. 17.

³² Joel M. Halpern, *Government, Politics, and Social Structures of Laos: A Study In Tradition and Innovations*, Laos Paper No. 21, University of Mass, 1990, p. 3.

septembre 1949 qui confirme son indépendance face à la métropole. Si la France a redonné le pouvoir au Laos, bon nombre de Français sont demeurés au pays et remplissent des postes de conseillers techniques dans plusieurs ministères et dans l'armée lao. La présence américaine augmente également drastiquement avec l'ouverture d'une ambassade et d'une mission d'aide militaire, l'ONU ouvre également une succursale au Laos. Selon Halpern, cette prolifération d'aide technique, économique et militaire permet au Laos d'exister en tant que nation, mais pour cela il y a plus de conseillers étrangers au pays que durant l'époque coloniale.³³

En fait, l'économie lao devient de plus en plus dépendante de l'aide internationale déjà au début des années 1960, mais n'est pas en mesure de suivre le chemin tracé par les nations industrialisées et doit reposer sur un financement extérieur et des compétences importées, de sorte que sa dépendance face au monde extérieur prend des proportions stupéfiantes :

*The young state hasn't the economic nor human resources to undertake the ambitious economic and social programme based on the model of more industrialised and more developed countries. Consequences: having few specialized technicians and less income sources than the average young nation, qualified staff and financial support become indispensable and its dependence to the external world take amazing proportions.*³⁴

L'arrivée de la France en Indochine favorise l'émergence d'une nouvelle réalité spatiale car pour la première fois l'espace géographique est défini par des frontières. L'élaboration de l'État-nation correspond donc à une profonde réorganisation du territoire et de l'espace social maintenant circonscrit au territoire national. Les frontières étaient autrefois poreuses et indistinctes et les groupes ethniques pouvaient négocier leur affiliation à un souverain et conserver une forme d'autonomie locale. Le cadre territorial est désormais fixé et la possibilité de négocier les cadres territoriaux et politiques des marges est terminée. La nouvelle silhouette du territoire national lao introduit par la France élimine la notion traditionnelle de l'espace conçu d'un point de vue cosmologique.³⁵ Evans parle de la disparition des espaces intermédiaires décrits par Condominas en 1965.³⁶ Après

³³ Il y avait en 1960, 753 Américains et quelques milliers de Français au Laos, comparé à 361 Européens en 1921 et 802 en 1950. Pour plus de détails voir Halpern, 1990, p. 7.

³⁴ Joel Halpern, op. cit., p. 6.

³⁵ Randi Jerndal et Jonathan Rigg, *From Buffer State to Cross-Road*, p. 36.

³⁶ Grant Evans, *Minorities in State Ritual*, 1990, chap. 8, p. 144.

l'indépendance et la « libération », le nouveau régime hérite de ce cadre spécial et va s'occuper de poursuivre le contrôle et l'intégration des populations localisées à l'intérieur de ses frontières.

2.1.4 Le système de meuang

Le système de *meuang* (*mandala* en sanscrit) est l'organisation sociopolitique traditionnelle des peuples Tai. Tambiah le qualifie de *galactic polity* et affirme qu'il s'agit d'un concept, manifeste dans l'architecture des plus grands monuments tel Borodobur et Angkor, d'origine indo tibétaine qui signifie un noyau (*manda*) et un contour, enceinte, etc.³⁷ Condominas décrit les meuang comme un système à emboîtements.³⁸ Isager soutient qu'un meuang doit être d'abord considéré en tant que groupement politique, ensuite comme un pouvoir territorial. Modèle cosmologique bouddhiste terravadin, le meuang constitue le schéma directeur de l'organisation politico-religieuse de l'ethnie Thaï Lao.³⁹ C'est-à-dire que la conceptualisation et l'organisation de l'espace par les peuples Thaï est parallèle à celle de l'univers cosmologique. Mais Evrard semble invalider l'équation d'Isager qui semble lier le terme à un héritage du bouddhisme terravada. Les populations Thaï du Nord Vietnam, bien que non bouddhiste, sont également traditionnellement organisées en meuang.⁴⁰

La décoration florale lao (*baci*), confectionnée lors des mariages et cérémonies, funéraires, les parasols confectionnés pour la royauté, etc. représentent tous le modèle du cosmos propre au bouddhisme terravadin composé d'univers; chacun ayant en son centre le mont Méru.⁴¹ L'eau est également un élément essentiel de tout rituel, parfois figurée sous forme de *Naga*, serpent mythologique représenté dans l'architecture des vat (pagode).

Le meuang est caractérisé par la présence d'un mur en son centre *Viang*, où le palais royal est traditionnellement situé. Il est dit que le mérite religieux; notion essentielle du bouddhisme terravadin, comme le pouvoir politique émanent du viang en décroissant vers la périphérie. Le souverain est appelé *chao meuang*.⁴² En dehors des murs se trouvent les *na*, champs

³⁷ Tambiah, 1976: 102.

³⁸ Condominas, 1980, p. 267.

³⁹ Lotte Isager, *History and People of North Thailand*, p. 93.

⁴⁰ Olivier Evrard, p. 14, voir aussi Condominas 1981, p. 27, et le vietnamien travaillant sur l'ethnie Tai

⁴¹ Lotte. Davis 1984.

⁴² Rutaya Abhakorn, *Changes in the Administrative systems of Northern Siam, 1884-1933*, pp. 63-108 in Prakai Nontavasee (éds) *Change in Northern Thailand and in the Shan state 1886-1940*. Southeast Asian Studies Program, Singapore.

irrigués de culture du riz, les *ban*, villages, etc. Au delà de l'agglomération humaine : la forêt, considérée comme une zone de non-mérite, ou tombant en dehors des auspices du mérite émanant du centre. Contradiction nature – culture, sauvage – civilisé, en dessous du niveau de désir (5^{ème} monde dans la cosmologie terravadine) habité par les humains.

L'organisation de chaque ville reproduit en miniature la capitale, et ainsi de suite jusqu'au niveau villageois. Le système communiste va calquer ce système d'emboîtements et se reproduire à tous les niveaux. Enfield (1998) analyse le calque de la rhétorique bouddhiste par le système communiste, allant même à emprunter des éléments iconographiques pour légitimer le pouvoir du nouveau régime.

Cette vision péjorative de l'espace forestier n'exclut cependant pas l'échange entre cet espace vierge et sauvage qu'est la forêt, ses populations et le *meuang*.⁴³ Rujaya explore en détail les sources traditionnelles de revenus du *chao meuang*. Les trois sources traditionnelles de revenus sont: l'import-export, principalement de défenses d'éléphants et de cornes de ruminants, les taxes sur les spiritueux et l'opium et finalement les droits sur les concessions forestières. C'est littéralement au *chao meuang* que revient la propriété du tek et autre bois précieux, qui transfère le droit d'usufruit à d'autres (souvent membres de la famille immédiate) qui alors accordent les concessions et quotas aux compagnies forestières; les profits étant traditionnellement divisés entre le *chao meuang*, les détenteurs de droits et les collecteurs de taxes de la capitale.

L'organisation sociale Tai est très hiérarchisée et compte trois classes principales : les aristocrates, *khun* ou *chao*, les hommes libres *phaï*, astreints aux corvées et les esclaves *kha*.⁴⁴ A partir du XVI^{ème} siècle vient se greffer un système de grade déterminant la quantité de main d'œuvre dont chaque individu est responsable : la *sakdina*.

Le mot *sakdina* signifie littéralement le droit de posséder des rizières : *Çakti* (en sanskrit) le pouvoir, la capacité, *na* (en thaï) rizière.⁴⁵ L'esclavage constitue une institution vernaculaire étendue à tous les États d'Asie du Sud Est, mais le modèle des Tai constitue un des types

⁴³ Voir Lotte, p. 97.

⁴⁴ Olivier Evrard, Forêt en partage, population en mouvement, développement rural et relations interethniques au Laos, p. 12.

⁴⁵ Suthavadee Nunbhakdi, Étude sur le système de *skadina* en Thaïlande, In: Formes extrêmes de dépendance, EHESS, Paris, 1998, p. 459. Voir également Andrew Turton qui a écrit Thai institutions of slavery, dans le même volume

locaux les plus représentatifs selon Lingat.⁴⁶

La surface de terres est calculée en raï et repose sur le contrôle de populations et non sur une unité territoriale. Par exemple, à l'époque du Lan Xang, les grades des aristocrates représentent un ordre de grandeur désignant le nombre d'hommes qu'un individu a sous son contrôle. Ainsi, le roi Samsenthai avait trois cent mille hommes sous ses ordres.

2.1.5 Historique de la relocalisation au Laos

Avant l'instauration de l'État-nation comme régime géopolitique, le système de sakdina était basé non pas sur le contrôle d'un territoire défini, mais sur la force du travail de la population. Selon cette logique, après une victoire, l'entière population du conquis devenait esclave du royaume vainqueur; ainsi la population laotienne fut déportée à deux reprises sur la rive ouest du Mékong après la défaite du Roi Anu aux mains du souverain siamois. La fin de ce système ne marque cependant pas la fin des relocalisations à grandes échelles, comme en témoigne la politique gouvernementale actuelle, à la différence qu'à l'époque il s'agissait de population Tai et maintenant les minorités ethniques sont devenues la cible.

Au début des années 1960, la relocalisation des minorités des régions éloignées est le troisième objectif proposé par le Gouvernement Royal Lao pour améliorer les conditions de vie des ethnies non lao. Ensuite, de la fin des années 1960 jusqu'au milieu des années 1980, la politique du Pathet Lao a été d'amener le développement vers les régions montagneuses en fournissant les denrées essentielles : i.e. le sel, les outils de production, etc. par l'entremise des comptoirs d'échanges, en dépit des difficultés d'accès au terrain à l'échelle nationale.

Ensuite, dans les zones libérées avant 1975, les minorités qui s'étaient battues dans les rangs du Pathet Lao ont été récompensées avec des terres localisées dans les basses terres. Après la « libération », la population est en « flux » dans diverses régions du pays et le gouvernement impose des migrations pour des raisons de sécurité nationale et également afin d'amener les tribus plus près de la civilisation, dans une tentative de maintien de l'effort révolutionnaire à travers une collaboration des ethnies pour éviter une trop grande concentration de groupes réactionnaires dans des régions considérées comme sensibles.

⁴⁶ R. Lingat, L'esclavage privé dans le vieux droit siamois (avec une traduction des anciennes lois siamoises sur l'esclavage, Paris, Domat-Montchretien, 1931, repris dans Turton, p. 411.

Durant la période 1977-1985, les groupes appartenant à la majorité Tai-Lao qui avaient fui et laissé leur terroir durant la guerre reviennent et réclament aux ethnies minoritaires leur terres léguées par l'État lao en guise de contribution à la victoire. Le gouvernement voit dans ce retour de riziculteurs une occasion de supporter sa politique de collectivisation des terres et le mouvement de retour à la terre est encouragé.⁴⁷

Finalement, de 1985 à 1996, la politique nationale de relocalisation est de nouveau encouragée, mais cette fois-ci légitimée par un discours faisant la promotion d'un idéal de développement et ciblant principalement les populations d'essarteurs, vers des nouvelles zones ou « centre nerveux de développement » : les Zones Focales.⁴⁸

2.1.6 Les politiques sur les minorités

Les politiques concernant les minorités ethniques ne sont pas très claires. Elles sont influencées par les relations interculturelles entre les Lao et les montagnards, l'historique du mouvement de libération des années 1970 et l'idéologie communiste. Néanmoins, deux thèmes majeurs dominent l'histoire des politiques à l'égard des minorités ethniques depuis l'avènement du présent régime en 1975 : la modernisation et la sécurité nationale dans le processus d'établissement de l'État-nation (Goudineau 1999). Les minorités ethniques sont ici stigmatisées comme arriérées et comme un problème à résoudre dans l'équation du développement.

La Résolution de l'Organisation Central du Parti intitulée : *Ethnic Minority Affairs in the New Era* constitue la pierre angulaire de la politique ethnique de l'État lao. Le document réitère l'essentiel de la politique sur l'ethnie Hmong de 1982 écrite par le Chef du Parti Kaysone Phomvihane.⁴⁹ La résolution étend les recommandations de 1982 visant uniquement les Hmong à toutes les ethnies minoritaires, réaffirmant ainsi l'hégémonie du Parti et le rôle primordial du FLRN comme conseiller pour mettre un terme à la condition d'arriérées des

⁴⁷ Selon Bass and Morrisson, (Shifting Cultivation in Thailand, Laos and Vietnam, p. 14.), plus de 10 000 familles ont été relocalisées durant les années 1970 et 1980.

⁴⁸ G. Swack, Institutional arrangements for resettlement as a strategy for rural development and management of the natural environment, dans Y. Goudineau, Resettlement and Social characteristics of New Villages, Vol 1, p. 20.

⁴⁹ Resolution no. 8, 1981 from the Politburo followed by The Resolution of the Political Bureau of the Party Concerning the Affairs of Various Minorities especially the Hmong Minority.

minorités ethniques dans un processus de contrôle des zones où elles vivent.

2.1.7 La politique nationale laotienne de relocalisation

Au début des années 1990, le gouvernement évaluait la sédentarisation et réhabilitation complète impliquant la relocalisation de 1,5 million de personnes soit 180 000 familles ; un budget nécessaire de 100 à 300 millions. Par exemple, un des premiers projets de développement rural financé par la FAO, l'ONU et la Banque Mondiale annonce que : “*sixty percent of the one and a half million people currently engaged in shifting cultivation at that time should be established in permanent settlements by the year 2000*”.^{50 51}

Selon Ireson (1991), la politique de relocalisation a été introduite durant un symposium du MAF en notant le besoin de réorganiser la production et les conditions sociales des minorités montagnardes vivant en régions rurales pour les réorienter vers des occupations et des lieux permanents. La politique a été référée comme étant la « *réhabilitation et la sédentarisation des minorités ethniques* ». Le terme « réhabiliter » réfère à l'état de déviance, vivant en petites unités sociales non permanentes et pratiquant l'essartage. Le modèle de relocalisation prévoit également l'accès du village au marché.

Chazee avance que l'objectif du gouvernement à partir de 1991 d'éradication totale de la pratique du défriche brûlis pour l'an 2000 était fondamentalement irréaliste et visait à créer un climat de pressions sur les essarteurs. L'agronome décrit le contexte d'émergence de la politique de stabilisation de l'essartage par l'État lao, motivé par un meilleur contrôle de certaines ethnies de 1985-1991 et suite au Sommet de Rio, le gouvernement justifie la sédentarisation des essarteurs par la nécessité de protéger la forêt.

Paradoxalement, comme le déclarait Somdy Douangdy le directeur du Comité National de la Planification, durant l'*Informal Donor Consultation on Resettlement and Rural Development*, 7 May 1998, il n'y a pas de politique officielle de relocalisation: *There is no overall policy on resettlement in the Lao PDR, except for the Nam Theun II; otherwise, it is a strategy for achieving the fulfillment of various policy such as rural development, slash and burn*

⁵⁰ *Lao Upland Agriculture Development Project 1991:8*, quoted by Evrard & Goudineau p. 6.

⁵¹ Ce qui correspond environ à un rythme de 90 000 personnes déplacées chaque année. (Evrard 2003).

*reduction, food security.*⁵² L'Agence des Sciences, de la Technologie et de l'Environnement (STEA) est mandatée pour développer la politique nationale sur la relocalisation volontaire et les consultations publiques.⁵³

A la conférence des Pays les Moins Avancés tenue à Bruxelles en 2001, le document présenté par le gouvernement Lao précise la confusion entre la relocalisation et la stratégie de procurer une occupation permanente aux essarteurs : *"the term resettlement, in the context of the stabilization of the shifting cultivation programme as used in this paragraph, does not convey the exact meaning of the Lao word "chatsan asib khong ti". The government's intention is not to move the settlement per se, but to create permanent conditions that will ensure the livelihood of "unsettled" families"*.⁵⁴

2.1.8 Relocalisation à grande échelle des essarteurs

Le *National Population and Development Policy* (NPDP) adopté en 1999 est directement en ligne avec le Programme d'Action adopté par la Conférence Internationale sur les Populations tenue au Caire en 1994. Balancer la croissance démographique avec le développement socioéconomique est un élément important de la stratégie de réduction de la pauvreté de l'État lao et le NPDP prévoit promouvoir une distribution équilibrée de la population entre les régions rurales et urbaines et également entre les différentes régions du pays.

Selon cette logique malthusienne, le gouvernement planifie la relocalisation à grande échelle des essarteurs du Nord laotien vers trois provinces du Sud identifiées par *l'Agriculture Development Master Plan* pour leur potentiel rizicole non exploité: Khammouane, Savannakhet and Attapeu. Egalement, à l'échelle nationale, les districts catégorisés comme surpeuplés doivent organiser la relocalisation de leur surplus de populations vers d'autres districts situés à l'intérieur de la même province choisis pour leur faible densité de population et avec une abondance de ressources et de terres.

⁵² Informal Donor Consultation on Resettlement and Rural Development, 7 May 1998, Draft minutes.

⁵³ *Notice of the Prime Minister's Office* No. 2240/PMO daté du 9 October 2001

⁵⁴ Lao Government 2001:33, dans Goudineau et Evrard, 2003.

2.2 La construction du problème : standardisation internationale

2.2.1 Le paradigme occidental de l'essartage comme moyen de production non durable

Durant le Troisième Congrès de 1982, le Parti Révolutionnaire détermine l'objectif d'éradication de l'essartage pour éviter la destruction « désordonnée » de la forêt. A partir du deuxième Plan Quinquennal, le gouvernement lao planifie l'augmentation des surfaces de riziculture de 30%. A partir de 1985, les organisations internationales commencent à supporter les politiques lao de protection des forêts débutées au début des années 1980. Tous les projets de développement rural font allusion à cet objectif « écologique » qui n'est en fait pas le but des autorités.

Dans une perspective nationale, la stabilisation de la pratique de l'essartage fut au départ promulguée la Politique Hmong de 1982 qui ciblait initialement l'ethnie Hmong qui menait une révolte perçue comme un danger pour la sécurité nationale. Ce premier document faisant état de l'objectif gouvernemental de contrôler l'essartage Hmong n'a jamais fait référence à la notion d'environnement. La politique est élaborée comme une stratégie politique de contrôle d'une ethnie particulière, relocalisée par la guerre et pratiquant l'essartage pionnier et représentant le second groupe ethnique du pays caractérisé par une structure sociale clanique très indépendante et un lourd passé contre-révolutionnaire.^{55 56}

Réitérant l'importance de la stabilisation de l'essartage devenue une priorité du gouvernement lao depuis le Quatrième Congrès, le *Tropical Forestry Action Plan* de 1990 marque un point tournant dans la politique gouvernementale.⁵⁷ En prenant en considération les préoccupations internationales concernant la dégradation des ressources naturelles en Asie du Sud-est, le Plan élabore la première stratégie de création de zone de conservation à l'échelle nationale : les *National Biodiversity Conservation Area* (NBCA), la délimitation des frontières des villages, la distribution des terres et la « réinstallation » des essarteurs.⁵⁸

Le TFAP recommande l'investissement dans l'agriculture sédentaire, l'élevage, la forêt et une

⁵⁵ Policy Study on Ethnic Minority Issues in Rural Development, p. 33.

⁵⁶ Selon Catherine Aubertin, cette croisade contre l'essartage démontre la détermination gouvernementale à intégrer ses minorités ethniques et contrôler le territoire. Mais la lutte contre la déforestation ne vise pas la coupe illégale ni le commerce du bois contrôlé par des holdings militaires. *Institutionnalisation des problèmes d'environnement au Laos*.

⁵⁷ Yves Goudineau, *Resettlement and Social characteristics of New Villages*, p.15.

⁵⁸ Laurent Chazee, thèse doctorale, p. 18.

attention spéciale est allouée aux essarteurs, le groupe le plus vulnérable à une dégradation des ressources. Cependant, les essarteurs ne sont pas présentés comme victimes mais comme responsables de la destruction environnementale et du recul du couvert forestier.⁵⁹ Le document perpétue et institutionnalise une pratique commune au reste de l'Asie du Sud-Est : jeter le blâme de la déforestation sur les essarteurs qui en fait cultivent des terres marginales.⁶⁰

Lors du 4^e Congrès du Parti en 1986, l'abandon de l'essartage au profit de la riziculture est proclamé et lors du 5^e Congrès en 1991, le gouvernement garde le même cap. Certaines administrations provinciales sont invitées à développer des productions commerciales : cultures de café, thé, élevage, etc. dans les régions comme alternative où la riziculture est impossible. Certains interdisent tout simplement la coupe sur de nouvelles terres. En même temps, les concessions forestières sont étendues et les mesures pour la coupe sélective et les conditions pour la transformation locale des produits forestiers non renforcées.

Latouche (1993) affirme que les conséquences du développement et de la modernité se font sentir au delà des frontières traditionnelles des communautés qui se retrouvent dans certains cas en compétition avec le secteur commercial ou encore avec les agences gouvernementales, pour les ressources naturelles. Le modèle s'applique parfaitement au cas lao où des conflits émergent et les ressources autrefois gérées par les lois coutumières communales sont ainsi transférées sous le contrôle de l'État lao, de la junte militaire et du capitalisme urbain au nom du développement, du progrès et de la loi.

En effet, la destruction des ressources forestières par l'essartage devient rapidement une préoccupation gouvernementale, spécialement après la rentrée en vigueur des NEM puisque les gouvernements nationaux et provinciaux, de même que les militaires dépendent de l'exportation du bois comme source principale de revenu. De 1987 à 1989 le gouvernement a augmenté ses exportations de bois au point où le bois est devenu la première source de capitaux étrangers : 29% en 1987 à 36% en 1989 ; le TFAP évalue à 41% avec 24,6 millions de dollars américains.⁶¹

⁵⁹ Ireson (1991:923) nous fait remarquer que le TFAP mentionne l'impact environnemental de l'essartage non durable pratiqué par les Lao, mais que les résultats préliminaires n'ont pas été approuvés par les autorités laotiennes.

⁶⁰ Daniel Eggertz, *Tenure and the Sustainable Use of Forest Land in Lao PDR*, p. 35.

⁶¹ Ireson, 1991, p. 926.

Le discours étatique et les mesures qui l'accompagnent rencontrent clairement les objectifs internationaux de protection de la nature et de développement promu par les bailleurs de fonds. En effet, le gouvernement lao et les bailleurs semblent s'accorder sur le credo scientifique en matière d'environnement où l'équation brûlis équivaut à érosion - destruction des forêts et des ressources naturelles - inondations ou encore sécheresses pour les populations de l'aval et des bassins versants.⁶²

L'institutionnalisation des perceptions de la part des experts et institutions internationales démontre l'existence d'un modèle dualiste opposant les basses terres modernes aux montagnes arriérées. Selon Aubertin: *“The recent government strategy for the agricultural sector opposes modern lowlands to backward mountain leaving the farmers to the market forces and the latter to public investments. The ecological argument is highly emphasized to justify diversely motivated policy primarily among which is the integration of the minorities”*.⁶³

Cette institutionnalisation mélange le concept de « non plaine » avec celui même de la forêt. Le discours environnementaliste homogénise l'entière population des montagnes caractérisée par une économie de subsistance et minoritaire pratiquant le défriche brûlis, et de plus, ignore la diversité des pratiques agro-forestières et horticoles de tous les groupes au profit d'un modèle d'industrialisation agricole dans les plaines. A ce propos, le discours environnementaliste est simpliste ; les représentants des Tai pratiquent également l'essartage mais ils ne sont pas visés par la relocalisation. Le savoir local des essarteurs est discrédité et dénigré et ils sont perçus comme ignorants, pauvres, insalubres, armés et dangereux.

2.2.2 Le Programme national de développement rural 1996-2000

Le programme de développement rural est l'un des plus importants outils de mise en oeuvre des politiques liées à la relocalisation des essarteurs. 90% de la population du pays est rurale et le développement rural est de facto associé au développement des minorités ethniques qui sont les récipiendaires principaux des programmes d'éradication de la pauvreté, de sécurité alimentaire, de commercialisation agricole et d'accès aux services. La stabilisation de

⁶² NAFRI et CIRAD 2003; PNUD 1995; Vorakhoun 2003; Watershed 2000 présentent les essarteurs comme responsables de la diminution du couvert forestier.

⁶³ Catherine Aubertin, What Type of scientific research for Mountain region today, 2000.

l'essartage demeure l'objectif essentiel du programme, avec le développement d'infrastructure et le développement humain et la stratégie majeure est celle des Zones Focales de développement et le programme d'allocation des terres.

La caractéristique principale des relocalisations opérées dans le cadre du programme national de développement rural n'est pas tellement le fait que la population est physiquement déplacée ou encore fixée dans un site permanent. Comme l'explique Goudineau, l'essentiel dans le phénomène de relocalisation est que : *«these villagers have been made to leave their original territory, thereby making their sedentarisation a part of an increasingly rigorous deterritorialisation process»*.⁶⁴

L'État prévoit une série de mesures à employer pour faciliter la mise en place du Programme National de Développement Rural, (PNDR) et la première est évocatrice des paradigmes évolutionnistes qui la sous-tendent : *“Grassroots activities shall focus on the education and mobilization of the population to be aware of and implement their civil obligations and revolutionary duties , and on the exchange their traditional production methods for the new and more efficient ones, to transcend from backwardness, to generate wealth for their families and to contribute to the national construction and development.”*⁶⁵

Le discours étatique sur le développement rural incorpore des énoncés qui reproduisent la conception hégémonique du monde et par conséquent assure l'exercice du pouvoir de ce modèle : *The rural development discourse repeats the same relations that have defined development discourse since its emergence: the fact that development is about growth, about capital, about technology, about becoming modern. Nothing else.* (Escobar, 1995:162).

2.2.3 Le Haut Comité du Développement Rural (HCDR)⁶⁶

Le Décret 40 de novembre 1994 établit le HCRD et le CDR sous l'autorité du gouverneur de province responsable du développement rural provincial, mais plus particulièrement de la gestion des Zones Focales appelées aussi Zones Prioritaires de Développement (ZPD) en coordination avec les ministères impliqués. Le HCDR est en charge d'identifier, dans chaque

⁶⁴ Y. Goudineau, Presentation of the study: Resettlement and Social Characteristics of New Villages- Basics Needs for Resettled Communities in Lao PDR, Durant le *Informal Donor Consultation on Resettlement and Rural Development*, 7 mai 1998.

⁶⁵ National Rural Development Program 1996-2000, p. 10.

⁶⁶ En anglais, dans les publications officielles: *Leading Committee for Rural Development (LCRD)*.

province, les Zones Focales, sur lesquelles sera installée une partie des villages déplacés. En dehors des Zones Focales, la planification et la coordination dépendent du Plan Provincial de Développement Socioéconomique administré par le Comité de Planification National.

Lors de la proclamation du Décret 131 en août 1996, le LCRD est associé au Bureau du Premier Ministre⁶⁷ et son rôle est élargi et inclut désormais l'étude et la préparation des plans et projets pour l'ensemble du monde rural. Le LCRD assiste le gouvernement au niveau de la supervision, du suivi, du support et de la coordination des activités de développement rural mises en place en collaboration avec les différents ministères associés. Ce qui est très révélateur est la composition du LCRD : le Président du Comité de Planification Nationale, le Ministre de l'Agriculture, le Chef du Personnel du Comité Central du Parti, les Vice Ministres de l'Education, des Finances, du FLRN et de la Défense.⁶⁸

2.2.4 La stratégie des Zones Focales de développement

La stratégie des Zones Focales de développement est la pierre angulaire de la stratégie adoptée par le gouvernement lao pour atteindre le développement rural. Ces zones sont définies comme des zones dans lesquelles le gouvernement concentre l'essentiel de ses moyens humains, financiers et sa capacité de gestion pour atteindre les objectifs établis par le plan national de développement rural, dont l'un est l'éradication de la pauvreté. La rhétorique lao du développement incorpore les paradigmes néolibéraux selon lesquels l'éradication de la pauvreté devrait se traduire par l'augmentation de la production, la création d'opportunités d'emplois et des conditions favorables à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Il s'agit d'une approche territoriale de développement établie pour coordonner la provision de services gouvernementaux par différents ministères : santé, éducation, etc. L'essentiel de l'assistance internationale, tant au niveau financier que technique est orientée vers ces zones de développement intégré ou « *clusters of integrated rural development* », qui devraient fonctionner comme des centres de développement où les expériences devraient être calquées et reproduites. Selon le programme de développement rural de 1998-2000, c'est aux provinces que revient la totale responsabilité dans la sélection et le développement des Zones

⁶⁷ Prime Minister' Office ou PMO

⁶⁸ En 1997, lors de la réunion *Donors consultation about Resettlement*, les participants avaient questionné la validité de la position de Vice Ministre de la Défense dans le Haut Comité de Développement Rural.

Focales.⁶⁹

Malgré le fait que seulement 10% de la population est initialement localisée dans ces zones, les ZF ont reçu une portion significative des investissements publics. Cette stratégie s'explique par la foi des autorités lao dans le modèle des zones focales : *«It is expected, however, that the benefits of such investments will spread, with FS acting as learning centers from which successful experiences are to be replicated and those integrated rural development clusters should become a source of inspiration and experimentation for rural development in general.»* Au niveau national, la Stratégie des Zones Focales a été lourdement dépendante de l'aide financière étrangère : sur 154 milliards de kip d'investissements publiques pour le plan Quinquennal 1998-2002, 128 milliards (i.e. 83%) ont été mobilisés de l'aide extérieure.⁷⁰ (Evrard 2003 :28) Ainsi, pour prendre un exemple local, la province d'Oudomxay prévoyait en 1996 créer huit ZPD (rassemblant au total 157 villages) sur son territoire mais finalement, seules quatre d'entre-elles reçurent un financement national. Pour les quatre autres, la province a dû établir un accord de financement directement avec le PNUD.⁷¹

L'objectif des ZF est la sédentarisation; c'est pourquoi les populations ciblées par les relocalisations vers les ZF sont les communautés isolées, difficiles d'accès pour les services d'éducation et de santé, caractérisées par une haute incidence de maladies et de malnutrition, et par la pratique de l'essartage. *«This development strategy is synergic with several national objectives such as rice production, commercial crop production, settled agriculture to replace forest destroying slash and burn shifting cultivation and improving access to development service.»*⁷²

Le gouvernement lao prétend que la provision de services de manière intégrée et focalisée va avoir un impact positif sur les exploitations agricoles familiales, tout en soulignant que le type de services offerts dans chaque ZF varie dépendamment des conditions, des ressources et des capacités disponibles au niveau local.⁷³

⁶⁹ Au moment de l'étude, il y avait 82 ZF éparpillées sur le territoire lao.

⁷⁰ (Lao Government 1998:31), quoted by Evrard et Goudineau p. 8

⁷¹ Socio-Economic profile of Oudomxay province, 1995, annexe 3.2, page 79

⁷² Rural Development Program 1998-2002: Outline of an Approach.

Programme Support and Investment Requirements. Sixth Round Table Follow up Meeting, Vientiane, May 13 1998.

⁷³ Gouvernement lao, From National Rural Development Programme, 1996-2000.

Les ZF sont donc sélectionnées en fonction de leurs potentiels pour le développement économique, l'agriculture permanente (riziculture), la protection des forêts et la gestion des sols et des bassins versants, le potentiel pour l'irrigation, les produits non-ligneux, le tourisme, etc.

Les Zones Prioritaires de Développement possèdent une fonction de "modèle" appelé à se diffuser progressivement dans les zones les plus reculées. Elles doivent permettre la "déterritorialisation" complète des minorités et dans le même temps, faciliter l'application d'une procédure de (Evrard 2003 :62) "reterritorialisation standardisée", notamment par l'extension progressive de l'immatriculation des terres.

Au total, les zones focales doivent rassembler plus de 1200 villages et concerner au moins 450 000 personnes en l'an 2000 (soit 12 % de la population rurale totale du Laos), dont la moitié provenant de villages déplacés. Il est prévu que chaque ZPD rassemble en moyenne 16 villages et 5200 personnes.

2.2.5 La politique de consolidation des villages

La consolidation des villages est vue comme le moyen le plus rentable d'assurer une diffusion de services aux populations éparpillées en régions éloignées qui ne pourraient sinon pas être desservies par le peu de ressources disponibles. Officiellement mise en oeuvre sur une base volontaire, le programme prévoit théoriquement une provision clairement définie de services aux populations participantes. Au niveau national, environ la moitié des zones focales ont des activités de consolidation.

La politique de consolidation des villages en unité administrative plus facile à gérer est également directement liée à l'objectif d'éradication de l'essartage et est vue comme étant : *«the way to create permanent conditions for livelihood, to attract moving population whose traditional methods of production are no longer sustainable and who hardly live at the subsistence level,»*⁷⁴

⁷⁴ The Rural Development Programme 1998-2002

2.2.6 L'allocation des terres

Depuis 1995, le gouvernement lao a créé différents comités gérés par le Parti, responsable d'un important programme d'allocation des terres et des forêts et ciblant principalement les essarteurs. Ce qui est révélateur est le fait que le projet pilote d'allocation des terres a débuté à Sayaboury et dans le Haut-Bassin de la Nam Ngum, deux endroits habités par les rebelles Hmong et l'objectif était en vérité d'accélérer leur sédentarisation.

Le programme d'allocation des terres cible les terres qui n'ont pas de production agricole permanente, comme dans le cas des rizières et des jardins par exemple. Chaque terroir villageois est réparti en 5 zones : (1) la forêt de conservation – *paa sagouane* – vise à protéger les cours d'eau et à lutter contre l'érosion dans un but de garantir la protection du territoire et de ses ressources; (2) la forêt de protection – *paa pongkan* – vise à préserver la flore, la faune et le patrimoine et à satisfaire l'écotourisme et la recherche sur la biodiversité; (3) la forêt de production – *paa tamkane palit* – vouée à la cueillette et à la coupe sélective de bois de construction, et ainsi au développement durable des villages; (4) la forêt réhabilitée – *paa funefou* – sont des jachères d'anciens essarts appelés à redevenir des espaces forestiers naturels ou des plantations; (5) forêt dégradée – *paa sousome* ou *paa somsai* – là seulement où l'agriculture est autorisée, incluant l'essartage, l'élevage ou les plantations commerciales.

Le souci de préserver la forêt a conduit le Laos à la mise en place de politiques forestières et agricoles qui reposent sur des représentations occidentales faisant bon ménage avec les objectifs politiques locaux (s'assurer l'aide financière internationale, régler le problème des minorités) mais qui nient et condamnent les pratiques agro-forestières des populations. La confrontation entre les différentes représentations et les différents usages de la forêt explique en grande partie l'échec des politiques environnementales destinées à freiner la déforestation.⁷⁵

Réduction du temps de jachère

Le programme d'allocation des terres est supporté par un programme de réduction du temps de jachère pour l'essartage. À Louang Namtha, la jachère est limitée à trois ans et l'essartage n'est théoriquement limité qu'à trois essarts d'un hectare chacun par famille. Cela signifie seulement trois ans de jachère, insuffisant à la régénération de la biomasse et d'un couvert

⁷⁵ Aubertin, 2002, p. 7.

suffisant pour le contrôle des mauvaises herbes donc garantissant une baisse de la production.

Cette politique non-durable d'un point de vue agronomique vise essentiellement la stabilisation de l'essartage. Sans alternatives viables ni compensations pour la perte de rendements, les essarteurs sont condamnés à une vulnérabilisation croissante et à la perte de leur souveraineté alimentaire.

2.2.7 Le Septième Congrès du Parti : la dogmatisation de la théologie néolibérale

Tous les cinq ans, le Parti tient un Congrès pour approuver les politiques ou les Résolutions du Congrès du Parti, ébauchées par le Poliburo. Le Rapport Politique présenté par Khamtai Siphandone en 2001 constitue la matrice de la politique de relocalisation qui concrétise la monopolisation du pouvoir politique dans les mains du Parti Révolutionnaire lao et définit les trois piliers de la politique lao : la croissance économique, le développement socio-culturel et la préservation environnementale. Le rapport redéfinit également clairement la lutte contre la pauvreté, l'éradication de l'essartage et de la culture de l'opium comme les objectifs principaux de la relocalisation.

Le Congrès planifie la création de zones agricoles spéciales pour y concentrer les relocalisations conformément aux objectifs nationaux d'éradication de la pauvreté, de l'essartage et de la culture de l'opium.

Le Congrès planifie le renforcement des cadres du Parti au niveau des districts et des villages. La gestion, le suivi et le contrôle des cadres sont strictement évalués. Les membres du Parti doivent pratiquer *«revolutionary virtue with enthusiasm and be exemplary in leading the mass to achieve all duties assigned by the nation and the revolution.»*⁷⁶ Un haut sens des responsabilités, la détermination à réussir les tâches désignées et la dévotion aux intérêts nationaux sont attendus des membres du Parti.

D'une part, le 7^e Congrès réaffirme clairement le rôle dominant du Parti à tous les niveaux, et d'autre part, il introduit une rhétorique sponsorisée par la pression américaine d'éradication de l'opium tandis que la conservation environnementale est le fruit d'un paradigme occidental plus général et la lutte contre la pauvreté n'est rien de moins que l'objectif du millénaire.

⁷⁶ Political Report, VII Party Congress présenté par Khamtay Siphandone le 12 mars 2001, p. 23

2.2.8 “War on Drugs”: la politique d’éradication de l’opium

Les producteurs d’opium du district de Long, comme du reste du Nord du Laos savaient que la culture de l’opiacée était défendue mais « tolérée ». À partir de la fin des années 1990, l’État les a clairement avertis que des mesures punitives allaient être prises. L’objectif du Programme de Contrôle de la Drogue des Nations Unies prévoyait l’éradication de la culture de l’opium avant 2006. L’autorisation du Programme National d’Élimination de l’Opium en 2001 a été suivie de l’ordre du Premier Ministre rendant tous les organismes gouvernementaux responsables de la réalisation de l’élimination de l’opium. Le même objectif est repris la même année lors du Septième Congrès du Parti Révolutionnaire, et devient une priorité nationale, précipitant par la même occasion l’élimination pour l’année 2005.

Le Plan National d’Éradication de la Pauvreté (NPEP) est directement lié à l’engagement du Laos à atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (Millennium Development Goals) adoptés par 189 pays à l’assemblée des Nations Unies et lors du Plan d’Action de Bruxelles et témoigne de deux objectifs : augmenter la croissance et réduire la pauvreté.

La plupart des plans gouvernementaux de développement présupposent une même ignorance de la part des populations d’essarteurs visées nécessitant une intervention externe et la stratégie gouvernementale est sans équivoque:

Market economy development along the market economic mechanism under government adjustments requires measures hampering social differentiation between rich and poor... by focusing on upgrading the quality of life of the multiethnic population in rural and mountainous areas, and restrict the rural-urban migration...as well as the distribution of civilization and income to the rural and mountainous areas.⁷⁷

1996-2000 Socio-Economic Development Plans, p. 14.

Chapitre 3, Étude de cas du district de Long

3.1 Cadre historique, géographique et institutionnel de l'étude

L'étude a été menée dans la province de Louang Namtha, la province la plus septentrionale du Laos. La province compte 5 districts : Namtha, Sing, Long, Viengphoukha et Nale. Long a finalement été retenu comme cadre géographique de l'enquête.⁷⁸

Le district de Long est situé à la frontière avec le Myanmar à l'Ouest et la Chine au Nord. Lors de l'enquête, le district comptait une population d'environ 20 000 personnes réparties en 105 unités villageoises. Le district possède la plus faible densité de population de la province de Louang Namtha avec 8 habitants par km² et compte 8 sous-districts : Long, Sa, Xiengkok, Soploi, Bokbo, Chongka, Nang et Kang.^{79 80}

Comme le démontre Sethakul dans son analyse des systèmes Leu en Chine, en Thaïlande et au Laos, le système Leu est d'intérêt particulier car caractérisé par une décentralisation qui permet aux communautés rurales une très grande autonomie. Son analyse porte cependant sur les communautés Leu du Lanna.⁸¹ Les Thaï Leu de la région ont beaucoup moins attirés l'attention des chercheurs que leurs cousins Thaïs du Lanna ou du Lan Xang par exemple, dû en partie à la pénurie de sources primaires.^{82 83}

Meuang Sing était la capitale de la principauté du Chiang Khaeng, localisée entre les Sipsong Panna au Nord et le Lanna à l'Ouest. Le terroir de la principauté était divisé en trois zones distinctes : le cœur, autour de la capitale, les *meuang* dépendants de la capitale Meuang Sing localisés dans les vallées fertiles en périphérie, et finalement les territoires de populations non Taï situés entre elles, localisés sur les hauteurs. Grabowsky nous met par contre en garde face à une vision trop rigide de ce système tripartite puisque par exemple, la capitale a plusieurs

⁷⁸ Voir la carte du district de Long en annexe 2, p. 140.

⁷⁹ Nale et Sing suivent avec 16 habitants par Km² et Namtha est le district le plus densément peuplé avec 17 Km².

⁸⁰ Sous une densité de 15 habitants au Km², Chazee (1991) affirme que l'essartage est un mode de production durable.

⁸¹ Lanna, ancien royaume localisé sur le site de l'actuel Chiangmai; le Lan Xang est l'ancien nom du Laos signifiant le royaume du millier d'éléphants.

⁸² Grabowsky. On the social and political organization of Chiang Khaeng: A note on a Lü customary Text, p. 200

⁸³ Pour plus de détails, voir Nguyen Duy Thieu qui analyse les relations interethniques entre les Leu de Meuang Xing et les autres groupes ethniques localisés dans le système sociopolitique du meuang.

fois changé de localisation au cours des siècles : de la rive gauche du Mékong du XVI^{ème} au début XIX^{ème} siècle et ensuite à l'emplacement actuel. La suzeraineté de la majorité des meuang Taïs aux mains des birmans a permis à Chiang Khaeng d'étendre sa suprématie et de contrôler le commerce pendant les XVII-XVIII^{èmes} siècles, garanti par l'habileté de son souverain à négocier cette relative autonomie avec les souverains chinois et birmans. Conflits et raids au cours du XIX^{ème} venant de la principauté de Nang à raison de Chiang Khaeng et une partie de la population est ainsi déportée vers Nan. En 1880, la capitale est déplacée sur l'actuel Meuang Sing et sa plaine fertile.

L'étroite vallée de la Namma permet à meuang Sing de rejoindre le Mékong. Il s'agit de la seule voie de communication praticable du cœur du meuang jusqu'aux autres meuang subordonnés situés sur la rive gauche du Mékong : Chiang Chai, Chiang Nyün, Chiang In et Chiang Lae. La position intermédiaire de la Namma est reconnue par les sources primaires tel que le *Papheni Hit Khong*⁸⁴ étudié par Nguyen qui mentionnent trois localités : Meuang Nang, Meuang Kang et Meuang Long. En 1896-97, la principauté de Chiang Khaeng qui comprend des territoires sur les deux rives du Mékong est divisée entre la France et l'Angleterre.

3.1.1 Ethnicité dans le district de Long

Les Tibéto-birmans constituent une écrasante majorité de la population du district de Long 87,75%. Les Akhas sont majoritaires avec 61,8% de la population⁸⁵ du district et représentent le deuxième groupe ethnique de la province de Louang Namtha avec 23,9% de la population, suivi des Lahu avec 13,59%).

Très peu de Lao vivent dans le district et ceux qui y résident travaillent généralement dans l'administration gouvernementale ou encore sont dans le commerce. Par ailleurs, les Tai Leu sont les représentants locaux de la majorité ethnique. Localisés principalement dans la plaine et bouddhiste terravadins, ils parlent une langue Tai intelligible et sont reconnus comme

⁸⁴ Le *Papheni Hit Khong* est un manuscrit sur papier de mûrier écrit en Leu et portant la mention : *paweni hit knong* de *Cao Fa Sali No Kham* de Meuang Xing : Coutumes et culture, par le Seigneur de la Vie Saly, Meuang Xing. La copie du présent document est en possession de mains privées dans le village Na Kham, à trois km de Xing vers la frontière chinoise. Voir Grabowsky, p. 201.

⁸⁵ Selon le recensement de 1995, les Khmu constitue le premier groupe de la province avec 24,7% de la population ; les Leu viennent au troisième rang avec 15,8% de la population. Au niveau provincial, 97,7% de la population est non Lao.

groupe dominant culturellement, économiquement et politiquement. Les Tai Dam (Tai noirs) et Tai Krom du district de Namtha sont également de plus en plus nombreux à venir s'établir dans le district de Long pour profiter des opportunités économiques.

Ethnicité dans le district de Long⁸⁶

Groupes ethniques	% de la population du district	Département de la santé 2000		% de la population du district Données du département d'éducation 2000
		% population	Nombre de Villages	
Akha (Chicho, Pouli Noy et Pouli Ngai)	61.7%	66.9%	87	61.8%
Leu	14.3%	8.46%	11	14.3%
<i>Kui Soung</i>	7.1%	10.74%	14	13.59%
<i>Kui Louang</i>	6.6%			
Hmong	3.5%	3.07%	4	3.53%
Doi	1.9%	2.3%	3	1.57%
Lentene	1.6%	2.3%	8	1.64%
Thai Krao	1.6%	1.53%	2	1.55%
Thai Dam	0.7%	0.76%	1	0.65%
Thai Deng				
<i>Mussur Dam</i>	0.7%			0.5%
<i>Mussur Deng</i>				
<i>Mussur Huport</i>				
<i>Mussur Kao</i>				
Yao	0.3%	0.76%	1	0.26%
Autres		1.53%	2	0.6%

Source : Département de la santé et d'éducation du district de Long

Il y avait 231 villages dans le district en 1996. Mais conformément à la politique de consolidation des villages, le total a baissé à 195 en 1998, à 98 en janvier 2001 et se situait à 91 lors de l'étude en mars 2001.

Les hameaux de moins de 10 maisons doivent être incorporés dans des unités villageoises plus importantes. La consolidation n'implique pas forcément toujours une relocalisation ou déplacement physique dans l'espace, dans certains cas les hameaux sont incorporés administrativement dans des villages de taille plus importante ou encore réunis administrativement avec d'autres hameaux sans toutefois que la relocalisation ne soit nécessaire.⁸⁷

3.1.2 Analyse diachronique de la relocalisation dans le district de Long

Dans les années 1960, même si la province de Louang Namtha est « libérée » par les troupes

⁸⁶ Les noms de groupes ethniques en italiques sont les exonymes utilisés pour définir les différents groupes de Lahu.

⁸⁷ Bureau des Statistiques du district de Long, 16 mai 2001

révolutionnaires, le district de Long est toujours aux mains des contre-révolutionnaires. Ces troupes paramilitaires, entraînées par les Américains étaient recrutées principalement parmi les ethnies Hmong, Khamu, Lamet et Lahu. La relocalisation visait essentiellement à vider les régions insécures et déplacer les populations vers l'axe principal de communication : la route de Sing à Xiengkok dans le but de prévenir la réquisition d'hommes et de vivres par les troupes contre révolutionnaires qui ont continué à commettre des attaques jusque vers la fin des années 1970.⁸⁸ Durant la même époque, 45% de la population totale de Tai Leu a quitté le district pour aller se réfugier dans la province de Bokeo, pour ne revenir qu'en 1975, fuyant la libération. Les terres désertées ont été données en récompenses aux minorités actives dans les rangs des troupes révolutionnaires pour leur contribution à la victoire.

Au total, 106 villages sont relocalisés dans la période de 1975-85. Les relocalisations provenant de l'extérieur du district, agissent comme fer de lance de l'État lao dans une mission politique de contrôle du territoire. Au total, 63 villages sont relocalisés de l'extérieur vers le district, incluant 38 villages Akha (certains de Birmanie relocalisés dans la partie nord-ouest du district), et 27 villages du district de Sing (2318 Akha et 772 Doi, relocalisés sur l'axe routier principal). Le retour des propriétaires Tai Krao originellement de Louang Prabang se solde par la redistribution des terres aux Tai par les autorités gouvernementales, dans un but de consolider le contrôle territorial du district. Au niveau interne, 43 villages sont relocalisés totalisant environ 6000 individus, dont 45% de Tai Leu, 2500 Akha, 500 Lahu et 500 Hmong.⁸⁹

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, la difficulté d'accès avait contenu les migrations et ainsi la terre était toujours abondante dans le district de Long. La route est cependant terminée en 1995 et va contribuer à redessiner la distribution démographique à l'échelle du district. Des mouvements de relocalisations d'essarteurs vers les basses-terres sont encouragés par le district et c'est ainsi que l'actuelle capitale du district, Dongyeng voit le jour.

La décennie 1990-2000 en est une de centralisation politique. La relocalisation est utilisée

⁸⁸ Dans le cas de Vieng Phukha, le district frontalier, les affrontements ont perduré jusqu'au milieu des années 1980. Pour de plus amples détails, voir : Olivier Evrard, Louang Namtha, dans Yves Goudineau (eds) *Resettlement and Social Characteristics of New Villages*, p.13.

⁸⁹ Olivier Evrard, Louang Namtha, dans Yves Goudineau (eds) *Resettlement and Social Characteristics of New Villages*, Vol. 2, p.13.

pour accroître le contrôle du territoire et également pour lutter contre l'essartage. On assiste à un renforcement des organisations de masses au niveau villageois et le discours sur l'idéal du mode de vie lao situé dans les basses terres et caractérisé par la riziculture demeure une rhétorique continuelle lors de chaque visite par les représentants du district ou de la province dans les communautés d'essarteurs.⁹⁰

L'analyse diachronique des relocalisations dans le district de Long démontre que l'essentiel des relocalisations ont eu lieu à deux périodes distinctes de l'histoire du district : les années 1970 et les années 1990. J'ai été tenté en premier lieu d'associer les relocalisations qui ont eu lieu dans les années 1970 avec le retour des populations Tai de la province de Bokeo tel que suggéré par Evrard (1996). Cependant, l'analyse de l'appartenance ethnique dément cette hypothèse et révèle qu'en fait 90% de la population relocalisée à cette époque est d'origine Akha Pouli contrairement à un seul village de l'ethnie Tai Leu. Dans les années 1990 la relocalisation a été modérée : de 1 à 4 villages par année de 1993 à 2001. Néanmoins, 16 villages soit 3096 personnes ont quant même été relocalisés.

3.2 La Zones Focales de développement de la vallée de la Namma

Selon le document : *1998-2002 Focal Sites Approach of Rural Development*, il y a 5 Zones Focales de développement dans la province de Louang Namtha : Kum Na Teui dans le district de Namtha, Kum Ban Nom à Sing, Kum Ban Om à Nale, Kum Nam O à Vieng Poukha et finalement Kum Ban Kang à Long. À noter, les plans provinciaux ont été élaborés autour des années 1995-1996, date à laquelle Ban Kang était la localité lao la plus facilement accessible à partir de la capitale provinciale, d'où l'appellation première de Ban Kang, et aucune mention n'est faite de la ZF de la Namma qui est située à 25 Km de la, dans la vaste plaine propice à la riziculture.

Processus de planification

La création de la zone focale de la Namma est directement liée à des préoccupations d'ordre politique. La décision est parvenue depuis la capitale et les services ministériels du district n'en ont été informés qu'après coup, et la décision a été prise sans préoccupations d'ordre agricole, soutient un informateur du Bureau de l'Agriculture et des Forêts du district de Long,

⁹⁰ Le gouvernement lao utilise souvent les montants de l'aide internationale au niveau local comme prévue du support international du régime politique et de ses programmes de développement.

mécontent d'avoir sur les bras un problème généré au niveau supérieur.⁹¹

La surface totale propice à la riziculture a été évaluée à 395 hectares, estimation basée sur les photos aériennes prises par les autorités. La méthodologie n'a hélas pas tenue compte des rochers, escarpements, etc. et la surface réelle des terres propices à la riziculture ne dépasse en réalité pas 200 hectares.⁹² Le problème est que la relocalisation a été planifiée en fonction des estimations de 395 hectares de terres cultivables, et un problème d'accès à la terre a été créé dès le départ.

Il y a 5 villages dans la zone focale de la Namma : Phonesamphan, Chaleunsay, Phonsavang, Pakha et Pangan, répartis en groupes minoritaires. La division ethnique reflète des situations totalement différentes mais tous sont inclus et interagissent à l'intérieur de la zone focale. Les Lahu ont été relocalisés pour des raisons politiques, les Akha sont descendus de leur montagne et les Kinmoun n'ont quant à eux pas bougé, ils se sont tout simplement retrouvés incorporés dans la zone focale de développement.

3.2.1. Le cas des Lahu A-Blei : Phonesamphan « La colline de la réunion »

Le village consiste en l'agglomération de 5 hameaux de l'ethnie Lahu A-Blei ou Lahu appartenant à la branche Loloïque de la famille ethnolinguistique Tibéto-Birmane. Les Chinois les appelle Lo-Hei. Les Tai Leu en Thaïlande, en Birmanie et en Chine les appellent Kui et Mousseux.⁹³

Les chroniques chinoises de l'époque de la dynastie des Tang mentionnent vers l'an 796 l'existence du royaume Lahu de Nan Chao et de sa capitale nommée *Li-Kisangasih* dans un territoire connu des Chinois sous le nom du territoire des huit Chefs indigènes. Le royaume en question se serait défendu contre les Tibétains à deux occasions (1548 et 1561) et aurait envahi les territoires du Mékong et du Yangze alliés avec les Chinois contre les Tibétains.⁹⁴ Les sources historiques mentionnent également vers les XVIIe ou XVIIIe siècle l'existence d'un état Lahu indépendant situé près de la frontière Chine Birmanie actuelle, entre la rivière

⁹¹ Communications personnelles avec un membre du DAFO (District Agriculture and Forestry Office) à Long.

⁹² Communications personnelles avec un membre du DAFO (District Agriculture and Forestry Office) à Long.

⁹³ L'étymologie du nom est inconnue mais le mot Lahu signifie chasser et manger le tigre. Le nom Mussur est probablement une corruption shan du mot *moksa*. D'autres appellations de l'ethnie : *Muhsur, Musah, Mousseau, Musor, Muhso, Nyer Muhso* et *Musseau*. Voir Walker, *The Lahu people: An Introduction*, p.122 ;

⁹⁴ Joann Schrock, *Ethnographic Study Series, Minority Groups in Thailand*, p. 365.

Salween et le Mékong.⁹⁵ Mille li (deux cents milles miles) de longueur, cet état était politiquement indépendant et dirigé par 36 Sous-Chefs portant le titre de *Fu*, sous les ordres du Chef *Da Fu Ye*.⁹⁶ La confédération a été soumise au royaume birman à l'époque de la domination du Meuang Laem, mais conserva son autonomie politique jusqu'en 1887, date de sa conquête par Tsen Yu Ying, un souverain yunnanais.⁹⁷ Mais malgré la défaite, les Lahu sont reconnus pour leur résistance face aux Chinois car ils ont su préserver leur indépendance jusque dans les années 1890, malgré l'écrasante supériorité de leur adversaire, pour finalement migrer vers le Sud, poussés par l'expansionnisme chinois.⁹⁸

3.2.1.1 Situation géographique du groupe

La population Lahu est diffusée à travers les montagnes du Sud-Ouest du Yunnan, dans l'état Shan de Birmanie, dans la province de Louang Namtha et de Bokeo au Laos et dans les provinces thaïlandaises de Chiang Rai, Chiang Mai, Lampang, Mae Hong Song et Tak, où ils sont apparus vers le tournant du siècle.⁹⁹

La population totale tourne approximativement autour d'un demi- million dont 60% en Chine, 22% en Birmanie, 10% en Thaïlande et 3% au Laos avec une dizaine de villages dans le district de Long. Il semble que quelques villages Lahu aient quitté Long pour le district de Vieng Phukha vers le début des années 1990. D'autres villages de Lahu sont situés dans le district de Song près de la frontière chinoise et les 3 villages Lahu de Bokeo sont revenus de Thaïlande dans le cadre d'un programme de rapatriement du Haut-Commissariat pour les Réfugiés de l'ONU.¹⁰⁰

Guerriers aguerris, les Lahu sont renommés dans la littérature pour leurs capacités paramilitaires naturelles et ont fourni d'excellents éléments à l'armée britannique avant la Deuxième Guerre Mondiale. Il semble que les Lahu se croyaient invulnérables et en période de guerre, les Chefs s'alliaient avec un engagement de sang.

La capitale du district de Long est située à 20 Km du Mékong et de la frontière birmane.

⁹⁵ Voir la carte en annexe

⁹⁶ Scott 1900: 578.

⁹⁷ Joann Schrock, *op. cit.*, p. 366

⁹⁸ Yoichi Nishimoto, *Northern Thai Christian Lahu Narrative of Inferiority: A Study of Social Experience*.

⁹⁹ Voir la carte sur la distribution géographique de l'ethnie Lahu en annexe 3, p. 141.

¹⁰⁰ Les villages en question sont : Simounkhoun, Khungbong, Xaychaleun et Nomtomg. Voir : UNHCR Repatriation Programme in the Lao PDR 1980 – 1988, December 1998.

L'autre rive du fleuve correspond à l'État Shan et la région est majoritairement peuplée de Lahu. La région, mieux connue sous le nom de Triangle d'Or a toujours conservé une certaine autonomie face à la domination britannique et à la fin des années 1950 les frontières birmanes étaient affectées par une propagation d'insurrections tribales, et l'état shan est toujours gouverné par les *Sabwas* ou princes féodaux.

Cultivateurs de pavot et impliqués dans le trafic de narcotiques, plusieurs Lahu sont également impliqués dans le LNLA (Lahu National Liberation Army), dirigé jusqu'en 1984 par Cha Euh, le fils d'un chef religieux semi-mythique. D'autres Lahu ont fourni des contingents à l'Armée Rebelle Shan ou ont joint l'organisation rivale armée par le Parti Communiste Birman, autrefois également dirigée par un Lahu.¹⁰¹

3.2.1.2 Organisation sociale et pouvoir politique

Socialement, l'individu Lahu est d'abord membre d'une famille et au niveau de la communauté, l'espace social est stratifié en groupe d'âge : mâle âgé, jeune femme prête pour le marché matrimonial, etc. L'âge est aussi le facteur déterminant des relations de parenté et d'autorité. La communauté est perçue comme une famille composée de parents et les termes *avi - anyi* (frères et sœurs) sont utilisés pour en définir les membres. (Nishimoto, 1998).

La famille est une unité économique indépendante et fait ses propres transactions économiques avec l'extérieur. La richesse est mesurée en nature par la possession d'animaux, d'actifs, d'opium cultivé, de quantité de riz récolté, d'héritage et de nos jours par la propriété d'objets modernes : téléviseur, moto, etc. Mais la différence entre les familles est souvent aplanie avec la maladie par exemple, qui occasionne une décapitalisation par le sacrifice ou la vente d'animaux ou encore par la succession de mauvaises récoltes consécutives.

De résidence matrilocale, l'homme s'installe dans la maison de sa femme; il y résidera jusqu'à la mort de ses beaux-parents si la femme est la dernière fille, mais si l'homme est enfant unique, le nouveau couple va résider chez les parents jusqu'à leur mort. Cependant, le chef de famille est généralement un homme et l'autorité passe du mâle dominant à son beau-fils et les décisions qu'il prend doivent être respectées par tous les membres de la famille. Par contre la

¹⁰¹ André Boucaud, *Burma's Golden Triangle: On the Trail of the Opium Warlords*, p. 31.

propriété du foncier et des biens familiaux doit impérativement demeurer à l'intérieur de la famille.

L'autorité villageoise repose sur trois facteurs : la parenté, l'âge et la religion. Premièrement la communauté est divisée en familles et gradée verticalement en fonction de l'âge du chef de famille; un jeune chef de famille demeure subordonné à un parent jusqu'à un âge jugé raisonnable. Les aînés du village forment le conseil des anciens mais la source la plus importante du pouvoir demeure la religion et l'homme le plus respecté dans la communauté est le *pah-hku* « *spirit doctor* » ou guérisseur spirituel. Possédant le pouvoir de guérir, d'expliquer les phénomènes et d'accomplir les rituels conséquents, il est familier avec le monde des esprits, connaît les formules magiques et est le détenteur du Savoir. Il est secondé par le shaman en charge des aspects techniques des rituels : les incantations et la préparation des chandelles par exemple.

Le troisième poste-clé du pouvoir villageois est le chef de village. Élu par la communauté, il en est son représentant face au monde externe. Avec le guérisseur spirituel, le shaman et les aînés, ils constituent le conseil du village et les décisions peuvent être prises avec quorum de 6 membres.

Nishimoto (1998) affirme que selon la conception Lahu de l'autorité, un guérisseur spirituel ou un shaman ne peuvent être démis de leur fonction et personne ne peut les remplacer dans leur fonction de leur vivant. La possibilité de déplacement de familles hors de la communauté en cas d'abus de pouvoir, généralement initié par un groupe d'aînés, constitue un mécanisme traditionnel de contre-balance du pouvoir dans la société Lahu. Par contre, rien ne garantit la durée ou le degré d'autorité détenue par le chef de village dont la position est directement liée à la loyauté et au respect des membres de la communauté et il peut être remplacé à n'importe quel moment (Schrock : 1970).

3.2.1.3 Cultes messianistes ou millénaristes

Une caractéristique intéressante du phénomène religieux Lahu est l'apparition périodique de figures messianiques dont l'influence transcendait la structure politique limitée de l'unité villageoise allant même au-delà du regroupement de villages, pour unifier les communautés lahu et séduisant même d'autres groupes ethniques, montagnards comme habitants des basses-

terres. De leur rôle primordial de shamans *pah-hku* lors de cérémonies religieuses, ces personnages ont souvent étendus leurs intérêts dans la sphère politique.

Selon Walker, il semble que l'émergence de ces cultes millénaristes correspond à des épisodes de tensions avec les sociétés bouddhistes des basses-terres et ce climat est apte à favoriser la progression de simple shaman villageois à un statut de héros messianique politico-religieux. «*Any paw hku, endowed with sufficient personal charisma is a potential cult-leader. He alone is able to unite the fiercely independent village communities into a wider polity in order to combat the lowlanders' organizational advantage and at the same time offer supernatural means of countering their technological superiority.*»¹⁰²

3.2.1.4 Opium

Un autre acteur du trafic de narcotiques actif dans la région est la diaspora chinoise Haw constituée d'anciens soldats de la 93^e division du Kuomintang qui a subi la défaite aux mains des troupes communistes en 1949. Le Kuomintang avait battu en retraite et était disparu dans l'état Shan pour y dominer la population locale et contrôler le commerce de l'opium.

Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la politique américaine du "*containment*" du communisme a été instaurée par les Etats-Unis et supportée par plusieurs autres nations occidentales qui avaient donné leurs accords tacites, ou carte blanche en quelque sorte, à n'importe quel moyen qui pourrait freiner l'avance de l'idéologie communiste. Une affaire de milliards de dollars sous la charge du KMT fut donc mise sur pied pour supporter la lutte contre le régime communiste birman naissant et le KYE (Ka Kwe Ye) groupuscule local formé par le Parti Communiste Birman dans les années 1960 pour lutter contre le KMT.

L'une des têtes d'une faction nommée Chan Shee Fu et se faisant appeler Khun Sa et revendiquant d'être un descendant des princes féodaux est devenu un des seigneurs de guerre les plus importants de la région. La situation a inexorablement conduit à un affrontement avec le KMT contrôlant 90% du commerce de l'opium. La bataille finale a eu lieu en 1969 et mettant en cause Khun Sa, le KMT et les troupes de l'armée lao sur le territoire du village de

¹⁰² Walker, *The Lahu People: An Introduction*, p. 121. Tous les prophètes étudiés par l'auteur qui ont émergé durant ce siècle, ont été témoins de la pénétration d'habitants des plaines dans leur cadre de vie de montagne.

Ban Khwan.¹⁰³

Les Lahu et les Haw chinois impliqués dans le trafic de l'opium du côté birman sont également les mêmes protagonistes du conflit survenu dans le sous-district de Chongka en 1992 et conduisant à la relocalisation de tous les hameaux Lahu A-Blei ou Lahu vert. Je n'irai pas suggérer que la relocalisation des Lahu est liée au désir de l'armée lao de contrôler le trafic de l'opium, même si d'une part, le gouverneur de Long a été impliqué dans le trafic de narcotiques¹⁰⁴, et que, par ailleurs, la province de Louang Namtha a été identifiée par les Etats-Unis comme une route majeure de transition de l'opium et de l'héroïne vers la Chine.¹⁰⁵ Les autorités chinoises ont admis que des quantités importantes de narcotiques destinées aux marchés américains et européens transitent par la Chine.¹⁰⁶

Finalement, l'opium, la vente de viande de gibier séchée et le travail journalier pour les Akha, Lanten Yao ou Tai Leu sont les principales sources de revenus pour le groupe avec la vente de produits de la cueillette. La relocalisation est également corollaire de prostitution – les employés gouvernementaux et marchands vietnamiens ou chinois font souvent escale à Phonsarphan lorsqu'en visite à Long. La vente d'enfants est également une pratique courante.

3.2.2. Les villages Akha de Chaleunsai et de Phonsavang

Les Akha sont tributaires du groupe des Yi du Sud-Ouest chinois et leur langue dérive du loloïque de la famille linguistique Tibéto-birmane, tout comme les Lahu. Selon le recensement national de 1985, il y avait 60 000 Akha au Laos, le nombre actuel tourne autour de 90 000 à 100 000 individus en incluant les émigrations récentes en provenance de Chine et de Birmanie. Il y a 42 groupes reconnus internationalement et situés au Laos, Thaïlande,

¹⁰³ De nos jours, le PCB (Parti Communiste Birman) a remplacé le monopole du commerce de l'opium des troupes du KMT.

¹⁰⁴ L'identité de mon informateur ne peut être révélée pour raison de sécurité.

¹⁰⁵ Laos needs US\$ 55m to battle narcotics production, in Bangkok Post, 2 April 1994, p. 23. L'article mentionne également que les provinces de Bokeo et Oudomxay frontalières avec la Thaïlande, servent de point de transit au nord du pays.

¹⁰⁶ Le document: *The US State Department March 1994 Annual Report* fait état d'informations limitées sur le trafic de narcotiques au Laos, troisième producteur mondial après la Birmanie et l'Afghanistan. De plus, un type d'héroïne hautement raffinée appelée *No. 4* ou *Double Uoglobe* est produite dans des laboratoires près de la frontière avec l'Etat shan.

Chine, Vietnam et Birmanie.^{107 108}

L'histoire du groupe est intimement liée à celles de civilisations plus importantes et cette réaction de retrait dans la forêt. Mais comme le fait remarquer Van Gesau, la longue marche des Akha arrive à sa fin : la résistance et la retraite ne sont désormais plus possibles et le groupe est confronté à une politique d'intégration territoriale.¹⁰⁹ La politique de relocalisation fixe définitivement les communautés Akha en les privant de leur réponse traditionnelle à la pénurie de ressources : la migration.

Le territoire original des Akha se situe dans les montagnes du Haut Yangtze sur aux abords du Tibet oriental. Ils apparaissent pour la première fois dans l'histoire vers la fin du XI siècle lorsqu'ils ont déjà émigré au Yunnan et où une branche du groupe avait établi une cité-état nommée Thumla¹¹⁰ située à environ 100 Km de la frontière Birmane Chine Laos.¹¹¹

Les Akha quittent la région de Kunming dans la province du Yunnan au cours du XIIe siècle sous les pressions mongoles et s'établissent dans le Sud-Ouest du Yunnan près du Mékong. Finalement, avec l'expansion des royaumes guerriers Tai dans les vallées du Mékong et des rivières Rouge et Noire au XIIe et au XIIIe siècle, les Akha se retrouvent marginalisés et une portion de la population migre vers la Birmanie.¹¹²

Une des premières vagues de migration d'Akha sur le territoire du Laos coïncide avec un soulèvement musulman au Yunnan vers 1855. Selon Lewis (2002), la stabilité relative offerte par les régimes coloniaux français au Laos et anglais en Birmanie a favorisé la migration de populations aux prises avec des calamités d'ordre politique. Plus tard, l'invasion du Yunnan par l'armée du KMT et les batailles avec les troupes révolutionnaires, le Grand Bond en Avant de 1958-59 et la collectivisation des fermes causant la dépossession des terres des Akha, ainsi que l'apogée des Gardes Rouges de 1966-1967 marquent également des épisodes de migration significatives d'Akha, notamment vers le Laos.

¹⁰⁷ Gim Goodman, Meet the Akha.

¹⁰⁸ Voir la carte sur la distribution géographique des Akha en annexe 4, p. 142.

¹⁰⁹ Van Gesau, Dialectic of Akhazhan, pour reprendre une expression de l'auteur: *They have run out of mountains in their historical migration southward China*

¹¹⁰ Gim Goodman, Meet the Akha.

¹¹¹ «Some authors argue that Akha ancestors must have lived in Yunnan for more than 2000 years», LAHSDP Report. Thumla faisait partie du royaume de Nan Chao (750-1250).

¹¹² Pour plus de renseignements voir le rapport de LAHSDP

3.2.2.1 L'Akhazan

Traduit par « religion », « mode de vie », « coutumes et traditions », ou encore « transmis par les pères », l'Akhazan est transmis de manière dynamique aux générations Akha depuis 64 générations de descendance patrilinéaire. L'Akazan ressemble à une coutume oralement transmise comme l'explique Van Gesau :

It includes the whole of Akha life at all level; describe when, where and how a forest has to be cleared and burned; rice and vegetables have to be planted and harvested; hunting by traps or driving have to be performed; village and houses have to be founded or built; husbandry or task have to be taken care of; game and animal have to be slaughtered and divided; food has to be cooked; children have to be conceived and brought up; and transaction have to be managed...contains prescriptions indicating how to relate to many different categories of groups and persons within the Akha milieu, etc.

Traditionnellement, le village Akha est une unité politique, économique et social primaire. Autonome politiquement, il doit y avoir au moins trois aînés dans le village et l'aîné de chaque famille doit performer les rituels familiaux sur l'autel des ancêtres. Les individus sont libres dans la mesure où ils n'enfreignent pas les coutumes et traditions enchâssées dans l'*Akhazhan*.

Le village Akha possède deux portes, l'une située en haut du village et l'autre en bas. Elles sont en quelque sorte des filtres contre les esprits et dangers visibles et invisibles. Formes humanoïdes, armes à feu, hélicoptères, etc. sont sculptées pour apeurer les intrus et assurer la pérennité et la stabilité à l'intérieur du périmètre.

3.2.2.2 Système clanique, pouvoir et autorité

Les Akha calculent l'âge des villages en fonction du nombre de générations qui ont vécu sur le site. Par exemple, le village de Chapi existe depuis 5 « zi », donc approximativement 125 ans. L'étymologie du village est généralement liée au nom du fondateur, dans le cas de Chapi, d'une combinaison de Adja, réputé pour son embonpoint, et gros (pi en Tai Leu) : le nom Chapi, ou « Adja le gros ».

Sans droits territoriaux et distribués transnationalement, les Akha ont développé un système

clanique « *adjeu* » et élaboré un système généalogique très complexe.¹¹³ La généalogie du chef de village de Chapi remonte à 39 générations, jusqu'à *Ta Paw Maw*, le premier ancêtre connu. Tous les villages visités partagent également la même ancestralité. Le Chef de Chapi décrit l'être possédant 7 poitrines et ayant donné naissance à 7 enfants, ce mythe explique notamment la diversité à l'intérieur du groupe.¹¹⁴

Le chef de clan d'un village est habituellement l'homme le plus âgé de toutes les familles composant le clan. La hiérarchie est directement fonction de l'âge des hommes. Selon la tradition Akha, un village doit avoir un minimum de trois clans pour constituer une entité viable et assurer les échanges matrimoniaux entre les clans. Dans le cas où un clan migre hors du village, les clans restants doivent trouver un autre clan pour les joindre ou eux-mêmes émigrer, même si la population des clans est importante.

La société Akha est patrilocale et les hommes du groupe pratiquent l'exogamie villageoise et l'endogamie tribale (Lewis : 1969). Le mariage à l'intérieur du même sous-clan est strictement interdit. La cousine croisée matrilatérale est également une possibilité mais dans ce cas le divorce est impossible car causerait une relation de tabou avec l'oncle maternel, relation très importante dans la tradition Akha (Lewis : 1969).

La personne la plus importante de la communauté Akha est le *Dzoeba*, prêtre (Lewis 2002:226-27) ou encore dirigeant du village (Von Gesau 1997:8). Il est le chef politique et rituel du village et l'ultime juge dans le règlement de conflits, litiges, etc. Responsable de la santé et de la vie cérémonielle de la communauté, il doit être versé dans l'Akhazhan et est en charge des lieux sacrés de la communauté : balançoire (*lakang*), la source sacrée, le cimetière, l'autel du seigneur de la terre et de l'eau, et il supervise le respect de la voie Akha (l'*Akhazhan*). Il est le premier à débiter la récolte en coupant trois têtes de plant de riz et à les offrir sur son autel. (Lewis 2002:226-27).

Le poste de *Dzoeba* est héréditaire mais peut également être acquis. Dans le premier cas, le fils aîné accède au rang de *Dzoeba* à la mort de son père mais la position est ouverte aux

¹¹³ LAHSDP, p. 41.

¹¹⁴ Entrevue dans le village de Chapi, 18/04/2003.

intéressés, pourvu qu'ils soient rituellement purs sur 5 à 7 générations¹¹⁵. Si le consensus villageois est favorable, il est fait *Djoeya* par le *Dzoeba*. Il est intéressant de noter que la deuxième stratégie pour accéder au titre de *Dzoeba* est de rassembler assez de familles et émigrer pour aller établir un nouveau village. Le fondateur devient *Dzoeba* et son titre héréditaire. Ce mécanisme traditionnel d'accession au pouvoir a été observé à Long dans le contexte de relocalisation dans les basses- terres.

Formé des hommes de plus de 45 ans, le conseil traditionnel des anciens ou *Abaw Tsa Ma* est la principale institution de gouvernance au niveau communautaire. On fait appel au conseil lorsqu'une décision commune doit être prise. C'est au *Dzoeba* qu'incombe la charge d'aller discuter avec tout interlocuteur externe à la communauté et il est le porte-parole de l' *Abaw Tsa Ma* (Daviau : 2003).

Les unités villageoises sont désormais incorporées administrativement dans l'État moderne et les organisations de masses établies dans chaque village. Le *Dzoeba* prend le nom de *naiban* mais il arrive parfois que les autorités nomment un représentant différent qui manque de légitimité aux yeux de la population. C'est d'ailleurs le cas du village de Chaleunsai où après les réunions officielles avec le chef imposé par l'administration du district, les villageois se réunissent de nouveau, avec le tenant de l'autorité légitime pour discuter et prendre les décisions.

Il n'existe donc pas, dans la société Akha de principe d'autorité ou de structure politique supérieure à l'unité villageoise. Il existe des liens, contacts et visites entre membres d'une même famille pour raisons commerciales, d'union matrimoniale ou la nécessité de réaliser un rituel particulier par exemple, mais pas de relation politique formelle.

Au niveau familial, le père de famille représente l'autorité et contrôle les aspects économiques, politiques, sociaux et rituels de la famille, prend les décisions importantes que doivent suivre les membres de la famille.

3.2.2.3 Économie

¹¹⁵ Par exemple, leur femme ne doit pas avoir donné naissance à des enfants malformés, de jumeaux, ils ne doivent pas avoir été victimes d'accidents ou de phénomènes qui remettent en cause l'ordre de l'univers.

Les membres de la famille constituent une unité sociale, rituelle, et économique et toutes les activités de production sont basées sur la famille : essartage, élevage, collecte de bois de feu, tissage, cuisine, repas, etc. et les activités de chasse et collecte de produits non-ligneux. Ces activités familiales permettent l'accès à la monnaie nécessaire à l'achat des produits maintenant disponible aux marchés permanents ou aux foires mensuelles.

Parmi les produits non-ligneux les plus communément vendus, la cardamome indigène (*Amomum ovoideum* P., *Amomum villosum*) et la fibre à balais sont vendus aux Chinois, tandis que le fruit du palmier (*Caryota mitis*, *Caryota Urens*), le ver du bambou, et l'écorce de *nang mai* sont vendus aux Thaïs. Le travail saisonnier est par contre une activité individuelle qui se déroule généralement de novembre à mars mais qui est étendu pour les familles les plus pauvres qui vendent également leur bras en juillet et août, et une journée de travail moyenne est payée 10,000 Kips par actif par jour ou l'équivalent en opium.

L'opium est la base de l'économie des villages du district de Long depuis des générations déjà. Dans le cas du village de Phapotai, la production annuelle tourne autour de 300 *khan*¹¹⁶ et un *khan* vaut 300 000 Kips (30 dollars américains), donc la valeur de la production villageoise tourne autour de 90 millions de Kips, soit neuf mille dollars américains. Le village compte une vingtaine d'opiomanes (10,25% de la population) et leur consommation annuelle est d'un *choy* par opiomane, soit 200 *khan*, donc approximativement le deux tiers de la récolte. L'opium non consommé à l'intérieur du village est échangé en Chine, en Birmanie et au Laos contre du sel, des médicaments, des vêtements, du riz, etc.. En période de suture, un *khan* d'opium s'échange contre 40 *kholong* de riz non décortiqué (480 kilogrammes, soit 240 kilogramme de riz).¹¹⁷

La consommation quotidienne d'opium tourne autour de un *saleung* par jour (un dollar). L'ONG NCA estime la consommation moyenne est d'environ 4,9 grammes ou 1,8 *saleung* par jour. Par conséquent, même dans une année de bonne production, une famille ne produit pas assez pour combler le besoin d'opium de l'un de ses membres. D'un autre côté, les revenus moyens générés par la production d'opium sont de 70 à 100 dollars par famille annuellement.

¹¹⁶ 6 *khan* équivaut à 1 kilogramme et 10 *khan* équivaut à 1 *choy*

¹¹⁷ Données récoltées lors d'entrevues semi dirigées dans le village de Phapotai situé en montagne et inclus dans les plans de relocalisation.

3.2.3. Les villages Kinmoun de Pakha et de Pangan

Également connus sous le nom de Lao Houay et Lanten Yao (Lemoyne : 2002) les Kinmoun appartiennent à la famille ethnolinguistique Hmong-Iu-Hmien. Ils ont migré au Laos il y a environ un siècle, de la Chine et à travers le Vietnam. La population Kinmoun est dispersée à travers le Sud-Ouest chinois, en Birmanie, au Laos et au Vietnam. Il y aurait environ 4500 Kinmoun au Laos principalement localisés dans les province de Louang Namtha, Oudomxay, Bokeo et probablement Phongsaly.¹¹⁸

Les Kinmoun établissent généralement leur village près des cours d'eau nécessaire à la confection du papier utilisé lors des rituels puisque tout comme les Yao, ils ont conservé les caractères chinois écrits sur un papier confectionné à l'aide de bambou (l'eau étant nécessaire à la confection du papier à partir du bambou) et utilisé lors de rituels : culte des ancêtres, régulations de mariage, prescriptions de médecine traditionnelle, etc.

Les deux villages de Pangan et de Pakha sont distants de 8 kilomètres, mais font partie d'un groupement de trois villages; Tafak est situé à 3,5 kilomètre de Pangan et les trois forment un noyau Kinmoun isolé du reste de la population kinmoun de la région (Lemoyne : 2002).

Les villages de Pakha et de Pangan sont tous deux des villages traditionnels. Pakha fut établi en 1921 et Pangan depuis une trentaine années. Ils n'ont pas été relocalisés mais leur territoire se trouve inclus dans la zone focale de développement. Dans le cas de Pakha, le village est situé près des rizières allouées à tous les villages de la zone. Pangan quant à lui est situé sur les berges de la rivière Namma canalisée pour irriguer la zone focale; la riziculture étant la raison d'être de la zone.

Ils sont établis depuis beaucoup plus longtemps que les populations d'origine tibéto-birmanes. La longue période de cohabitation dans les basses-terres leur permet généralement de parler la langue de la majorité et ainsi d'avoir relativement plus d'opportunité que d'autres groupes minoritaires. Ils sont également technologiquement beaucoup plus avancés : système hydraulique de décorticage du riz, utilisation de la roue, de l'écriture, du tissage et bénéficient, à l'inverse des autres groupes, de terres fertiles et de la presque intégralité de leur territoire de

¹¹⁸ Laurent Chazee, Les ethnies et sous ethnies du Laos, p. 118.

productions.

3.3 Le processus de relocalisation dans la zone focale

3.3.1 Le processus de prise de décision dans la société Lahu

Les Lahu sont dépourvus de système clanique, de lignage ou de tout autre notion de groupe basé sur la descendance.¹¹⁹ L'unité sociale fondamentale est la famille indépendante. Il arrive cependant que sur la base de liens associatifs, par mariage, parenté, pour des raisons économiques, un regroupement de familles autonomes se soumettent à l'autorité d'un chef shaman, formant une unité pour une durée déterminée. Le hameau peut se désagréger à n'importe quel moment et les familles se déplacer et former une nouvelle communauté ou encore s'unir à un autre hameau. Anthropologues et missionnaires ont observé cette tendance à la segmentation ou à la désintégration propre aux Lahu qui n'ont pas de liens durables entre eux tel un ancêtre commun, ni le bénéfice de l'attachement à un territoire particulier.¹²⁰

Dans le cas de Phonesamphan, les 5 hameaux n'ont pas eu grand chose à dire. Pas de promesses en l'air ou d'histoires, ils ont été déplacés par l'armée lao. Pour les Nations Unies qui ont déclaré un moratoire de 3 ans sur le village, Phonesamphan est un cas très clair de relocalisation forcée.¹²¹ L'aide internationale a été bannie par la communauté internationale pour éviter de supporter la politique du gouvernement, dans ce cas la relocalisation n'étant point liée au développement mais à des considérations d'ordre politique.

Histoire de la relocalisation

Le village de Chakai était originellement situé à Houay Phakheun, près du village de Tasoum. En 1993, il a été relocalisé dans le sous-district de Bokbor et finalement à Phonesamphan en 1995 où jusqu'à 4 personnes mourraient par jour. Chala a été relocalisé avec Chayumpha en 1994 et au cours de la même année le village a été relocalisé à Phonesamphan. La-u était localisé à trois heures de marche de Phonesamphan et a été relocalisé dans le sous district de

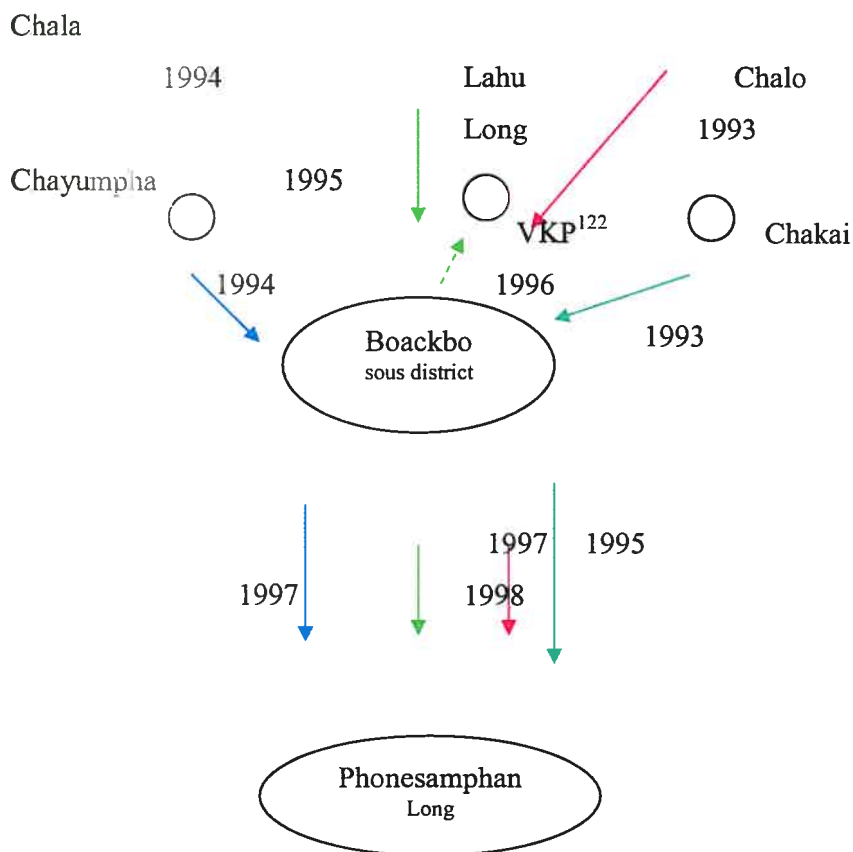
¹¹⁹ Walker. *The Lahu People: An Introduction*, pp. 115-120.

¹²⁰ Selon Chezee. *Atlas des ethnies et des sous ethnies du Laos*, les Lahu préfèrent vivre en maison pluri nucléaires. p. 151.

¹²¹ Entrevue avec un membre de l'ONG NCA.

Bokbor en février 1995. Quelques familles ont émigré à Vieng Phoukha en 1996 et le village a finalement été relocalisé à Phonesamphan en 1998. Le village de La-u a lui aussi été relocalisé une première fois dans le district de Bokbor en 1993 et puis à Phonesamphan en 1997. Les 5 villages ont donc tous été relocalisés une première fois dans le sous-district de Bokbor, mais une mortalité galopante (jusqu'à 4 morts par jour) a encouragé les autorités à les relocaliser sur le site actuel à 6 Km de la capitale de district.

Schéma des relocalisations dans le cas des 5 hameaux Lahu



Durant toutes les étapes de la migration forcée, les Lahu ont été escortés par des soldats de l'armée lao. La population était en otage et le retour en montagne strictement défendu.¹²³ A leur arrivée à Phonesamphan, un camp militaire a été installé dans le village de Chayumphan ; il est aujourd'hui situé en amont de Phonesamphan et était en travaux de renovations durant l'étude. Personne n'est évidemment demeuré dans les anciens sites qui ont tous été réoccupés

¹²² Le district de Vieng Phukha

¹²³ Entrevue avec un soldat dont l'unité était en charge de l'accompagnement des Lahu de 1994 à 1997.

par des Akha, sans exception.

Conséquences de la relocalisation

Lorsque la relocalisation a débuté au cours des années 1993-1994, la population entière de Lahu tournait autour de 2200 individus. Lors de l'enquête, il ne restait que 1200 survivants. La population a été décimée par des maladies, jusqu'à 4 décès par jour dans les épisodes de mortalité les plus élevées qui ont eu lieu les premières années après la relocalisation et mettant en cause principalement les enfants de moins de 5 ans et les vieillards. Les survivants vivent dans une société totalement déstructurée et les vieux, porteurs d'un savoir permettant de guérir les corps et esprits, sont morts et leur précieux savoir raffiné sur des millénaires enterré avec eux. La seule alternative disponible au niveau curatif est désormais l'achat de médicaments à la clinique du district, mais qui est souvent difficile pour les Lahu financièrement défavorisés.

Les Lahu croient en l'existence d'une âme, contrepartie du corps, appelée aw-ha. La maladie est associée à la perte ou le dommage d'une âme et le traitement nécessite généralement le rappel de cette âme et la « propitiation » de l'esprit que l'on croit être le responsable. En cas de mort naturelle, l'âme retourne au pays des morts, phase après laquelle elle peut se réincarner dans un autre être humain. Mais dans le cas d'une mort non-naturelle ou d'une mauvaise mort, il est possible que l'âme se transforme en esprits malicieux.¹²⁴

La population leu du village de Phonesamphan est en otage. Unité sociale fondamentale, la famille comprend traditionnellement 2 à 3 générations pour une moyenne de 6 à 7 personnes. A Phonesamphan, certains abris abritent jusqu'à 27 personnes, sous un même toit. Au début, l'autorisation du chef de village était nécessaire à la sortie du périmètre villageois. L'insécurité alimentaire est chronique et les Lahu dépendent principalement des produits forestiers collectés quotidiennement pour leur survie, mais les pressions sur les ressources naturelles sont telles, qu'ils doivent aller de plus en plus loin pour pouvoir s'alimenter. Le travail journalier pour les Akha et les Tai Leu est une alternative nécessaire¹²⁵ et les deux activités de subsistance ont favorisé l'adoucissement du contrôle étatique. Cependant, toute tentative de migrations est sévèrement punie, plus de trois familles prises à fuir méritent la

¹²⁴ Walker, *The Lahu People: An Introduction*, pp. 115-120

¹²⁵ Un actif par jour reçoit un saleung d'opium en paiement, environ 10000 Kips ou 1 dollar américain.

peine de mort.¹²⁶

Une visite dans le village à l'occasion de la distribution de moustiquaires a démontré que la majorité des villageois ne sont pas dans le village. Si on compare les données démographiques 1999 et 2000-2001, on remarque qu'une portion de 51% travaille sur les essarts, néanmoins les données révèlent que 202 Lahu sont manquants. Certains sont sûrement décédés, mais d'autres ont peut-être répondu à l'appel de la nation et rejoint le LNO (Lahu National Organization).

Villages	ECHO Juin 1999(1)		Bounpheng (2)	Étude (Avril Mai 2001) (3)			Essarts (3)	
	Population	Familles	Population	Population	Familles	Maisons	Total	%
Chale	293	38	296					
Chayumpha	301	40	298	244	53	32	144	59%
Caalo	295	41	198	184	39	25	81	44,02%
Chakai	250	24	257	219	62	29	109	49,78%
La-u	102	21	89	99	20	14	50	50,50%
	1241	164	1138	746	174	100	384	51%

Sources : (1) le programme de l'ACF financé par ECHO en 1999; (2) Dr. Bounpheng, responsable du programme d'éducation sanitaire en 2001; (3) la présente étude.

Donc si le village lui-même est définitivement permanent, la population continue à bouger pour assurer sa subsistance. Le gouvernement est inquiet à propos des Lahu depuis qu'il s'avère impossible de les contrôler. Les Lahu sont considérés comme un groupe potentiellement très dangereux; ils ont des contacts avec un front anti-révolutionnaire avec des membres à Long et à Vieng Poukha et il semble qu'ils sont armés et certains généraux de l'armée lao sont Lahu et leur allégeance demeure suspecte.

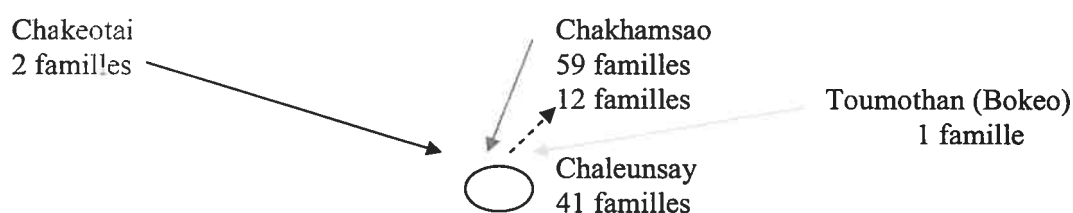
L'approche des autorités lao au problème Lahu est ambivalente. D'une part les Lahu sont perçus comme ennemis de la nation, vicieux et dangereux, réputés pour leur capacité à combattre et surtout pour leur poids numérique et leur pouvoir politique du côté birman, ils sont craints. D'autre part, les difficultés physiques et psychologiques à travers lesquelles ils ont du passer depuis le début de leur relocalisation compte également et un sentiment de compassion et de pitié est observable par les ethnies Akha et Kinmoun voisines. Cette ambivalence est illustrée dans le traitement du groupe qui est forcé de demeurer sur le nouveau territoire villageois, mais à qui on donne le meilleur du maigre forfait offert par l'état.

¹²⁶ L'informateur est un ancien soldat de l'armée lao maintenant employé par une ONG.

3.3.2 Historique et rationalité de la relocalisation de Chaleunsay et Phonsavang

Chaleunsay

Le village a été relocalisé en 1997 en réponse à la demande gouvernementale de transiter vers la riziculture. 59 familles sont venues du village de Chakhamsao, 2 familles de Chakeotai et une famille de Toumotham dans la province de Bokeo. Le village comptait 41 familles lors de l'enquête; 12 familles sont retournées sur l'ancien site de Chakhamsao.



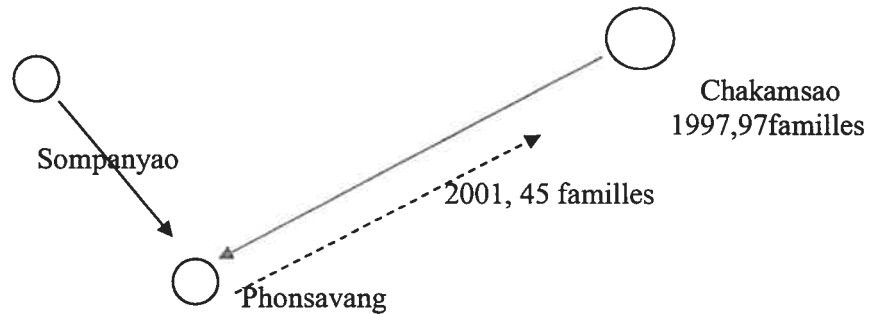
Phonsavang

La majorité de la population provient du village de Chakhamsao, situé à deux heures et demi de marche, en 1997. D'autres sont également venus de Sompanyao. Le chef du village est un ancien officier de l'armée révolutionnaire lao, un homme respecté et renommé au niveau du district et même au-delà. Charismatique et autoritaire, il a guidé son peuple vers la zone focale et la promesse de riziculture et les autorités ont insisté pour que Phonsavang devienne un village modèle pour d'autres villages d'essarteurs.

Mais en 2001, la moitié du village est remontée dans le village d'origine; désillusionnée et toujours en attente de la terre promise. Les autorités du district ont tenté de pousser les ONG à travailler dans le village, pour ainsi prendre en charge un portion de l'aide promise par le gouvernement manquant les ressources humaines et financières pour le réaliser.

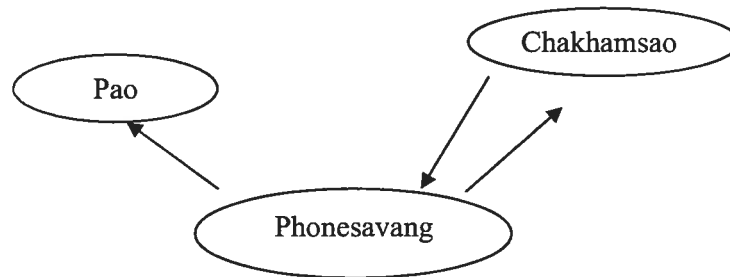
La relocalisation a créé différents modèles de mobilité imprévus au début. Si les villages sont relocalisés, il existe une grande variabilité dans les modèles de déplacements. Le cas des villages de Pa-O et de Chakhamsao illustre le phénomène de « mouvement pendulaire » employé par Evrard qui consiste à une relocalisation dans les basses-terres suivie d'un retour en montagne. En fait, dans le cas de Chakhamsao, les villageois sont retournés sur

leur site original, mais dans le cas de Pa-o, la communauté a choisi une nouvelle location pour le village, dans une région déterminée par les autorités du district.¹²⁷



Le processus de décision

Pour les Akha, le monde réel est rempli de forces invisibles regroupées sous la notion de *neh*. *Apomiyeh* est l'esprit créateur qui trône en haut du Panthéon, les autres *neh* étant divisés entre esprits internes et esprits externes. La surface terrestre est le domaine des humains; le monde spirituel résidant sous terre. Mais il arrive parfois que les esprits quittent leur territoire sous terrain pour effectuer des raids dans le territoire des hommes en quête d'âmes à dévorer; les plus redoutables étant les esprits de la forêt, de la terre, du soleil, de la lune, etc.



Chaque village Akha constitue un microcosme : deux portes séparent le village – le domaine des hommes, des animaux domestiques et du riz, de la nature environnante, monde des esprits et des animaux sauvages. Selon la coutume, chaque village se doit d'avoir son fondateur - dirigeant en charge d'initier au culte des ancêtres patrilinéaires et au rituel de renouvellement annuel des portes.¹²⁸

Traditionnellement, la décision de quitter l'emplacement d'un village et de sélectionner un

¹²⁷ Je reprends ici la terminologie d'Evrard puisque tous les types de déplacements décrit par l'anthropologue ont été observés à Long. Voir Olivier Evrard, *Forêts en partage, population en mouvement, développement rural et relations interethniques au Laos*, pp. 45-57.

¹²⁸ Cornelia Ann Kammerer, *Minority Identity in the Mountain of Northern Thailand: The Akha Case*, p. 85.

nouveau site appartient au *Dzoeba*. Sélectionné pour ses habilités à parler la langue majoritaire et pour ses talents de diplomate, ce chef est en charge des affaires du monde extérieur au village, dont la sélection du nouveau site, mais également du respect du Akhazan et du non-respect des coutumes et des lois traditionnelles.

Dans le cas de Phonesavang, le charismatique chef du village a pris la décision au nom de sa communauté. Lors de la discussion qui a abouti à la construction d'un réseau gravitaire d'eau potable par l'ACF, il est resté debout devant la foule jusqu'à une heure du matin pour finalement gagner l'auditoire à son point de vue. Cet exemple illustre le pouvoir du vieux chef; dans ce cas précis, la communauté refusait de partager la même source que le village de Chaleunsai. Ce dernier a été relocalisé dans des circonstances similaires de sollicitation des autorités pour les faire descendre en plaine et pratiquer la riziculture. Tous sont venus à pieds, avec leurs animaux, leurs semences, et ont laissé derrière eux leur maison.

Le gouvernement véhicule son discours et applique des pressions à travers les structures politiques formelles au niveau de la province, du district, du sous district et du village. La personnalité du gouverneur de district – représentant du Parti et de l'état- est parfois utilisée dans le discours; inutile de mentionner qu'il n'y a pas d'espace de contestations. Les convocations au sous-district ou au district du chef de village ou encore les visites personnelles du gouverneur de district sont utilisées pour faire pressions sur les communautés.

3.4 L'allocation des terres dans le district de Long

De 1997 à 2001, la terre a été allouée dans 27 villages sur un total de 91 villages dans le district de Long dans le cadre du programme d'allocation pour la même période. Il n'y a en fait que 23 villages considérant que Phonesamphan regroupe 5 villages.

La pression foncière est un critère d'application du programme d'allocation des terres où les ressources sont limitées. En fait, selon l'entrevue avec le chef du DAFO, il n'y a pas d'allocation des terres en dehors de la zone focale parce qu'il n'y a pas de problèmes de manque de terres. Il est évident que le cas du district de Long n'est pas représentatif de la situation nationale. Dans le district de Long, l'ONG NCA a encouragé le programme d'allocation des terres en engageant 8 techniciens supplémentaires, gradués en irrigation, foresterie et agriculture.

L'allocation des terres dans le district de Long de 1997 à avril 2001

Village	Type de Forêt (en hectares)					Terres pour la construction	Terres agricoles (en hectares)					Mares
	Conservatoire	Protégée	Forêt en croissance	Forêt exploitable	Cimetière		Riziculture	Terre propice à la riziculture	Total	Nouveau	Essarts-jardins	
Phonesavang							12,2	18,7	31	0	?	0
Chaleunsai		241,5	18,5	17	2,5	12,5	16,1	12,3	28,5	0	?	0
Phonesamphan							64,2	18,4	87,7	0	?	0
Pakha	126,5	0	0	98	17,5	4,5	0	0	152,5	27,451	?	20
Total:	254	1526	252	724	67	1,907	140	576.3	835	35,639	41,920.3	20

Source: DAFO, district de Long

Jusqu'à maintenant, seulement les frontières des villages ont été délimitées et les cinq types de forêts démarquées. Des consultations ont été organisées par le DAFO entre le village concerné et les autorités des villages limitrophes. Un volontaire de conservation forestière est également sélectionné dans chaque communauté. La division des parcelles de terres à l'intérieur des terroirs villageois n'a cependant pas été réalisée, les chefs de villages disent attendre la fin de la construction du canal d'irrigation qui va irriguer 200 hectares de terres propices à la riziculture.

De la clôture barbelée a été distribuée par les employés du DAFO aux villages de la zone focale, mais seulement 5 kilogrammes de clous. Le chef du village de Phonesavang se plaint qu'ils ont dû arracher les clous de leur maison pour pouvoir installer les clôtures et que les piquets n'ont pas été fournis. Les villageois ont donc dû chercher des arbres dans la forêt. La pression démographique est telle, que le bois, pour la construction et la réparation est impossible à trouver à moins de 2 à 3 heures du village.

3.4.1 La mise en oeuvre du programme d'allocation des terres

Les ressources humaines ont été identifiées comme étant la faiblesse principale par le DAFO : les programmes souffrent d'une pénurie de staff et les techniciens sont sous-qualifiés. Seulement deux employés ont un niveau universitaire (un en irrigation et l'autre en élevage, mais hélas personne dans le domaine forestier) sur un total de 18 techniciens en charge de

l'allocation des terres et des forêts. La difficulté est telle que la plupart des techniciens quittent durant la première année. Le budget est une autre limite au programme : le montant accordé de 700 000 kip par village n'est pas suffisant pour couvrir les frais de l'allocation des terres.

En théorie, en sécurisant la possession privée de la terre, le programme était censé améliorer les méthodes traditionnelles de gestion. En fait, la pression démographique est telle dans la zone focale que toutes les familles n'ont pas accès à la terre et pour les chanceux qui en ont, la superficie n'est pas suffisante pour assurer leur sécurité alimentaire. Le problème est accentué par le fait que le canal d'irrigation n'a pas été complété selon les échéanciers prévus : la transition de l'essartage vers une méthode moderne de culture n'est toujours pas un fait réel. Le discours n'est pas à la hauteur de la réalité.

La création de la zone focale de la Namma a été réalisée aux dépens du village de Pangan. Les Lahu se sont vus allouer la terre qui traditionnellement était du domaine de Pangan et les Kinmoun la considèrent d'ailleurs toujours comme la leur. Phonesavang a planté 30 000 pieds de cardamome donnée par la GTZ sur une parcelle près du village et lorsque la saison agricole a débuté l'an dernier, les Kinmoun ont tout coupé pour planter leur riz pluvial et mettre en valeur la parcelle de leur territoire traditionnel.

Les Lahu se sont vu offrir la surface irrigable la plus importante. Le problème réside dans le fait que ça ne représente que 5000 mètres carrés par famille, ce qui n'est pas suffisant pour assurer la sécurité alimentaire selon le DAFO et 18 familles sont toujours sans terre. Mais le problème majeur est que les terres allouées sont plus hautes que le système d'irrigation et vraisemblablement ne seront jamais irrigables. Les Akha sont aux prises avec le même problème de pénurie de terre avec environ 7000 mètres carrés de rizière par famille et 6 familles sont également toujours sans terre.

3.4.2 L'impact de l'allocation des terres sur le système de tenure traditionnel

3.4.2.1 Pangan

Le programme d'allocation des terres divise la terre en unités distinctes d'une manière

cartésienne sur le modèle de la riziculture, chaque espace étant réservé pour une culture particulière. Le système de tenure traditionnelle est beaucoup plus précis et ne fonctionne pas à l'hectare, mais à une échelle beaucoup plus précise et intégrée. Ainsi, plusieurs variétés sont plantées de manière intégrée dépendamment des micro-caractéristiques du sol, l'inclinaison, les obstacles naturels, et les besoins de chaque plante.

L'allocation garantit la propriété privée au propriétaire pour une période de trois ans. Les propriétaires doivent la mettre en valeur durant ce temps conformément aux plans du district sans tenir compte de la flexibilité du système traditionnel qui permet l'échange de parcelle entre les villageois de villages différents liés au type de culture qu'ils planifient planter, coton ou riz de montagne par exemple.

De plus, le programme introduit une notion de compétitivité dans la production qui risque d'affecter les épisodes de labour collectif à l'occasion de la coupe, du brûlis, de la semence et de la récolte entreprise à l'échelle de la communauté. Un des points positifs du programme d'allocation, selon le chef de Pangan, est que grâce au titre de propriété privée, dans le cas de la vente de parcelle, les vendeurs vont vendre leur propre parcelle, et non plus la terre communale, comme il est arrivé dans le passé.

Les villageois de Pangan ont mentionné leur crainte de l'allocation arbitraire des parcelles entre les familles (à venir) sans considérations du système traditionnel toujours en vigueur. Ils craignent que les familles se voient octroyer une superficie équivalente et devront payer un montant équivalent en taxes et les familles avec moins de force de travail vont être désavantagées. L'autre risque est que les familles avec un surplus de bras risquent de voir leur surface diminuer au profit des familles plus petites et donc risquer des crises d'insécurité alimentaire. La sur-utilisation des parcelles va inexorablement conduire à une baisse des rendements, et obliger le recours aux intrants chimiques pour conserver la production.

3.4.2.2 Akha

Pratiquant l'essartage, les Akha sont perçus comme responsables de la déforestation qui sévit dans la région. Comme nous l'avons mentionné plus haut, toutes les facettes de la vie des Akha sont enchâssées dans l'*Akhazhan* transmis de génération en génération depuis 64 générations d'ancêtre patrilinéaires. L'*Akhazhan* inclut le moment, la méthode et la location

de la parcelle de forêt qui sera coupée, nettoyée et brûlée. Les Akha de Chaleunsai et Phonesavang respectent toujours la tradition agricole et avant le début des semences, une cérémonie spéciale est exécutée dans le village. Le shaman rend grâce aux esprits de la terre et de l'eau que les hommes ont perturbés durant la coupe et le brûlis d'une section de la forêt pour assurer leur subsistance.

Chaque village possède traditionnellement une forêt sacrée où la coupe et la cueillette sont strictement interdites pour s'assurer d'une croissance optimale et que les plantes et autres végétaux conservent leur aura intacte. Depuis leur relocalisation, leur forêt traditionnelle sacrée est demeurée en montagne et remplacée, sur le nouveau site, par une zone de conservation forestière « *pa sangouan* » partagée avec les Lahu de Phonesamphan et les Kinmoun de Pangan.

Les deux villages Akha sont motivés à abandonner l'essartage pour la culture en rizière. L'essartage nécessite beaucoup plus de travail et ils doivent franchir la rivière Namma pour se rendre sur leur essarts. Si l'irrigation finit par inonder leurs terres, ils vont définitivement abandonner l'essartage qui jusqu'à maintenant assure leur subsistance, même si la moitié des ménages est déficitaire en riz 6 mois par année.

Selon le chef de village de Phonesavang, malgré le fait que le village possède déjà un système gravitaire d'eau potable et une école (commune aux trois villages de la zone focale), la population restante du village de Phonesavang menace de remonter en montagne si leur terres propices à la riziculture ne sont pas inondées d'ici la fin de l'année. Comme le dit le chef : « *nous avons été patients, mais nous avons besoin de terres. Nous nous sommes déplacés il y a quatre ans mais cultivons toujours les essarts sur le terroir ancestral et le déplacement nous éloigne davantage. Si rien de sérieux n'arrive, nous allons tous remonter.* »¹²⁹ Les autorités du district ont répondu par une distribution de semences de maïs pour calmer les attentes des paysans mécontents.

3.4.2.3 Lahu

Reconnus comme des chasseurs, les Lahu sont traditionnellement plus dépendants des

¹²⁹ Entrevue avec le chef de village de Phonesavan, avril 2001.

produits de la chasse et de la cueillette que de leur propre production agricole. Si leur qualité de chasseur est reconnue, ils n'ont jamais été versés dans l'agriculture, comme en témoigne les 1000 tonnes de riz de 1997 à 2001, donnée par la GTZ à Phonesamphan. Selon le chef de Chakai, la plus grande partie a été donnée en nourriture aux cochons ou encore vendue, les Lahu préférant déterrer les manioc et taros sauvages dans les montagnes environnantes.

Tout comme les Akha, ils attendent la réalisation du canal d'irrigation pour débiter la transition vers la riziculture. Le problème est qu'aucun des groupes n'a d'expérience en culture rizicole de plaine, n'a pas d'animaux de trait, ni outils, ni semences de riz irrigué. Sans assistance technique, cette transition vers la riziculture risque d'être fort problématique.

3.5 Données générales sur la relocalisation dans le district de Long

Les données suivantes ont été collectées dans les villages-cibles de l'ONG Action Contre la Faim (pour l'année 2000-2001) ainsi que dans les villages cibles pour l'année 2001-2002. En tout 45 villages, ce qui représente 49,5% de tous les villages du district.

L'analyse de la relocalisation par groupes ethniques reflète la composition générale du district. En effet, les Akha représentent 60% de la population déplacée et constituent 61.8% de la population du district. La proportion de Lahu est plus importante puisque 20% des villages relocalisés sont Lahu, mais le groupe ne représente que 15% de la population.

L'agriculture demeure le facteur primordial de relocalisation, 38 villages ont été relocalisés pour des raisons agricoles, dont 14 pour raison de pénurie de terre, 12 pour des raisons de diminution de la fertilité, 5 pour débiter la riziculture, 3 pour s'éloigner d'une zone de conservation, 2 par insécurité alimentaire, et finalement 2 pour cause d'érosion.

Au second rang, 14 villages ont été relocalisés pour des raisons d'ordre politique. La relocalisation des cinq hameaux Lahu de Phonesamphan (Chala, Chalo, Chayumpha, Chakai, La-u) est le fruit de sanctions contre l'ethnie taxée d'ennemie « *satu* » suite à l'assassinat de soldats de l'armée nationale lao. Dans le cas de trois villages Akha, Sompankao, Ckakeoneua et Pounsai Kao, la relocalisation est liée à la guerre. Deux villages, Kalang et Chakeo Neua ont été forcés par le gouvernement tandis que trois autres villages Lahu (Porchan, Chagni et Aytong) ont reçu des promesses de la part du gouvernement.

L'accès aux services gouvernementaux est partie intégrale de la rhétorique lao de modernisation. Ainsi huit villages se sont déplacés dont six pour améliorer leur accès à la route (Pagnalouang, Senthao, Hoynambac Kao, Hoynambac Mai, Namma et Pa-o), tandis que Houymoung s'est déplacé pour bénéficier des opportunités de commerce.

La dernière catégorie nommée "autres" inclut les villages qui ont été relocalisés pour cause de conflit inter-ethnique (Chomork), pour cause de mortalité (Hoypoung), maladie (Makhouay), non-satisfaction des conditions (Chakeoneua), et retour sur l'ancien site après une période dans la zone focale (Pa-O).

Si les communautés relocalisées ont fini par se déplacer près des services, une fois le déplacement effectué, la décision collective de retourner n'est souvent pas envisageable. Pour la plupart des familles, le désenchantement et la désillusion suivent amèrement face à l'inexistence des services offerts et des conditions promises. S'il est vrai que plusieurs familles font le trajet inverse et retournent dans les montagnes ou cabotent de sites en sites à la recherche de conditions de vie meilleurs, il n'en demeure pas moins que l'unité villageoise est définitivement établie de manière permanente.

Le processus de prise de décisions au niveau collectif est difficile à analyser. Il est rare qu'une décision fasse l'unanimité et des divergences d'opinion entre générations de jeunes ouverts aux changements et anciens par exemple peuvent émerger.

Les déplacements spontanés de villages ne sont pas autorisés. L'autorisation des autorités locales est nécessaire avant le déplacement d'une communauté. Il se peut fort bien que la requête soit rejetée, l'inverse, i.e. le refus d'un village à être relocalisé n'est cependant pas une possibilité. Lorsqu'il y a processus de négociations entre le village et l'État, la communauté prend souvent des décisions mal informées car les informations sont imprécises; le caractère volontaire de la décision est souvent discutable. Le discours des autorités est de deux ordres : d'une part il motive les communautés en leur vantant le site d'accueil (abondance de terre, accès à l'éducation, au marché, etc.), mais en plus, la rhétorique étatique décrit le comportement des villages réticents à être localisés comme arriérés, anti-productifs, paresseux, égoïstes, etc. qui constitue une pression additionnelle sur les villages.

Goudineau affirme qu'au niveau national, les relocalisations forcées représentent 12% de l'ensemble des déplacements.¹³⁰ Les relocalisations involontaires sont souvent regardées comme des effets pervers du développement, non pas comme des situation de viol des droits humains. Dans le cas du district de Long, nous avons pu constater quelques cas de relocalisation forcée : 6 villages Lahu A-Blei (2300 personnes), 1 village Akha (138 personnes) et 7 autres villages parmi une liste de 45 dont les questionnaires ont été produits par le candidat mais la collecte effectuée par les équipes de l'ONG ACF. En tout, 15,6% des villages déplacés sont des cas de relocalisation forcée.

3.6 Conséquences de la relocalisation

3.6.1 Une vulnérabilisation accrue

Tous les villages de la zone focale dépendent toujours de l'essartage comme moyen de subsistance. La relocalisation n'a pas modifié ce mode de production jugé archaïque et environnementalement néfaste, tel que véhiculé dans la propagande étatique. Au contraire, suite à l'estimation erronée des capacités de production rizicole de la zone, un surplus de population a été relocalisé, et les pressions sur le milieu naturel ont été décuplées.

Dans la plupart des cas donc, la relocalisation ne signifie point la transition de l'essartage à la riziculture, du moins, dans l'immédiat. La pression foncière, le manque d'infrastructures, d'apports techniques, et de ressources humaines et financières des bureaux du DAFO expliquent la situation. La période de transition en est une d'insécurité psychologique, de désillusion, mais aussi de traumatisme. Dans le cas de la zone focale de la Namma, les villages relocalisés (Phonsamphan, Phonsavang et Chaleunsai) dépendent toujours de l'essartage pour leur survie, et ce, quatre années après le déplacement. Le même scénario est observé hors de la zone pour les nouveaux sites de relocalisation.

La relocalisation augmente le travail des femmes principalement en charge de la collecte quotidienne du bois de chauffage, de l'eau et de la nourriture. Elles sont les premières touchées par la pression accrue sur les ressources corollaires de la relocalisation. L'émergence de la prostitution, l'accroissement de l'alcoolisme et de la toxicomanie qui est symptomatique des difficultés et des ruptures communautaires suivant la relocalisation, accroît considérablement la vulnérabilité des femmes.

¹³⁰ Yves Goudineau, ORSTOM Survey.

Il est difficile de récolter des données précises sur l'impact de la relocalisation sur la sécurité alimentaire des communautés relocalisées puisque les agriculteurs ont tendance à sous-estimer les surfaces de cultures par crainte de taxes à payer.¹³¹ La période d'insuffisance alimentaire augmente généralement après la relocalisation et la situation est dramatique dans le cas des villages où la relocalisation a été forcée. Dans la zone focale de la Namma, certaines familles manquent de riz jusqu'à 10 mois par année, dépendant du travail journalier, de la collecte et de l'aide étrangère pour subsister

Tous les migrants subissent une décapitalisation à court terme. Le transport, la construction, la difficulté de transition de l'essartage à la riziculture, les maladies et la mort contribuent à appauvrir les populations relocalisées.

Face à l'incapacité de reconstituer un mode de vie viable et prospère, une des seules alternatives pour les essarteurs demeure souvent la vente du travail pour les compagnies privées. Le développement économique demeure bien souvent une attente parce que les terres d'accueil sont rares et que les communautés relocalisées ne peuvent compter que sur elles-mêmes avec très peu d'aide gouvernementale.

Pour certains individus détenant des fonctions rituelles ou encore des postes de gestion ou de décision dans l'appareil villageois traditionnel, la relocalisation est souvent synonyme de décapitalisation symbolique associée à la perte des bénéfices en nature qui y sont liés. Dans la société Akha par exemple, le nipa reçoit des cadeaux ou des prestations en nourriture en échange de ses services, notamment du rituel annuel aux portes du village. Mais la relocalisation, mettant souvent en cause la consolidation de hameaux ou l'incorporation dans des unités villageoise plus importante annihile certaines tâches symboliques. Le détenteur de fonctions connaît une décapitalisation à la fois symbolique et perd également les prestations qui y sont associées.

3.6.2 Opium

¹³¹ Les paysans calculent les rendements de l'essart par le nombre de *kalong* (16 kg) de riz planté et récolté ; le nombre planté permet d'estimer la surface cultivée.

Dans la rhétorique gouvernementale et les programmes de développement, la relocalisation est censée mettre un terme à la production et à la consommation d'opium. Dans la réalité, les deux continuent, mais les traumatismes culturels et psychologiques ont contribué à une augmentation de la consommation de l'opium. Un opiomane peut facilement fumer trois saleungs d'opium par jour, soit 21 000 kips. Le fruit du travail journalier ou la vente de produit non-ligneux par des membres de la famille de l'opiomane lui assure sa dose quotidienne, mais contribue à l'appauvrissement et à la vulnérabilisation de la famille.

Phonesamphan est reconnu dans le district pour le nombre élevé d'opiomanes qui drainent la richesse des familles au point de les rendre dépendants face à d'autres familles pour leur subsistance. L'opiomane induit généralement une décapitalisation au niveau familial. Un programme de substitution de l'opium, mis en place par l'ONG NCA travaille en désintoxication depuis 1993, mais selon le gouverneur de district, la majorité des désintoxiqués finissent par rechuter dans la consommation.

3.6.3 Santé

La relocalisation est tributaire d'une augmentation de la mortalité dans tous les villages relocalisés, dans la zone focale et à l'échelle du district et le ratio de mortalité est encore plus alarmant en situation de déplacement forcé, ce qui semble confirmer la thèse de Selon Kroeger et Freeman: *«for ethnic group and tribal people, public health depends on the maintenance of socio-economic well-being, it's not merely a medical technology problem: development disrupt previously established self-maintaining socio-economic system and does not easily replace them.»*¹³²

47,7% de la population lahu de Phonesamphan est décédée pendant ou durant les premières années suivant la relocalisation et la mortalité est demeurée très forte pour deux autres villages Lahu déplacés hors de la zone : 32,5% pour Kalang et 14,04% pour Aytong. Les principales causes de mortalité sont la malaria, la diarrhée, les fièvres, les maladies de peau et l'infection de poumons chez les enfants.

Toutes les communautés dépendent toujours de leur système de guérison traditionnel. Le

¹³² Kroeger and Freeman, Cultural Change and Health in Bodley: Tribal People and Development Issues.

shaman est généralement le premier consulté et les sacrifices destinés aux esprits, offerts en fonction de sa prescription. Les traitements consistent également souvent en l'utilisation de médecine traditionnelle et l'usage de plantes médicinales. Les victimes des épisodes de mortalité sont souvent les vieux, porteurs de la tradition et du savoir emmagasiné durant leur vie et leur décès ébranle le processus de reproduction socio-économique et culturel du groupe.

Tous les groupes ethniques de la zone focale sont animistes et le déracinement de leur site originel signifie également la perte d'une pharmacopée extraordinaire. Les plantes sont utilisées pour la prévention et le traitement de maladies, comme l'exorcisme d'esprits maléfiques. L'association étroite entre la santé et le monde spirituel résulte en de nombreuses cérémonies relatives à la collecte, la préparation et l'utilisation de plantes médicinales.¹³³

Certains villageois achètent des médicaments à la clinique du district de Long, mais l'achat de médicaments modernes est lié au statut socio-économique. Les Lahu ont également recours aux soins de santé birmanes où ils peuvent compter sur des services en langue Lahu, ce qui n'est pas le cas à Long.

La maladie et la mort entraînent les familles dans le cycle infernal de la décapitalisation, notamment due à la vente de bétail pour défrayer les coûts des médicaments et des sacrifices nécessaires à apaiser les esprits responsables. Un villageois de Chaleunsai a même vendu son titre de propriété pour être en mesure de payer les frais d'hospitalisation de son fils à l'hôpital de Long. Si traditionnellement la communauté supportait les familles au niveau de la subsistance en cas de maladie, la pénurie de terres et les conditions difficiles contribuent à éroder et désintégrer la solidarité communautaire.

3.6.4 Nouvelles opportunités économiques

3.6.4.1 Les relations de production entre les groupes

Goudineau (1999) soutient que le travail demeure l'unité d'échange la plus importante dans l'économie montagnarde. A Long, l'échange de travail est une partie intégrante de

¹³³ Lewis, *People of the Golden Triangle, Plants and the Spirit World*, Chap. 11, p. 169.

l'économie locale. Le métayage, le travail saisonnier ou lié à la production entre les groupes constituent des modes de régulation du système de production de chaque groupe. Les Akha font partie du système de production des Leu, les Lahu font partie du système des Akha, etc. Chazee affirme que les relations de production entre les Akha et les Tai Leu sont une alternative du système du Lam du régime féodal, ou les Akha se trouvaient sous l'autorité du Pô Lam, désigne par le roi qui les protégeait et les nourrissait en période de disette.¹³⁴

3.6.4.2 Le Programme Alimentaire Mondial

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), par l'entremise de l'ONG Norwegian People's Aid (NCA), est le premier employeur du district de Long, en employant des villageois pour y réaliser la construction d'infrastructures. C'est ainsi que la route de Jamai a été réalisée, jusqu'à 500 essarteurs par jour pour la période la plus achalandée, correspondant aux périodes entre la récolte de l'opium et le recommencement de la saison agricole : coupe, brûlis, etc. Les travailleurs sont payés par volume de terre qu'ils creusent : 1 mètre cube de terre normale vaut 5 kilogrammes de riz ordinaire onusien en provenance de Thaïlande. Le prix monte à 10 kg pour une terre rocailleuse et 15 kg de riz pour une terre jugée très difficile.

En théorie le modèle est intéressant : des centaines de paysans de Long, et aussi loin que la province d'Oudomxai, viennent grossir les rangs des troupes armées de pelles sponsorisées par le PAM pour creuser, à travers la forêt, le chemin de la modernisation. L'intégration des villages arriérés, vivant d'agriculture de subsistance et isolés de l'économie du XXI^e siècle, mais aussi le contrôle territorial pour raison de sécurité nationale sont les objectifs ultimes du gouvernement lao.

Un des problèmes du schéma est que les travailleurs se sont retrouvés avec des quantités considérables de sacs de riz. Le fait est que la majorité n'a pas rapporté les fruits de ses labeurs chez eux, pour des raisons de difficultés de transport. Le riz a été vendu 1000 kip par kilo, une hérésie comparé au prix payé en Thaïlande par le PAM, sans évidemment mentionner le coût de transport, et tout cet argent investi dans l'économie thaïlandaise. Le fait est que les travailleurs ont réduit leurs gains, mais également des tonnes de riz vendues à perte ont totalement déstabilisé les prix du riz sur le marché local. Les petits producteurs de riz

¹³⁴ Chazee, thèse doctorale.

locaux qui ont juste assez de capital pour ouvrir des petites échoppes se sont retrouvés dans l'incapacité de vendre leur propre riz. Cet exemple illustre l'impact de programmes d'aides bien intentionnés sur l'économie locale.

Dans le cas de Chaleunsai, 23,6% de la population (75,7% des familles) ont travaillé pour le PAM lors de la construction du segment de route de Sompanyao jusqu'à Chachumpou. Un autre 52,2% de la population était sur les essarts pour la plantation du riz. Nul besoin de commenter que le village avait l'air vide de ses habitants lors de l'étude. Les villageois ont travaillé à 6 kg de riz par mètre cube de terre, mais ils ont apparemment eu de la difficulté à obtenir leur riz, vendu à un Tai Dam du district de Sing qui a loué un camion pour une occasion qui en valait la chandelle : 1000 kip le kilo. Une aubaine.^{135 136}

3.6.4.3 Autres possibilités de travail

La relocalisation d'autres villages Lahu de Aytong, Chagni et Kalang, sur les rives du Mékong a créé des opportunités d'emplois aux villageois au port de Xieng Kok et aussi en Birmanie. Ils gagnent 10 000 kips par jour des deux cotés du Mékong.

D'autres vont ramasser du bois de cuisson pour vendre. Abattus au moment de la coupe de la forêt lors de la préparation de l'essart, le bois est préparé et trié en fagot, prêt pour la vente, puis amené près de la route où ont lieu les transactions. Le bambou est également vendu pour la construction des maisons, mais les villageois sont généralement engagés à l'avance et payés à la journée.

Certains travaillent également pour des compagnies privées thaïlandaises et vietnamiennes impliqués dans la commercialisation de produits forestiers non- ligneux. La May Ketsana Company de Long engage des villageois des trois villages de la zone focale pour la collecte de bois précieux et de produits rares. D'autres travaillent directement pour des compagnies chinoises, également pour la récolte de produits forestiers.

Dans tous les cas, les minorités ethniques sont engagés comme main-d'œuvre non-qualifiée et

¹³⁵ Étude dans le village de Chaleunsai le 24 avril 2001.

¹³⁶ 7,2% des villageois du village de Taohom travaillent à la journée contre 18,9% des villageois de Pongsai Mai qui sont employés à Xiengkong pour 8000 Kips par jour.

obtiennent de très bas salaires. Les postes nécessitant une connaissance technique sont remplis par des membres permanents des compagnies ou par du personnel engagé dans la capitale et les possibilités d'acquisition de compétences par les minorités demeurent pratiquement inexistantes.

3.6.5 Le commerce

L'économie de subsistance traditionnelle des Akha et des Lahu fonctionne sans la notion de surplus. La capitalisation en nature est de mise, le bétail par exemple constitue une valeur privilégiée, source de richesse qui peut être liquidée en cas de besoin. La monétarisation des échanges modifie tranquillement l'économie de subsistance. Si autrefois l'unité d'échange était le bétail ou le *man* (unité d'argent), les enfants grandissent désormais dans des communautés où l'utilisation de la monnaie nationale est devenue commune.

Mais comme l'observe Jaer dans la province de Sekong, l'incorporation à l'économie de marché et l'accroissement de la fréquence des transactions monétaires ont modifié les échanges traditionnels entre les groupes. L'économie de troc est en recul, même si l'utilisation de la monnaie demeure rare et l'échange en nature demeure encore le système d'échange le plus répandu.

Dans certains cas la relocalisation a amené des opportunités de commerce, comme pour les Lahu de Phonesamphan qui vendent leur artisanat pour acheter le riz. Ce genre d'activité est généralement accompli dans la saison sèche sans compétitivité avec les activités de production. La vente est à l'heure actuelle limitée aux communautés environnantes de Phonesamphan et les femmes Lahu ne sont souvent pas en situation favorable pour obtenir un bon prix. Souvent l'entente est soldée par la quantité de riz que l'acheteur décide de donner à la vendeuse.

3.6.5.1 Les produits non-ligneux

La pression sur les ressources naturelles, spécialement la chasse est évaluée à 9 fois plus importante au Laos qu'en France. L'accroissement de la vulnérabilité des populations relocalisées dans les premières années après le déplacement augmente les pressions sur le

milieu et le ratio proposé par Chazee est définitivement sous-évalué.¹³⁷

La vente de produits forestiers non-ligneux constitue une source importante de revenus dans toutes les communautés relocalisées, et spécialement dans le cas de Phonesamphan. Les femmes et jeunes filles peuvent être aperçues au quotidien, marchant sur les côtés de la route portant des fardeaux de pousses de bambou et proposant leur maigre marchandise dans les villages environnants.

Les minorités qui collectent les produits ne sont pas ceux qui obtiennent la part du lion dans les transactions. Dans le cas du village Akha de Taohom, les écorces des arbres récoltées sont entreposées dans une case près de la route et une fois par mois, le véhicule d'un Tai Leu vient prendre la marchandise et la vendre en Chine. Les intermédiaires ont souvent le meilleur profit dans les transactions.

3.6.5.2 Balance déficitaire

Si la relocalisation dans les basses terres implique un meilleur accès aux produits de consommation, la manière d'obtenir les dits produits conduit souvent à la décapitalisation et à l'endettement des minorités ethniques. Les services sont généralement lents à venir et si l'accès à la route et au marché a été grandement amélioré pour les villages relocalisés, ceux-ci ne sont pas en mesure d'en bénéficier. Le gouvernement avance que la technologie et les infrastructures vont conduire au bien être de tous, en réalité les routes permettent un drainage sans précédent des ressources naturelles.

3.6.6 L'impact de la relocalisation sur l'héritage culturel

Goudineau (1999) affirme que: *«Resettlement appears to be a major cause of cultural rupture in Laos today. The most obvious signs of this rupture are in the change of houses and dresses. The drastic cultural change will have a negative effect on the multi-ethnic cultural heritage of Laos rather than consolidating a national identity.»*

Après la première partie de l'étude dans le district de Long, j'étais de retour dans la capitale

¹³⁷ L. Chazee, Les mammifères du Laos et leur chasse.

provinciale de Louang Namtha, la veille de la fête des fusées Bun bang fai. Il y avait un spectacle promouvant l'héritage multi-ethnique de la province. Tous les groupes ethniques étaient représentés en costumes traditionnels et dansaient devant une estrade regroupant le Ministre de la culture, les têtes du Parti, et la crème provinciale.

L'analyse de Saleminsk sur la préservation sélective des cultures traditionnelles des montagnes du Vietnam central s'applique avec rigueur au cas présent : "*The cultural policy of (the state) is dominated by the concept of selective preservation, which implies that the state is entitled and able to determine which aspect of the culture are sufficiently valuable to retain. Following an essentialized notion of culture certain cultural practices are singled out for preservation and presentation, resulting in a folklorization of the culture, while simultaneously eroding the ritual and economic basis of those practices*".¹³⁸

Kammerer conclut son étude sur la société Akha Thaïlandaise par le commentaire suivant : *«If ethnic minority peoples slip to national identity only by default through abandoning their inherited identities because poverty prevent them from fulfilling the demands of those identities, they will never gain the sense of belonging and national loyalty that government claims.»*¹³⁹

3.6.6.1 Éducation

La capacité linguistique des minorités à parler la langue majoritaire est sans doute la clé de leur intégration nationale. Mais si l'accès à la langue majoritaire est nécessaire pour intégrer la société et l'économie lao, c'est parallèlement un outil d'intégration culturel redoutable. La rhétorique du nationalisme communiste est répandue dans les écoles qui servent à inculquer le respect du Parti, l'amour de la nation et les symboles importants de l'unité nationale.

3.6.6.2 Les structures sociales

Dans la structure politique traditionnelle Akha, deux chefs partagent la gestion du village. Le *Djoba* est en charge des affaires externes et le *Dzuma* est le chef spirituel en charge de la

¹³⁸ O. Saleminsk. The King of Fire and Vietnamese Ethnic Policy, in The Central Highlands, in Development or Domestication. Indigenous People of Southeast Asia..

¹³⁹ C Kammerer, Gateway to Akha World, p. 420.

tradition. De nos jours, le *Djoba* est le seul pouvoir reconnu par le gouvernement lao. Chef de l'administration villageoise, il s'occupe également des relations avec les autorités du district, du paiement des taxes, de la résolution de conflits entre villageois et, avec l'aide du représentant du Front Lao, de la résolution des conflits avec d'autres communautés. Dans le cas où une entente ne peut être conclue au niveau villageois, le cas est porté aux autorités du district qui représentent l'État lao.

Le *Dzuma* n'est pas reconnu par l'État et par conséquent son rôle est marginalisé et il semble que cette fonction soit en déclin. Les organisations de masses sont les seuls réseaux à travers lesquels la population a sa voix où peut s'exprimer. Si la prérogative de nommer les candidats revient aux villageois, la structure politique est imposée par l'État. Chaque communauté Akha se reproduit sur la base de règles de parenté et de transmission culturelles qui permettent l'intégration de l'individu et son identification sociale; l'imposition de cette structure politique déstabilise donc la société Akha.

3.6.6.3 Habitation

Dans les villages traditionnels de montagne, la disposition des lieux publics : balançoire, aire de danse, portes, etc. et le modèle architectural des maisons reflète l'identité des habitants. J'ai mentionné plus haut que le village akha est un microcosme de la cosmologie, et il est possible que changer une des caractéristiques puisse empêcher le groupe de se reproduire culturellement.

Dans les villages relocalisés, les habitations sont construites selon le modèle de maison lao. Le changement de l'architecture constitue une menace à la diversité culturelle et met en péril la reproduction symbolique du groupe et peut être la reproduction réelle. En effet, les maisons traditionnelles akha sont divisées sexuellement en aire d'habitation, chaque sexe ayant sa propre porte d'entrée, ses aires de vie reflétant les activités de chacun. La relocalisation marque une brisure dans ce type d'habitation qui consiste souvent en une seule pièce. La division sexuelle de l'espace habité, véritable mécanisme de régulation des naissances (les parents dormaient séparément) n'est plus en fonction.¹⁴⁰

¹⁴⁰ Des études supplémentaires sont nécessaires mais on peut estimer que l'impact des campagnes de vaccination préventive aura certainement des conséquences sur l'accroissement de population et de pression accrues sur le milieu naturel.

3.6.7 Plans futurs de relocalisation

Selon le département de la santé du district de Long, deux villages vont être relocalisés. Il s'agit de Chongsor pour raison de conservation d'un bassin versant, et de Makkhouay, qui a mis en valeur une parcelle de rizière après trois ans et a reçu l'autorisation de s'y établir.

La politique lao de relocalisation et de consolidation des villages établit des unités villageoises permanentes. Mais si les villages relocalisés sont désormais stables et ont effectivement mis un trait aux migrations communautaires, la migration de sections, de clans, de familles et d'individus continue.

Tous les villages inclus dans le programme d'aide de l'ACF pour la période 2001-2002 ont connu des fluctuations de populations dues aux migrations. Par exemple, la population de Pangan a diminué de 2,7%, Chakeoneua aussi (52,5%), tandis que Sompankao dénote une augmentation de 48,4%. En tout, la population a augmenté dans 8 villages et diminué dans 9. Certaines familles émigrent pour rejoindre un clan, pour raisons de mortalité, pour entreprendre une cure de désintoxication, ou encore pour tenter leur chance dans une entreprise économique. Un leadership villageois fort et pourvu d'infrastructures (eau, école, etc.) peut également expliquer l'immigration dans un village.

Chapitre 4, Analyse, discussion

4.1 Une tradition d'aide extérieure pour assurer la pérennité du pouvoir politique lao

Le Laos possède une tradition d'ingérence étrangère au niveau économique, politique et sociale. Sa création comme État-nation est le fruit du découpage colonial français et du traité Franco-Siamois de 1893. La dépendance de l'État lao face à l'aide internationale ne date pas de l'ouverture économique de 1986. Elle date pratiquement de l'indépendance du Laos en 1949. Vouloir soustraire la tranche 1975 -1986 de cette tendance serait perpétuer le discours hégémonique néolibéral.

La première période d'aide est tributaire de la politique du « *containment* » américaine. Ensuite, les huit années ne marquent pas l'isolement du pays – comme communément admis dans la littérature et le discours dominant- mais une réorientation idéologique vers le communisme et un réalignement politique avec le Bloc de l'Est en pleine période de guerre froide et par conséquent à un nouveau discours. Les Nouveaux Mécanismes Économiques marquent un retour à l'orthodoxie néolibérale après la chute du modèle soviétique – et de son aide financière. Changement de camp donc mais même Parti unique en place, c'est dire que le Laos s'accommode bien aux discours dominants mais pourvu que l'ordre politique interne ne soit pas dérangé.

4.1.1 La construction de la nécessité de l'intervention

Le Laos est souvent présenté comme un des 49 pays les moins développés, caractérisé par l'ONU sur la base de son bas PNB *per capita*, de ses faibles ressources humaines et de son haut niveau de vulnérabilité économique, du plus haut taux de mortalité et de natalité de la région, sans mentionner les difficultés d'accès et l'analphabétisme alarmant.¹⁴¹ D'emblée donc, la littérature orthodoxe du développement, élabore une construction du pays qui justifie l'intervention étrangère, sous formes de réformes et d'ajustements structurels, pour amener le

¹⁴¹ Jonathan Rigg, Development and Transition in the Lao PDR: Making A Living in the Old and New Economies. RSG-IBG Conference, London 3rd-5th September 2003. Panel: Understanding Globalization: economics or development?

pays sur la voie du développement et de la modernité. Ce schéma confirme l'affirmation (Escobar, 1995 :45) selon laquelle le développement doit être vu comme une construction historique qui fournit un espace dans lequel les pays pauvres sont reconnus, spécifiés, et où l'intervention est nécessaire.

Comme on l'a constaté, la relocalisation est intrinsèque à l'histoire lao depuis 1975. La composition ethnique du pays permet tout juste de légitimer le projet d'élaboration d'un état-nation. Depuis l'ouverture économique 1986 et le formatage aux traités et aux discours internationaux, la relocalisation des essarteurs est justifiée par l'idéologie de la modernisation et les paradigmes évolutionnistes d'une évolution culturelle qui s'accorde harmonieusement avec les volontés d'intégration et de contrôle du pouvoir politique lao sur près de 50% de ses nationalités.

Si le Laos a adopté l'économie de marché, la libéralisation politique ne fait pas partie de la stratégie gouvernementale. Au contraire, les années 1990 ont vu un durcissement du régime et une monopolisation du pouvoir politique dans les mains du Parti. La vision des dirigeants lao a d'ailleurs évolué et la crise financière de 1997¹⁴² a contribué à discréditer le modèle économique impliquant plus de libéralisation économique que prévu au départ. Egalement, les investissements étrangers au pays ont été corollaires de l'adoption – au moins au niveau du discours – de la conception occidentale des droits humains.

Le processus de développement du gouvernement lao est directement lié à l'intégration du pays à l'économie de marché et aux politiques d'ajustements. Cette standardisation découlant des traités internationaux et l'adoption de l'orthodoxie sous-jacente au développement, en plus de légitimer, pour l'ethnie majoritaire lao, la discrimination de ses minorités perçues comme arriérées superstitieuses et nécessitant le développement, subordonnent directement les politiques nationales aux stratégies élaborées par les nations industrialisées; les Etats-Unis en tête depuis la fin de la guerre froide.

La déclaration de l'ambassadeur lao Hiem Phommachanh pour les Etats-Unis, le Canada et le Mexique est révélatrice du processus de subordination des politiques internes laotiennes aux orientations stratégiques américaines, dans le cas de la lutte anti drogue :

¹⁴² NERI's Economic Review, Spring 2001.

Laos has offered unparalleled cooperation with the U.S. to solve the POW/MIA and narcotics issues. We have worked with the U.S. to stymie drug trafficking through and in Laos. Our country is often used as a conduit for drug traffickers in some neighboring countries. However, with the cooperation of the U.S., friendly countries and U.N. organizations, we are providing alternative economic incentives to our people, thus discouraging and eliminating participation by the Lao people in the growth and transit of illegal drugs.

Par ailleurs, cette stratégie est alimentée par la construction d'un discours qui affirme, dans des documents officiels des Nations Unies, donc de manière officielle, autoritaire et non contestable, que 40% de la production d'opium produit au Laos alimente le marché international. Bien que le pays soit au troisième rang des producteurs au niveau mondial après l'Afghanistan et la Birmanie, des études démontrent clairement que la propagande n'est nullement fondée et que 90% de la production demeure au niveau local.¹⁴³

La collaboration du Laos avec les USA ne s'arrête pas là, le pays s'aligne également avec Bush dans sa croisade contre le terrorisme. Pour reprendre les paroles de l'ambassadeur lao en Amérique du Nord :

Lao PDR's Government condemned all forms of terrorism and supports the global fight against terrorism. The Government is committed to international cooperation to prevent and suppress any acts of terrorism through all lawful means, in accordance with the Security Council Resolution 1373 adopted on 28 September 2001. The Lao PDR has adopted the ASEAN Declaration on Terrorism on 3 November 2002 and also signed the ASEAN Declaration on Joint Action to Counter Terrorism in November 2001.

¹⁴³ Littleton (2001) démontre à l'échelle du district voisin de Long que seulement 10% de la production sort du district et notre étude sur les potentialités dans 6 villages Akha de montagne réalisée en 2003 à Long arrive au même ration.

4.1.2 The « Right climate » : stabilité politique et investissements étrangers

La BAD mentionne que la stabilité politique permet l'exécution des réformes bancaires dans la RDP Lao: «*The country's sustained political stability is enabling the government to gradually move forward with its economic reform agenda.*»¹⁴⁴ Les bailleurs de fonds et organismes multilatéraux ont tout avantage à supporter le gouvernement et à éviter l'instabilité politique qui risquerait de compromettre leurs investissements, même dans le cas d'un régime totalitaire comme le Laos.

Le discours étatique et les mesures qui l'accompagnent rencontrent les objectifs internationaux de protection de la nature et de développement des bailleurs de fonds. En effet, le gouvernement lao et les bailleurs semblent s'accorder sur le credo scientifique en matière d'environnement où brûlis équivaut à érosion, et destruction des forêts et des ressources naturelles, les inondations ou encore sécheresses pour les populations de l'aval et des bassins-versants.

Le discours du développement est exprimé dans un contexte de rapports de force et de jeux de pouvoir où les bailleurs de fonds s'accommodent assez bien des politiques lao pourvu qu'elles épousent un credo scientifico-environnemental. Les politiques nationales ont été altérées pour faciliter le niveau de commerce et de libéralisation des investissements sur lesquels le modèle est basé.

4.1.3 L'impact des projets de développement sur la relocalisation

L'impact des politiques macro, des institutions multilatérales est déjà clair. Il convient ici de souligner la position des organisations bilatérales et des ONG sur la relocalisation au niveau national et plus spécifiquement dans le district de Long.

La déclaration de l'ambassadeur lao en Amérique du Nord illustre la stigmatisation de l'essartage comme étant destructeur de l'environnement par les NGO :

Laos has also addressed the concerns of many non-governmental

¹⁴⁴ Web Release 145/02 30 August 2002, ADB's Lending Program For Lao PDR Will Focus On Poverty Reduction, MANILA, PHILIPPINES (30 August 2002)

organizations (NGOs) in the area of environment. Some NGOs raised concern with the slash and burn techniques of some of our hill tribes which result in de-forestation. We have worked with these groups to address the problem. Our Government has committed to a relocation program granting land to hill tribes, relocating them for free and offering money and assistance in establishing a new home. At the same time, as previously mentioned, we are encouraging these people to grow legal and profitable crops on this land.”

Spécifier qu'il s'agit dans ce cas du développement « occidental » serait un pléonasme puisque la notion même de développement est une construction occidentale. La relocalisation n'est pas abordée par la plupart des acteurs du développement au Laos. Pour plusieurs occidentaux, la relocalisation de communautés d'essarteurs isolés, analphabètes, malades près des routes, des services et des marchés ne peut pas être si néfaste (Croix Rouge Française) et doit être accompagné d'un effort nécessaire de ces communautés pour sortir de la pauvreté (ADRA) et finalement se développer. Plusieurs considèrent donc que la relocalisation est inévitable et que le modèle de développement et d'évolution sociale mène inéluctablement à un phénomène d'exode et que les populations aspirent à un futur dans des zones densément peuplées, modernes, caractérisées par l'accès aux produits manufacturés (GTZ).

Dans le district de Long, trois acteurs principaux travaillent dans la Zone Focale et dans le district en général : NCA, ACF et EU. Le premier est une organisation religieuse Norvégienne qui a mis en place et supporté le programme d'éradication de l'opium qui constitue l'une des causes de pauvreté selon le PPA.¹⁴⁵ EU sous-traite à des compagnies privées les travaux de constructions de gabions pour l'irrigation, puisque l'organisation travaille essentiellement en plaine. Les dirigeants en charge de la mise en place du programme connaissent très bien les conséquences néfastes de la relocalisation, mais affirment qu'il s'agit d'une politique gouvernementale et qu'ils ne sont pas là pour faire de la politique. Leur stratégie de support en plaine cautionne directement la relocalisation des essarteurs dans cette niche écologique.

¹⁴⁵ Participatory Poverty Assessment, ADB, 2001.

Finalement l'ACF est une des seules organisations humanitaires au pays à opter pour un compromis : prévenir la mortalité et les crises sanitaires et alimentaires en plaine mais aussi investir dans le développement d'alternatives en régions montagneuses. La force de cette dernière est de placer les populations au centre du débat et de décliner son intervention en fonction de la position de chaque communauté.

4.2 Construction du discours, environnementalisme et pauvreté au Laos

L'adoption du discours du développement et de la modernité est associée à la construction des essarteurs comme population-cible d'une double rhétorique liée à la pauvreté et à l'environnement. Les essarteurs sont présentés comme responsables du recul du couvert forestier et leurs conditions de vie, archaïques, arriérées, insalubres, justifient les politiques de développement.

La relocalisation est aussi un mécanisme redoutable de contrôle et d'intégration territoriale, culturelle et économique des essarteurs non Lao, animistes, suspects, arriérés et archaïques à travers leur « développement ». Le cas de la zone focale et du district de Long a démontré clairement qu'avant même l'impact de la croissance économique sur les productions ou des forces du marché sur l'économie rurale, la relocalisation cause une vulnérabilisation et marginalisation des populations relocalisées.

La relocalisation des populations d'essarteurs dans la plaine implique la transition d'une économie de « subsistance » à une économie de marché, la prolétarianisation et la vente de produits de consommation. Ce premier énoncé véhicule déjà le postulat de l'homogénéité des populations d'essarteurs, de leurs modes de production, du type d'économie dans laquelle se déroulent leurs échanges et transactions, et de la vision des populations et de leur développement.

Le modèle théorique a vite été défié par la réalité à Long où les premières années après la relocalisation ont été caractérisées par une dégradation brutale des conditions de vie de la population, une augmentation de l'insécurité alimentaire, des taux alarmants de diarrhée, de malaria et de maladies respiratoires, de désordres psychologiques, d'anomalies sociales, de décapitalisation, etc.

Par ailleurs, la provision de services gouvernementaux n'est pas culturellement ni politiquement innocente. Les services servent à gouverner. (Fergusson : 1990, 253). De plus, la vie quotidienne des communautés déplacées desservies par ces services (santé, éducation, agriculture, politique), peu importe la qualité des services, est recomposée selon de nouveaux concepts, langue et procédures (Escobar, 1995), dans le cas présent la sédentarisation, la langue lao et l'allocation des terres.

4.2.1 Les médias

Le rôle des médias dans la production, reproduction et dissémination de la propagande¹⁴⁶ étatique et la vision de la modernité et du développement (Escobar 1995) n'est pas à sous-estimer. Des haut-parleurs situés dans les chefs lieux des districts diffusent matins et soirs les faits saillants de la scène locale; plans de développement socio-économique, décrets, montants reçus par telle ou telle ONG pour différents types de projets, etc. Le monopole de l'information et l'inexistence de réseaux alternatifs de transmission d'informations démontrent que la suprématie du modèle de développement proposé demeure incontestée.

4.2.2 Intériorisation du discours par les essarteurs

Il y a un phénomène d'intériorisation du discours étatique où les minorités ethniques se perçoivent elles-mêmes comme arriérées et le phénomène d'augmentation des infrastructures de développement est associé à l'acceptation de normes culturelles lao en charge de la transition. Ce phénomène illustre un des axes du développement proposé par Escobar puisque l'intériorisation constitue une subjectivité produite par le discours à travers lequel les populations d'essarteurs se reconnaissent comme étant sous-développées (Escobar 1995).

Chazee (1997) affirme déjà que 90% des essarteurs interrogés entre 1991 et 1994 ont changé d'attitude en matière d'avenir de leur système de production et 60% étaient prêt à pratiquer, plus par obligation que par choix, la riziculture sédentaire en plaine à condition d'être assurés d'un accès au foncier des plaines et éventuellement à l'irrigation.

¹⁴⁶ Il s'agit du même terme en langue lao pour publicité ou propagande.

La propagande étatique à travers les visites des représentants du gouvernement est un élément déterminant de la diffusion des représentations autorisées et véhiculées par l'état. Les discours et les messages diffusés depuis les années 1990 à propos de la stabilisation de l'essartage ont eu des effets et il semble que les essarteurs ont commencé à discréditer eux-mêmes leur mode de vie et la pertinence de leur savoir à travers un phénomène d'intériorisation du discours.

4.2.3 Réactions et adaptations

Evidemment, la population n'est pas passive et élabore une pluralité de réponses et de formes de résistance au discours et à la relocalisation imposée. Si certaines communautés suivent docilement les ordres et se relocalisent sur les sites choisis, d'autres refusent de bouger. Réactions et adaptations aux plans de relocalisation du district sont élaborées et si la plupart des communautés finissent par bouger, l'image finale est souvent loin du modèle planifié par l'Etat. Les modes de redistribution de population dictés par des mécanismes internes tels schisme clanique, migrations pour cause de maladie, de mortalité, etc. continuent toujours. Certaines communautés élaborent des stratégies pour remplir les critères gouvernementaux pour ainsi demeurer là où elles ont traditionnellement vécu –en scellant le village pour éviter l'exode par exemple, ou encore se déplacent vers des sites qu'elles ont elles-mêmes choisis.¹⁴⁷

Le leadership villageois est un facteur déterminant des négociations avec les autorités qui va déterminer le type de garantie par rapport au site d'accueil, au foncier disponible, aux services offerts, etc. Pour les petits hameaux éparpillés en montagne, la négociation est généralement cause perdue et ils sont souvent consolidés avec d'autres hameaux ou greffés sur des communautés existantes.

Les tragédies humaines dont ont été victimes des communautés qui ont été relocalisées affaiblissent le discours étatique et permettent aux communautés de résister sur la base de l'inadéquation des sites d'accueil, et de l'incapacité des services gouvernementaux de gérer et d'administrer raisonnablement les relocalisations. Le cas de Phonesamphan est

¹⁴⁷ La démographie est un critère qui peut justifier la consolidation administrative ou la relocalisation. Les communautés avec une population en deçà d'un certain niveau doivent se déplacer et certaines ont élaboré des systèmes d'amendes pour éviter que des familles décident d'émigrer et de mettre en danger la viabilité du peuplement entier.

définitivement: l'exemple le plus éloquent.

La relocalisation permet également à certains individus, désirant s'émanciper du système traditionnel d'autorité, de mettre la main sur le pouvoir politique. En effet, la relocalisation permet à certains la possibilité de diriger une communauté ou encore un segment de village vers un site indiqué de relocalisation selon les plans des autorités. L'étude a également révélé un processus de différenciation générationnelle au niveau communautaire. Les anciens sont généralement moins disposés à quitter leur environnement traditionnel et à se résigner à la relocalisation pour que les plus jeunes aient leur chance dans la nouvelle ère, où leur savoir traditionnel et leur cosmovision sont dépréciés et contestés.

Les jeunes sont par contre généralement plus réceptifs aux plans de relocalisation du gouvernement et représentent un groupe de pression en faveur de la relocalisation à l'échelle communautaire.¹⁴⁸ Parfois même en l'absence du discours du développement, les effets de l'intégration à l'économie de marché sont assez forts et persuasifs et la notion d'insuffisance, de manque et de dénuement issue de l'expérience favorise l'autoreprésentation de l'essartage comme démodé, insuffisant, archaïque.

4.2.4 Le coût du développement et de la lutte contre la pauvreté

Le cas de l'implication de la Banque Asiatique de Développement est révélateur de mécanismes agissant sur la souveraineté des nations au nom de la modernité et du développement. En RDP Lao, la politique de la BAD est d'assister le gouvernement lao à exécuter le programme national d'éradication de la pauvreté¹⁴⁹ dans un contexte plus large de sa stratégie visant à maximiser les bénéfices de la coopération régionale au sein de la région du Mékong.

Comme l'explique le représentant local de la BAD au Laos: «The focus of ADB's program in Lao PDR is on priority sectors, such as agriculture, transport, and social sectors, as well as

¹⁴⁸ « Le bruit des moteurs des véhicules a remplacé le son du vent dans les cimes des arbres et le chant des oiseaux sauvages », commente à regret un vieux au village de Kokmouang (le manguier) lors d'une entrevue.

¹⁴⁹ NPEP, National Poverty Eradication Program.

private sector development in such areas as hydropower, mining, and tourism».¹⁵⁰ Les priorités de la Banque sont très claires; ce qui l'est moins cependant, c'est que le financement de projets n'est pas gratuit et a d'énormes implications sur la dette du Laos en créant de nouvelles formes de dettes et de responsabilités financières. L'aide cumulative de la BAD seulement au Laos jusqu'en 2002 représentait 1 039 400 de dollars américains pour 58 projets.

4.3 Relocalisation dans la région

4.3.1 Modèle vietnamien de peuplement Kinh dans les hautes terres

Le Vietnam est l'un des seuls exemples de pays à émerger de la liste des pays pauvres à avoir réussi l'industrialisation et la phase du « *take off* », exportant du riz et certaines marchandises manufacturées : chaussures, télévisions, etc. Mais la réussite du Vietnam s'explique par la reproduction du modèle occidental d'exploitation de voisins laotiens et khmers moins puissants; bois, pierres, produits non-ligneux, animaux, et métaux en provenance du Laos et établissement de manufactures de vêtements au Cambodge. Le cas vietnamien suggère que le développement selon le schéma néolibéral n'est donc possible qu'en perpétuant une situation de domination et de subordination.

Au niveau de la relocalisation, contrairement au Laos où le gouvernement relocalise les habitants de la périphérie vers une écumène située dans les basses terres, dans le cas du Vietnam, c'est la paysannerie kinh qui est le fer de lance de l'État (DeKoninck, 1996, Schaeffer-Dainciart, 1998) dans l'intégration territoriale de ses marges, conduisant à des rébellions de minorités ethniques (Economist : 7 avril 2001). Evans emploie l'expression de "colonialisme interne" pour décrire la migration, l'exploitation des ressources, le contrôle et les subjugations des montagnards par les Kinh dans les montagnes du centre du Vietnam.

Le seul exemple de peuplement lao de zone traditionnellement minoritaire se retrouve au Sud Laos où la création de la province de Sekong a occasionné la migration de Lao à partir des provinces frontalières de Saravane, Attapeu et Champassak pour y remplir les postes de l'administration publique, mais les Lao sont toujours demeurés dans la plaine.

¹⁵⁰ James Nugent, the new Country Director for ADB's Resident Mission in Lao PDR, MANILA, PHILIPPINES (29 August 2003) - The Asian Development Bank (ADB).

4.3.2 Thaïlande, modèle d'intégration des minorités

La Thaïlande a adopté la modernisation et le modèle de croissance économique comme politique officielle depuis le Premier Plan National de Développement de 1961. Les paradigmes de la modernisation et les concepts de la croissance économique suivant le modèle de développement occidental sont dominants et forment la base de la vision thaïlandaise officielle du développement.¹⁵¹

Le cas Thaïlandais d'assimilation des montagnards a été caractérisé par la migration verticale des intérêts économiques qui ont restreint l'accès des minorités aux ressources causant ainsi une dislocation du mode de vie traditionnel et conduisant à un "*growing sense of despair*" (Kammerer, 2000:47).

L'intégration au marché est au cœur de la politique économique gouvernementale laotienne. Tributaire de la vision hégémonique occidentale selon laquelle le développement doit obligatoirement passer par un progrès technologique, la science, etc., l'isolement physique et conséquemment le manque de marchés sont considérés comme causes de pauvreté. La géographie devient donc une partie intégrale de cette logique d'interventions du développement, la relocalisation et le développement du réseau routier étant vus comme nécessaire à l'accessibilité des communautés rurales à la route et aux marchés, condition *sine qua non* du développement (Rigg 2003).

Il est intéressant de constater que si le pays ne rivalise pas avec ses voisins au niveau démographique ou industriel, il les supplante cependant de loin au niveau de l'abondance de ses ressources naturelles et de l'état de santé général de son environnement. Le développement semble donc directement lié à une gestion non-durable des ressources puisque les pays voisins plus développés ont réduit et agressivement dégradé leurs ressources à travers des stratégies de développement irréflechies.¹⁵²

¹⁵¹ Rattana Tosakul Boonmathya, A Narrative of Contested Views of Development in Thai Society: Voices of Villagers in Rural Northeastern Thailand, Southeast Asian Studies, Vol. 41, No. 3, décembre 2003.

¹⁵² Shamalli Guttal, ADB, 2001.

4.4 Discussion

4.4.1 Augmentation et diversification de la mobilité

Paradoxalement, la relocalisation visant à sédentariser les populations rurales augmente et diversifie la mobilité rurale. Chazee mentionne que la différence d'interprétation des politiques au niveau local se traduit par des mouvements migratoires depuis les provinces les plus strictes politiquement (Louang Prabang, Xieng Kouang, Houaphan) vers les provinces les plus flexibles (Louang Namtha, Oudomxay et Vientiane) (Chazee 1995).

Devant les pressions gouvernementales, les communautés élaborent une pluralité de réponses : scission, fragmentation, refus catégorique, compromis, etc. et le gouvernement et l'aide étrangère ont perdu le contrôle. Aux déplacements planifiés par l'administration s'ajoutent des mobilités induites, résultats à la fois des difficultés rencontrées lors du premier déplacement, de l'organisation sociale du groupe considéré et de sa marge de manœuvre vis à vis des autorités locales. (Evrard 2003).

Les réactions et l'adaptation de certaines communautés au plan du district induisent des changements entre les plans initiaux et la réalité des relocalisations. Le processus traditionnels de migration de familles entre communautés et la fragmentation de communautés en unités plus restreintes doivent également être pris en considération puisque ces modes de redistribution de la population dictés par des dynamiques internes continuent et demeurent au-dessus des plans gouvernementaux.

4.4.2 Le Programme d'Allocation des terres

L'étude du programme d'allocation des terres dans le district de Long illustre que l'échange d'informations avant l'exécution du programme apparaît insuffisant pour que les villageois comprennent les véritables enjeux du programme. Ce dernier visait principalement la protection du couvert forestier et à sécuriser la propriété de la terre par les paysans.

L'approche statique du programme ne tient pas compte de l'évolution historique et dynamique de la région, ni du savoir raffiné pendant des siècles des paysans, donc ébranle l'habileté des communautés locales à défendre et à gérer leurs propres ressources. De plus,

l'individualisation de la propriété de la terre risque d'affaiblir le rôle de la communauté dans l'administration et la gestion de ses ressources, ce qui assombrit la perspective de pérennité du programme : «*When project undermine a community's ability to defend and manage its own resource or when it's imposed by outsiders, genuine benefits can hardly be expected.*»¹⁵³

La communauté villageoise possède une institution traditionnelle où les lois coutumières sont conservées et maintenues. Mais une fois que l'unité villageoise se voit imposer l'allocation des terres, l'administration communale ancestrale risque d'être mise de côté. Le programme d'allocation des terres n'est pas sensible à l'ethnicité. La terre appartient traditionnellement à la communauté et les individus ont droit d'usufruit et d'accès aux ressources naturelles nécessaires à la subsistance de la famille. Le programme introduit un système basé sur la propriété individuelle au détriment de la communauté.

L'allocation des terres implique également la production de culture de rentes. Mais les paysans ont tendance à concevoir leur mode de vie premièrement et avant tout d'un point de vue de la sécurité alimentaire, les opportunités commerciales venant plus tard. Mais selon le modèle du programme d'allocation, les paysans relocalisés devraient vendre leurs cultures de rente et acheter du riz; donc encore une fois le modèle "top down" ne tient pas en compte les particularités locales.

La relocalisation a accentué les tensions liées aux ressources naturelles et aux différents systèmes coutumiers de gestion de ces ressources. L'augmentation de la concentration de population dans les vallées a mis des pressions additionnelles sur le foncier. Les nouveaux-venus se trouvent donc souvent en conflit avec les populations déjà établies et à qui la relocalisation a également été imposée. La disponibilité de terres propices à la riziculture est également un sujet crucial bien que ne résolvant pas les problèmes puisque le manque d'expérience préalable, d'outils, d'apports techniques, de semences, etc., constitue le principal obstacle à la transition agricole de l'essartage à la riziculture.

4.4.3 Relocalisation et émergence d'un prolétariat rural

Le travail saisonnier existe depuis longtemps : les essarteurs travaillaient déjà pour les

¹⁵³ Brodley, Tribal People and Development Issues, p.3.

communautés Tai des plaines lors de l'arrivée des Français dans la région (Chazee 1995). Si les possibilités d'emplois ont diminué avec les deux guerres d'Indochine, l'ouverture économique ainsi que les différences socio-économique entre les communautés aux vitesses de développement différentes ont participé à la reprise des relations d'offres et de demandes d'emplois. Les essarteurs vivent actuellement une transition d'un mode de vie de subsistance à une économie de marché.

Pour bon nombre d'essarteurs relocalisés en plaine, l'accès à la riziculture n'est hélas souvent pas une possibilité à court terme, et demeure souvent une promesse vide. Le travail journalier est souvent la seule alternative immédiate possible et ces essarteurs sans terre forment la majeure partie d'une nouvelle classe prolétaire. Véritable moyen de régulation économique pour de nombreux villages d'essarteurs, le travail saisonnier constitue une soupape de sécurité pour les familles les plus pauvres.

Ce schéma rencontre directement l'objectif gouvernemental de transition d'un mode de vie dit improductif, non-durable et démodé à des occupations professionnelles. Un jour de travail paie environ 0,80\$, mais le travailleur est souvent payé en nature, en riz ou en opium (un saleung par jour par force de travail) par exemple. Le foncier est devenu un produit de consommation et les entrepreneurs chinois louent les terres rizicoles pour y exploiter des cultures commerciales vendues sur le marché chinois, employant les Lahu de Phonesamphan et les Akha de Chaleunsai et de Phonesavang.

Mais le temps passé pour les entrepreneurs privés ou d'autres paysans réduit le temps passé à cultiver son propre lopin et le paysan se trouve ainsi donc enchevêtré dans une spirale de dépendances, de relations inégales et d'endettement.

4.4.4 L'accès au marché

En milieu rural, la situation économique des paysans liée à la faible productivité du travail limite l'accès au capital qui lui-même permet l'intégration des communautés à l'économie de marché. La situation se dégrade davantage chez les essarteurs pour qui le pouvoir d'achat diminue depuis 1986 et l'écart entre la productivité du travail et l'inflation monétaire s'agrandit et ceux-ci ont généralement tendance à se décapitaliser ou à rechercher des

alternatives peu productives ou socialement dégradantes.¹⁵⁴

La cueillette de produits forestiers représente 40-70% de la diète des essarteurs. Soupape de sécurité alimentaire et moyen de régulation économique, la cueillette nécessite peu d'outils et de technique mais est consommatrice de temps, donc peu rentable économiquement, permettant la survie mais pas la thésaurisation.

La Zone Focale prévoit la production et la commercialisation de cultures de rentes. Sans système de distribution, les minorités ne sont pas en mesure de déterminer les termes des échanges et les intermédiaires prennent généralement la part du lion. La proximité de la frontière chinoise ébranle également sérieusement le modèle; les Haw chinois ne monopolisent pas seulement les échanges à longues distances et la vente de produits industrialisés, mais également la vente des légumes, fruits, poissons de qualité et à des prix relativement abordables vendus sur les marchés locaux : Xiengkok, Sing, Namtha, etc. Le manque d'apports externes : semences, engrais, conseils techniques, etc. semble indiquer l'impossibilité pour les paysans locaux d'entrer en compétition avec les Haw chinois.

4.4.5 Mise en péril de la souveraineté alimentaire

Le régime politique national est altéré par les banques et institutions multilatérales pour faciliter le commerce et la libéralisation des investissements. Le paradigme contemporain de la globalisation économique équivalent au développement, entraîne l'expropriation des ressources naturelles cruciales pour la survie et l'alimentation quotidienne des populations rurales. Toute activité en dehors de l'économie de marché est découragée, ce qui désavantage l'activité de subsistance des populations minoritaires.

Le secteur privé et les Investissements Étrangers Directs (IÉD) sont supposément les facteurs essentiels de stimulation économique et le gouvernement est dévoué à leur offrir un environnement adéquat. Mais la principale attraction des investisseurs privés est la possibilité d'exploiter l'abondance de ressources naturelles dans des régions peuplées d'ethnies minoritaires pour qui ces ressources sont nécessaires à leur survie.

¹⁵⁴ Laurent Chazee, these p. 357.

Dans le district de Long, deux compagnies vietnamiennes de collecte de produits non-ligneux rares, une exploitation minière chinoise, et deux compagnies forestières lao ont obtenu des quotas ou se sont vues octroyer des terres ou domaines d'exploitation au détriment de communautés minoritaire. Le résultat a été l'expropriation de ressources cruciales pour la nourriture quotidienne de ces communautés.

4.4.6 Environnementalisme en conflit

Il y a donc un phénomène de compétition entre deux types d'environnementalisme : l'un communautaire, basé sur la loi coutumière, la souveraineté alimentaire et la gestion durable des ressources, mais hélas non-reconnu par le pouvoir politique ni les bailleurs de fonds. L'autre est l'environnementalisme occidental officiel supporté par des politiques, des stratégies, des institutions, des professionnels et une pratique discursive.

4.4.7 Déterritorialisation et échec de la reterritorialisation

Le Participatory Poverty Assessment (PPA) souligne que la pauvreté est un phénomène exogène issu du développement ; les pauvres ont été créés mentalement et produits mentalement par deux processus inter-reliés : la culture de la modernité publicisée par les politiques gouvernementales, les marchands itinérants, télévisions et radios, créant un contexte où les produits de la modernisation sont valorisés et recherchés.

Les politiques gouvernementales laotiennes limitent l'accès des essarteurs à leur terres d'essartage et les déplacent en vallée où la pression foncière, l'inadéquation des sites d'accueil et la difficulté de transition à un nouveau climat, mode de production, système de représentations, etc. se conjuguent pour produire cette condition de vulnérabilité et de pauvreté.

Ces politiques sont tributaires de référents culturels élaborés dans la capitale laotienne par le pouvoir aux mains des Lao bouddhistes, sédentaires, pratiquant la riziculture inondée, et stigmatisant l'essartage comme étant une pratique culturelle destructive.

Les relocalisations deviennent généralement accentuées après la démarcation et l' allocation des terres et le développement est sélectif, planifié, non à l'aveuglette. L'objectif de la terreur et de la relocalisation est de briser la résistance et les projets sociétaux alternatifs, restructurer les relations entre les minorités ethniques et l'État au niveau territorial, culturel, etc. rendant presque impossible la notion d'autonomie à l'intérieur de l'État nation (Escobar, 2001).

L'étude de cas démontre que la relocalisation a mis fin aux processus traditionnels de migrations, de gestions traditionnelles du sol, de décisions, etc. ainsi que la plupart des représentations et projets endogènes de mode de vie. Elle confirme de manière troublante l'analyse d'Escobar de l'appropriation du territoire biophysique et du paysage culturel et sa reconfiguration radicale basées sur le modèle capitaliste moderne.

Les conséquences du développement et de la modernité se font sentir au-delà des frontières traditionnelles des communautés qui se retrouvent dans certains cas en compétition, avec le secteur commercial ou encore les agences gouvernementales, pour les ressources naturelles. Dans le district de Long, les ressources autrefois gérées par les lois coutumières communales sont ainsi transférées sous le contrôle de l'État lao, la junte militaire et le capitalisme urbain au nom du développement, du progrès et de la loi.

«The development discourse map people in certain coordinate of control. The aim is not simply to discipline individuals but to transform the conditions under which they live into a productive, normalized social environment: in short to create modernity.» (Escobar 1995:156)

La notion de « *coordinates of control* » n'implique pas seulement une notion de territorialité réalisée par la création de la zone focale de développement, mais également une réorganisation du mode de production (de subsistance à commercial ou encore la prolétarianisation pour les relocalisés sans terres), des valeurs inculquées par le système d'éducation, d'aseptisation et d'assainissement avec l'accès aux soins de santé, de transfert de l'autorité du conseil traditionnel des anciens à l'Etat lao représenté par les organisations de masses, des formes autorisées de production culturelle (*le lamvong*), etc.

Par sa nature même la modernité, se déplace de lieux (déterritorialise) dans certains cas physiquement mais toujours culturellement et tente également de relocaliser (en fonction d'un savoir-expert, à travers la restructuration des écologies humaines et biophysiques, etc.; mais

face à l'échec du processus de reterritorialisation, la logique de relocalisation gagne du terrain. L'écart entre ces deux mécanismes s'élargit et la réponse réside dans le phénomène d'intensification de la modernité capitaliste par la globalisation néolibérale dans un contexte d'accumulation du capital et de résistance écologique et culturelle.

Conclusion

La conclusion tente finalement de lier fluidement les références théoriques, les idées de la revue de la littérature et les idées annoncées au début du mémoire au matériel de l'étude de cas, et présente également une esquisse sur la démarche et les orientations privilégiées pour la recherche doctorale.

Le courant du post-développement nous a permis une lecture critique et analytique du développement non pas comme un processus linéaire et naturellement évolutif, mais comme un régime de représentations et d'interventions, un discours hégémonique issu d'une situation de domination de l'Occident.

La littérature orthodoxe du développement élabore une construction du Laos qui justifie l'intervention étrangère, sous formes de réformes et d'ajustements structurels, pour amener le pays sur la voie du développement et de la modernité. Ce schéma confirme l'affirmation (Escobar, 1995 :45) selon laquelle le développement doit être vu comme une construction historique qui fournit un espace dans lequel les pays pauvres sont reconnus, spécifiés, et où l'intervention est nécessaire.

La mobilité est une caractéristique intrinsèque des systèmes traditionnels de production des minorités et tous les Akha et Lahu sont issus d'un passé de migrations et de contacts avec des groupes majoritaires. Cette donnée est fondamentale puisque, comme nous l'avons observé, ce qui importe avec la relocalisation n'est donc pas véritablement le phénomène de déplacement, mais le fait que la relocalisation induit un processus irréversible de déterritorialisation.

Comme on l'a constaté, la relocalisation est intrinsèque à l'histoire du régime depuis 1975. Ce qui distingue les relocalisations contemporaines est qu'elles sont corollaires du processus de développement du pays lié à l'intégration du pays à l'économie de marchés et aux politiques d'ajustements structurels dictées par les institutions multilatérales.

Le processus de développement du gouvernement lao est directement lié à l'intégration du pays à l'économie de marché et aux politiques d'ajustements dictées par les organisations multilatérales. Cette standardisation aux traités internationaux et l'adoption de l'orthodoxie

sous-jacente au développement, en plus de légitimer pour l'ethnie majoritaire lao, la discrimination de ses minorités perçues comme arriérées, superstitieuses, et nécessitant le développement, subordonnent directement les politiques nationales aux stratégies élaborées par les nations industrialisées.

La libéralisation économique, la standardisation aux traités internationaux, l'ouverture aux investissements étrangers et l'adoption d'une orthodoxie néolibérale sous-jacente au développement qui visent principalement les ressources naturelles abondantes et bon marché servent bien l'état lao dans la construction de son discours légitimant la gestion de ses minorités ethniques.

Mais au Laos, la notion de territorialité impliquant le contrôle de ses marges et des populations qui y vivent demeure un objectif à réaliser. L'élaboration de l'Etat-nation est un défi de taille et la composition ethnique du pays permet tout juste de légitimer un tel projet. La stratégie de l'État a été en premier lieu d'obtenir la majorité ethnique par une amalgamation arbitraire des populations de parler Tai qui, bien que tributaires d'une proximité linguistique, culturelle et de mœurs, sont très différentes du point de vue des conditions de vie, de la niche écologique, des croyances, etc. En second lieu, suivant le modèle soviétique, l'État lao a entrepris une manipulation de l'ethnicité pour forger une cohésion nationale, en redéfinissant les catégories ethniques et en instaurant la notion de « nationalités ».

Depuis l'ouverture économique en 1986 et le formatage aux traités et aux discours internationaux, la relocalisation des essarteurs est justifiée par l'idéologie de la modernisation et les paradigmes évolutionnistes d'une évolution culturelle qui s'accorde harmonieusement avec les volontés d'intégration et de contrôle du pouvoir politique lao sur près de 50% de ses nationalités.

L'ouverture aux forces du marché par le Laos lui fait subir aujourd'hui de plein fouet la vague néolibérale et sa logique implacable résonne jusque chez les communautés d'essarteurs principalement forcés à cette modernité. Les minorités sont directement victime d'une discrimination culturelle. Les représentants des populations Tai pratiquant également l'essartage ne sont pas visés par la relocalisation.

Le développement est une expérience historique, la création d'un domaine de pensées et

d'actions composé de champs et interrelations des trois axes qui le définissent: (1) la forme de savoir qui permet de s'y référer et à travers laquelle le développement devient un objet et est élaboré en concepts, théories, etc.; (2) un système de pouvoir qui régularise sa pratique; (3) les formes de subjectivité produite par le discours à travers lesquels les gens se reconnaissent comme étant développé ou encore sous-développé (Escobar, 1995).

Les éléments les plus importants de la théorie de développement sont : (1) processus de formation du capital et facteurs associés (technologies, populations et ressources, politiques fiscales et monétaires, industrialisation, développement agricole, etc.); (2) les considérations culturelles : besoin d'éducation, de diffusion des valeurs modernes, etc.; et finalement (3) la création d'institutions pour entreprendre la tâche. Le développement est le résultat de l'établissement d'un réseau de relations entre ces éléments, institutions et pratiques et de la systématisation de ces relations dans une pratique discursive hégémonique (Escobar, 1995).

Dans le cas du Laos, la transition de la sphère d'influence soviétique à celle du capitalisme global avec les NEM en 1986 jette les bases de la transition vers l'économie de marché caractérisée par une standardisation du Laos au schéma néolibéral de développement économique. L'intervention étrangère sous formes d'investissements privés et de prêts est légitimée par le fait que le pays ne possède pas le capital initial nécessaire à son industrialisation. La réhabilitation du rôle du marché dans l'économie, la rationalisation du secteur des entreprises publiques, la promotion du secteur privé, l'amélioration de la gestion financière macroéconomique, et le contrôle de la monnaie et du crédit sont remis à l'ordre du jour.

Premier pays au niveau international pour l'aide étrangère *per capita*, le cas du Laos illustre de manière éloquente la notion de principes d'autorité en opération dans le processus de construction du discours issue du post-développement. Le principe d'autorité est légitimé par trois éléments : la présence d'experts, qui possèdent les critères du savoir et les compétences; les institutions onusiennes possédant l'autorité professionnelle, morale et légale; et finalement, les bailleurs de fonds internationaux, symbole du capital et du pouvoir et finalement les gouvernement locaux, qui détiennent l'autorité légale sur la vie de leurs sujets et qui décident de ce qui doit être fait.

Une visite dans la capitale laotienne permet de constater le nombre impressionnant d'effectifs

de cette armée “d’experts” : consultants, traducteurs, chefs de projets, volontaires, techniciens, etc. Les institutions onusiennes sont également des plus visibles : PNUD, FAO, UNDCP, OMS, etc. Pour ce qui est des bailleurs de fond, dans le cas présent, la BAD, le FMI, la BM subordonne les politiques nationales en imposant leurs réformes. (Escobar, 1995 :41). Le tout est supporté par une myriade d’organisations non-gouvernementales de développement animées d’une même foi inébranlable en la science et le progrès et sans jamais remettre en question les paradigmes de base qui justifient leur intervention.

La légitimité du développement implique la création d’un champ institutionnel duquel le discours est produit, enregistré, modifié, et mis en circulation et tant que les institutions seront en mesure de se reproduire avec succès au niveau institutionnel, matériel et idéologique, certaines relations de dominations vont prévaloir et le développement va conséquemment être conceptualisé par ceux au pouvoir.

Dans le cas du Laos deux types de champs institutionnels se rencontrent. D’une part, on retrouve la liturgie dogmatique néolibérale d’éradication de la pauvreté, de développement et de modernité promue par les organisations onusiennes et multilatérales. De l’autre, les plans quinquennaux, vestiges de l’économie planifiée où lors du Congrès, où le Parti annonce les orientations à suivre, décline des programmes, des décrets et les objectifs à atteindre, qui sont subordonnés à l’orthodoxie néolibérale.

Le monopole du pouvoir politique assure au Parti la reproduction institutionnelle, matérielle, idéologique du régime et, sa domination autoritaire sur l’espace social. Le Haut Comité de Développement Rural a été créé pour prendre en charge les Zones Focales de développement et assiste le gouvernement au niveau de la supervision, du suivi, du support et de la coordination des activités de développement rural mises en oeuvre en collaboration avec les différents ministères associés.

La stratégie des Zones Focales de développement est la pierre angulaire de la stratégie adoptée par le gouvernement lao pour atteindre les objectifs établis par le plan national de développement rural, dont le plus important est l’éradication de la pauvreté. La rhétorique lao du développement incorpore bien les paradigmes néolibéraux selon lesquels l’éradication de la pauvreté devrait se traduire par l’augmentation de la production, la création d’opportunités d’emplois et des conditions favorables à l’amélioration des conditions de vie des populations.

L'essentiel de l'assistance internationale, tant au niveau financier que technique est orientée vers ces zones de développement intégré qui devraient fonctionner comme des centres de développement où les expériences devraient être calquées et reproduites. L'objectif des ZF est la sédentarisation; c'est pourquoi les populations ciblées par les relocalisations vers les ZF sont les communautés isolées, difficiles d'accès pour les services d'éducation et de santé, caractérisées par une haute incidence de maladies et de malnutrition, et par la pratique de l'essartage.

Liés au phénomène de professionnalisation, les deux constituent un *appareil* qui organise la production de formes de savoir et le déploiement de forme de pouvoir reliée l'une à l'autre. La politique du savoir permet aux experts de produire des jugements, de classer des problèmes, de formuler des politiques produisant ainsi un « régime de vérités et de normes » à propos sur des groupes sociaux et de déterminer ainsi leur futur.

Le discours sur le développement médiatise et organise la constitution de la paysannerie comme producteur ou comme un élément à être déplacé dans l'ordre des choses. "Les essarteurs" est donc un objet socialement construit dans le discours du développement et les relations entre développeurs et les communautés ethniques sont structurées par des mécanismes bureaucratiques et textuels élaborés avant l'interaction entre le gouvernement lao et les essarteurs.

L'adoption du discours du développement et de la modernité est associée à la construction des essarteurs comme population-cible d'une double rhétorique liée à la pauvreté et à l'environnement. Le discours étatique et les mesures qui l'accompagnent sont exprimés dans un contexte de rapports de force et de jeux de pouvoir qui rencontre clairement les objectifs internationaux de protection de la nature et de développement promu par les bailleurs de fonds qui s'accommodent assez bien des politiques lao pourvue qu'elles épousent un credo scientifico-environnemental. Les bailleurs de fonds et organismes multilatéraux ont tout avantage à supporter le gouvernement et éviter l'instabilité politique qui risquerait de compromettre leurs investissements, même dans le cas d'un régime totalitaire comme le Laos.

Les politiques nationales reposent donc sur des représentations occidentales et ont été altérées pour faciliter le niveau de commerce et de libéralisation des investissements sur lesquels le

modèle est basé. Cette subordination des politiques permet à l'état de s'assurer l'aide financière internationale et de régler le problème de ses minorités.

Le discours étatique sur le développement rural incorpore des énoncés qui reproduisent la conception hégémonique du monde et par conséquent assure l'exercice du pouvoir de ce modèle : *The rural development discourse repeats the same relations that have defined development discourse since its emergence: the fact that development is about growth, about capital, about technology, about becoming modern. Nothing else.* (Escobar, 1995:162).

Les politiques gouvernementales laotiennes limitent l'accès des essarteurs à leur terres d'essartage et les déplacent en vallée où la pression foncière, l'inadéquation des sites d'accueil et la difficulté de transition à un nouveau climat, mode de production, système de représentations, etc. se conjuguent pour produire cette condition de vulnérabilité et de pauvreté.

Ces politiques sont tributaires de référents culturels élaborés dans la capitale laotienne par le pouvoir aux mains des Lao bouddhistes, sédentaires, pratiquant la riziculture inondée, et stigmatisant l'essartage comme étant une pratique culturelle destructive. La relocalisation est donc un mécanisme redoutable de contrôle et d'intégration territoriale, culturelle et économique des essarteurs non- Lao, animistes, perçus comme suspects, arriérés, archaïques ignorants, pauvres, insalubres armés et dangereux.

Dans le discours gouvernemental, la relocalisation est cependant promu comme pré-requis dans le processus de développement du pays vers un idéal de modernité qui légitime une subordination des politiques nationales à travers des réformes et ajustements structurels imposés par les agences multilatérales se traduisant en une ingérence du pouvoir national au niveau local et une réorganisation territoriale sans précédent.

Les bénéfices de la relocalisation vont directement à l'Etat lao qui réussit à contrôler sa territorialité, les populations et leurs ressources tout en développant le pays. Les bénéfices illégaux reviennent aux autorités gouvernementales qui octroient des quotas de coupe de forêt et d'exploitation minière, de tonnes de produits non ligneux, le tout réalisé aux dépens des population minoritaires.

L'étude des relocalisations dans la zone focale de la Namma et du district de Long démontre que le déplacement systématique des montagnards vers les basses-terres est irréaliste, au vu des conditions géographiques et humaines et ne constitue ni une condition, ni une garantie pour une sédentarisation effective et une amélioration durable des conditions de vie des essarteurs. La relocalisation cause une vulnérabilisation et une marginalisation des populations relocalisées et les premières années après la relocalisation ont été caractérisées par une dégradation brutale des conditions de vie de la population, une augmentation de l'insécurité alimentaire, des taux alarmants de diarrhée, de paludisme et de maladies respiratoires, de désordres psychologiques, d'anomalies sociales, de décapitalisation, et de mortalité.

En fait, la relocalisation échoue lamentablement sa raison d'être, c'est-à-dire ce qui la justifie dans la pratique discursive : le développement, impliquant l'éradication de l'essartage, de l'opium et de la pauvreté. L'étude démontre clairement les effets pervers des relocalisations dans la zone focale et le district de Long. Décapitalisation, perte de sécurité alimentaire; la plupart des essarteurs déplacés n'ont pas accès au foncier, du moins à court terme, et même en possession de surface rizicoles, la transition n'est pas assurée faute de supports techniques de la part des services d'agriculture, d'intrants, de semences, d'animaux de trait et d'expérience des essarteurs.

Tous les villages de la zone focale dépendent toujours de l'essartage comme moyen de subsistance. La relocalisation n'a par conséquent pas modifié ce mode de production jugé archaïque et environnementalement néfaste, tel que véhiculé dans la propagande étatique. Au contraire, suite à l'estimation erronée des capacités de production rizicole de la zone, un surplus de population a été relocalisé, et les pressions sur le milieu naturel ont été décuplées. Dans la plupart des cas donc, la relocalisation ne signifie point la transition de l'essartage à la riziculture, du moins dans l'immédiat.

La pression foncière, le manque d'infrastructure, d'apports techniques, et de ressources humaines et financières des bureaux du DAFO expliquent la situation. La période de transition en est une d'insécurité psychologique, de désillusions, mais aussi de traumatismes. Dans le cas de la zone focale de la Namma, les villages relocalisés (Phonsamphan, Phonsavang et Chaleunsai) dépendent toujours de l'essartage pour leur survie quatre années après le déplacement. Le même scénario est observé hors de la zone pour les nouveaux sites

de relocalisation

Ces paysans déracinés sans terre forment une nouvelle classe de prolétaires pour les investisseurs étrangers qui en plus se retrouvent à exploiter les ressources maintenant rendues disponibles par les relocalisations. La relocalisation constitue donc une intervention issue d'une pratique discursive visant le développement et la modernité mais qui finalement ébranle violemment les besoins et les droits des populations d'essarteurs et leur souveraineté alimentaire, le tout causant des dégâts aux ressources naturelles, tombe en pâture aux forces du marché.

Les relocalisations deviennent généralement accentuées après la démarcation et allocation des terres et le développement est sélectif, planifié, non à l'aveuglette et l'objectif de la terreur et de la relocalisation est de briser la résistance et les projets sociétales alternatifs; restructurer les relations entre les minorités ethniques et l'état au niveau territorial, culturel, etc. rendant presque impossible la notion d'autonomie à l'intérieur de l'état nation (Escobar, 2001).

L'étude de cas démontre que la relocalisation a mis fin aux processus traditionnels de migrations, de gestion traditionnelle du sol, de décision, etc. ainsi que la plupart des représentations et projets endogènes de mode de vie, confirmant l'analyse d'Escobar de manière troublante de l'appropriation du territoire biophysique et du paysage culturel et sa reconfiguration radicale basé sur le modèle capitaliste moderne.

Latouche (1993) affirme que les conséquences du développement et la modernité se font sentir au delà des frontières traditionnelles des communautés qui se retrouvent dans certains cas en compétition, avec le secteur commercial ou encore les agences gouvernementales, pour les ressources naturelles. Dans le district de Long, les ressources autrefois gérées par les lois coutumières communales sont ainsi transférées sous le contrôle de l'état lao, de la junte militaire et du capitalisme urbain au nom du développement, du progrès et de la loi.

Dans le district de Long, deux compagnies vietnamiennes de collecte de produits non ligneux rares, une exploitation minière chinoise et deux compagnies forestières lao ont des quotas ou se sont vu octroyer des terres ou des domaines d'exploitation au détriment de communautés minoritaires; le résultat ayant été l'expropriation de ressources cruciales pour la nourriture quotidienne de ces communautés.

Escobar affirme que le développement et la modernité sont deux phénomènes spacio-culturels propre à engendrer la relocalisation et requérant la conquête continuelle de territoires et de peuples, et de leur transformation écologique et culturelle en harmonie avec l'ordre rationnel et logocentrique. (Escobar, 2001 :158-166).¹⁵⁵

Par sa nature même la modernité déplace de lieux (déterritorialise) dans certains cas physiquement mais toujours culturellement et tente également de relocaliser (en fonction d'un savoir expert, à travers la restructuration des écologies humaines et biophysiques, etc.); mais face à l'échec du processus de reterritorialisation, la logique de relocalisation gagne du terrain. L'écart entre ces deux mécanismes s'élargit et la réponse réside dans le phénomène d'intensification de la modernité capitaliste par la globalisation néolibérale dans un contexte d'accumulation du capital et de résistance écologique et culturelles (Escobar 2001 :158).

Le cas des La'au et des Akha de la zone focale du district de Long n'est pas un cas isolé : 30 à 80 millions de paysans pratiquent l'essartage dans la région Asie Pacifique et subissent un processus étatique général de contrôle des ressources. Les modèles de subsistance de ces minorités ethniques sont confinés dans un cadre général de relations inégales entre le pouvoir politique et les minorités ethniques décriées pour leur mode de vie jugé non productif et non durable.

Les pays de la région, à différentes phases d'élaboration de leur état nation et de développement capitaliste, partagent cette même caractéristique d'une criminalisation des traditions agricoles montagnardes par des politiques nationales subordonnées à l'orthodoxie hégémonique néolibérales promu par les Nations unies et les banques multilatérales.

Les régimes politiques nationaux sont altérés par les banques et institutions multilatérales pour faciliter le commerce et la libéralisation des investissements. Le paradigme contemporain de la globalisation économique équivalent au développement, et résultant dans l'expropriation des ressources naturelles cruciales pour la survie et l'alimentation quotidienne des populations rurales et imposé. Toute activité en dehors de l'économie de marché est découragée, ce qui désavantage l'activité de subsistance des populations minoritaires en

¹⁵⁵ Logocentrique est la vision métaphysique selon laquelle la vérité logique est la seule fondation pour une théorie rationnelle d'explication du monde fait d'éléments connus pouvant être classifiés et contrôlés.

conflit avec le secteur privé et les Investissements Étrangers Directs (IÉD) qui sont supposément les facteurs essentiels de la stimulation économique.

Comme le souligne Giddens (1990 :3), l'émergence de nouveaux discours et de nouvelles institutions en provenance de l'Occident et leur diffusion à travers le monde a généré des discontinuités fondamentales avec différents types d'ordre social.

Mais comme le démontre l'étude de cas, face au discours gouvernemental et à la relocalisation imposée, la population n'est pas passive et élabore une pluralité de réponses et de formes de résistance. Réactions et adaptations aux plans de relocalisation du district sont élaborées résultats à la fois des difficultés rencontrés lors du premier déplacement, de l'organisation sociale du groupe considéré et de sa marge de manœuvre vis à vis des autorités locales.

Aux déplacements planifiés par l'administration s'ajoutent des mobilités induites, des scissions, fragmentation, refus catégorique, et les modes de redistribution de population dictés par des mécanismes internes tel schisme clanique, migration pour cause de maladie, de mortalité, etc. continuent toujours. Certaines communautés élaborent des stratégies pour remplir les critères gouvernementaux pour ainsi demeurer là ou elle ont traditionnellement vécu –en scellant le village pour éviter l'exode par exemple, ou encore se déplacent vers des sites qu'elles ont-elles même choisi. Par conséquent, si la plupart des communautés finissent par bouger, l'image finale est souvent loin du modèle planifié par l'état et le gouvernement et l'aide étrangère ont perdu le contrôle.

Une réelle amélioration des conditions de vie à travers le monde est un phénomène indéniable. Mais il est important de ne pas perdre de vue, comme le souligne l'*Economist* (28/06/03: 15), "*for every claim of its success there is a counter-claim of capitalism's depreciation on human and environment well being and ample evidence of those who miss out on benefit attributed to « the magic of market »*".¹⁵⁶

La réaction des communautés n'est cependant pas un rejet absolu de la modernité. En Thaïlande par exemple, le *Rapport sur le Développement Humain* du PNUD (2003) qui analyse la marginalisation des communautés après des décennies de développement et

¹⁵⁶ Repris par Lytton, Market Bound-Relocation and Disjunction in Northwest Laos, p. 6.

souligne que : *Communities have no wish to reject modernity, oppose globalization and cling to the past. But they want power to determine the direction of development based on their own body of knowledge, their own values, the principle of sustainable balance between man and nature and the community's rights to manage resources.*

L'État-nation a atteint un contrôle social, institutionnel de sa population et redéfini et renforcé ses frontières, non seulement le territoire national, mais également les frontières ethniques, sociales et spatiales des populations (Tanabe et Keyes, 2002 :49). Par ailleurs, le cas laotien révèle que la réorganisation des populations, des hiérarchies à l'intérieur du territoire national au moyen de la relocalisation est accompagnée d'éléments contradictoires au projet homogénéisant de l'État-nation qui crée des instabilités dans les hiérarchies et les frontières réorganisées et cause des tensions renouvelées entre le projet nationalisant de l'État-nation et les minorités (Appadurai, 1995).

La solution réside selon Escobar dans le renforcement des capacités à résister aux traumatismes de la modernité en construisant sur les luttes populaires pour la défense des lieux et des cultures et supporter l'autonomie des peuples et des cultures sur leur territoire et la sécurité alimentaire et les droits culturels et territoriaux sont deux thèmes fondamentaux.

Après l'obtention du grade de maîtrise, le candidat va poursuivre son implication dans le domaine de la recherche liée à la relocalisation dans la République Démocratique Lao. Le doctorat portera sur l'analyse d'un finage villageois autochtone dans le district de Nale où je travaille depuis 2003. Ma sélection d'un finage Rmeet s'explique par le fait qu'il s'agit d'un groupe vernaculaire, le dernier essaim de villages montagnards de la région connue sous le nom de *Tmoicht Rmeet* ou "Pays Rmeet".

Le savoir ancestral du groupe a été raffiné localement et repose sur l'interaction des communautés avec le territoire biophysique sur la longue durée, avant même la migration des populations de parlé Tai dans la région à partir du IX^{ème} siècle. Ce type d'étude n'est pas envisageable dans le cas à Long où la majorité de la population est d'origine tibéto-birmane et donc issue de vague récente de peuplement.

Face à la politique de relocalisation de d'allocation des terres du gouvernement laotien, les communautés Rmeet mettent de l'avant une pluralité de réponses, de discours, et de stratégies

qui sont autant de formes de résistances face à l'hégémonie du discours, de ses représentations et du pouvoir politique contre lesquels elles émergent et à travers laquelle l'intégralité du territoire ancestral est sauvegardée. En effet, une étude préliminaire¹⁵⁷ a démontré que malgré l'incorporation des populations déplacées en vallée dans des unités administratives et regroupées, l'utilisation du sol et la gestion des ressources sont effectuées en respect avec le droit coutumier traditionnel et l'intégralité territoriale est préservée.

L'étude doctorale, considérant l'unité territoriale du *tmoicht* rmeet portera sur les savoirs locaux enchâssés dans les pratiques culturelles autochtones et leur impact sur le maintien du couvert forestier dans une perspective diachronique (basée sur des recherches ethnologiques et cartographiques en archives), en prenant en considération les politiques gouvernementales, les relations entre les communautés rmeet et les autorités et avec les autres communautés locales, et les formes de résistances élaborées par les communautés qui négocient les termes de leur accession à la modernité.

¹⁵⁷ J'ai effectué deux missions d'étude sur les déplacements de population dans le district de Nale en mars et en juin de cette année.

Bibliographie

1. Sources primaires

Comité Général du Parti

1981 Central Party Resolution Concerning Ethnic Minorities Affairs, Particularly for the Hmong.

1992 Central Party Resolution Concerning Ethnic Minorities in the New Era.

Gouvernement du Laos

1994 Resolution on Rural Development, (Unofficial Translation-Not to be quoted)

1998 The Rural Development Programme 1998-2002, The Focal Site Strategy, Outline of an Approach Programme Support and Investment Requirements. Government Document, Sixth Round Table Follow-up Meeting, Vientiane, May 13 1998.

2. Monographies

ANDERSON, Benedict R. O'G

1987 Introduction in Southeast Asia's Tribal Group and Ethnic Minorities Cultural Survival Report No. 22, Prospect for the Eighties and Beyond, Harvard University

BOUCAUD, André et Louis BOUCAUD

1992 Burma's Golden Triangle on the Trail of the Opium Warlords, Asia Books

CHAGNON, J., Van GANSGERGHE et VONGPHASOUK

2002 Looking Back to See Forward, Consultations about Good Governance and Participatory Development in the Lao PDR

CHAZEE, Laurent

1990 La province de Luang Namtha (monographie provinciale et étude de villages), chargé de projet pour le PNUD, Vientiane.

CHAZEE, L. 1990. Les mammifères du Laos et leur chasse. Vientiane, PNUD.

CHAZEE, Laurent

1991 La diversité culturelle du Laos à travers la vie de quelques villages ethniques, PNUD.

CHAZEE, Laurent

1993 Shifting Cultivation Practices in Laos, Present Systems and their Future, Draft prepared for the Technical Meeting on Shifting Cultivation Systems in Lao PDR.

CHAZEE, Laurent

1995 Atlas des Ethnies et des sous ethnies du Laos. Copyright.

CHAMBERLAIN, James R

1995 Indigenous Peoples Profile, Lao Democratic Republic. CARE International, Vientiane, Prepared for the World Bank.

1999 Ethnic Groups of the Lao PDR.

1998 A Socio-Economic Survey of Rural Settlement, UNHCR, Vientiane, Laos.

DAVIAU, Steeve (2001): Resettlement in Long District, Louang Namtha Province. Action Contre la Faim.

DAVIAU, Steeve (2003): Resettlement in Long District, Louang Namtha Province, Update 2003. Action Contre la Faim.

DAVIAU, Steeve (2003): Survey on Potentialities and Development Alternatives for 6 Upland Akha Villages. Action Contre la Faim.

DOMMEN (A. J.)

1971 Conflict in Laos. The politics of neutralization. New York, Praeger Publishers, 454 p.

ESCOBAR, Arturo.

1995 Encountering development: the making and unmaking of the Third World, Princeton: Princeton University Press

EVANS, Grant

1998 Agrarian Change in Communist Laos. Institute of Asian Studies, Occasional Paper No. 85, Singapore.

EVANS, Grant

1998 The Politics of Remembrance, Laos since 1975. Silkworms Books, Chiang Mai.

EVANS, Grant

1999 Laos: Culture and Society. Silkworms Books, Chiang Mai

EVARD, Olivier.

2002 Forêts en partage, population en mouvement, développement rural et relations interethniques au Laos, Document de travail No. 17, Département des sciences de la population et du développement, Université catholique de Louvain.

2001 Emergence de la question foncière et relations interethniques au Nord Laos, PhD dissertation, Paris I – La Sorbonne, 496p.

2002 Forêts en partage, populations en mouvement: développement rural et relations interethniques au Laos", Document de Travail n°17, Département des Sciences de la Population et du Développement, Université de Louvain, 69 p.

FERGUSON, J.

1994 The Anti-Politics Machine: "Development," Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho. University of Minnesota: Minneapolis.

GARDNER, K. et LEWIS D.

1996 Anthropology, Development and the Post-Modern Challenge. Pluto Press

GOODMAN, Jim

1996 Meet the Akhas: White Lotus

GOUDINEAU, Yves (Eds)

1996 Resettlement and Social Characteristics of New Villages, Basic needs for resettled communities in the Lao PDR, An ORSTOM Survey. Vol. 1 and 2. Supported by UNESCO and UNDP.

GOUDINEAU, Yves

1997 Identification des nécessités premières des communautés relocalisées au Laos. Dynamique de relocalisation et caractéristiques des nouveaux villages dans six provinces. Étude SAT1/96, UNESCO, UNDP, Volume 2, Rapports d'enquêtes, Document provisoire, Citation non autorisée.

HALPERIN, Joel M

1990 Government, Politics, and Social Structures of Laos: A Study In Tradition and Innovations, Laos Paper No. 21, University of Mass.

KAMMERER, Cornelia Ann

1989 Territorial Imperatives: Akha Ethnic Identity and Thailand's National Integration in McKinnon and Vienne (eds) Hill Tribes Today: White Lotus-Orstom

1987 Minority Identity in the Mountains of Northern Thailand: The Akha Case in Southeast Asia's Tribal Group and Ethnic Minorities Cultural Survival Report No. 22, Prospect for the Eighties and Beyond, Harvard University

KEYES, Charles F.

1989 Tribal Peoples and the Nation-State in Southeast Asia in Southeast Asia's Tribal Group and Ethnic Minorities Cultural Survival Report No. 22, Prospect for the Eighties and Beyond, Harvard University

LAESDP

2001 Operational Research into LASHDP Involvement with Akha Villages in Phongsaly province

LAFFONT, P. B.

Aperçu sur le Laos. BFEQ, ND.

LAFFONT, Pierre-Bernard

1998 Le royaume de Jyn Khen : Chronique d'un royaume tai Loe du Haut Mekong (XVe – XVIe siècles). Paris, L'Harmattan.

LEMOYNE, Jacques

2002 Social Fabric, Education and HIV Vulnerability Among the Lanten Yao of Meuang Long, Louang Namtha Province, Lao PDR, UNESCO, Office of the Regional Advisor for Culture in Asia and the Pacific, UNESCO, Bangkok Office.

LEWIS, Paul W.

1982 Basic Themes in Akha Culture in Walker (eds) Contribution to Southeast Asian Ethnography. Study on Ethnic Minority People. Department of Sociology, University of Singapore.

LEWIS, Paul et Elaine Lewis

1984 People of the Golden Triangle: Six Tribes in Thailand, London: Thames and Hudson.

Lewis, Paul W.

2002 Akha Oral Literature. Bangkok: White Lotus.

LINGAT, Pierre

1931 L'esclavage privé dans le vieux droit siamois (avec une traduction des anciennes lois siamoises sur l'esclavage, Paris, Domat-Montchretien.

NAFRI et CIRAD.

2003 Développement rural en République Démocratique Populaire Lao -Positionnement du Programme National d'Agro-écologie. Vientiane, NAFRI. Institut National de la Recherche Agronomique et Forestière - CIRAD: 12.

NISHIMOTO, Yoishi

1998 Northern Thai Christian Lahu Narrative of Inferiority: A Study of Social Experience. A Thesis Submitted to the Graduate School in Partial Fulfillment of the Requirements

for the Degree of Master of Arts in Social Development. Graduate School, Chiang Mai University.

SAÏD, Edouard

Orientalism,

SCHROCK, Joann

1970 Ethnographic Study Series, Minority Groups in Thailand.

STUART-FOX, Martin

1982 From Contemporary Laos: Studies in the politics and Society of the Lao People's Democratic Republic. New-York, St-Martin Press.

TAPP, Nicolas

2001 *Hmong of China*, Drill Publications

THAILLARD, C.

1989 *Stratégie d'un État-Tampon*. Reclus, Montpellier

WALKER, Antony

1974 Messianic Movement Among the Lahu of the Yunnan-Indochina Borderlands
Southeast Asia: An International Quaterly 3(2): 698-711

3. Documents des organismes bilatéraux et multilatéraux

ADB

2001 NPEP, National Poverty Eradication Program

2002 ADB's Lending Program for Lao PDR Will Focus On Poverty Reduction, MANILA, PHILIPPINES (30 August 2002)

UNDP

1995 Socio-Economic profile of Oudomxay province.

1998 Summary of the Informal Donor Consultation on Resettlement and Rural

Development.

1998. Informal Donor Consultation on Resettlement and Rural Development, 7 May, 1998. Draft Minutes.

1999. Lao PDR Development Cooperation Report 1998, 153 p.

4. Journaux

Borders supplies compound the problem, Bangkok Post, 23 November 1998

Laos needs US\$ 35m to battle narcotics production, Bangkok Post 2 April 1999, p. 23

There are alternatives for the hill tribes of Laos, Bangkok Post, 3 December 1999

Troops sent to destroy opium fields, Bangkok Post, 17 November 1998

Yunnan joins UN opium reduction eradication programme, Bangkok Post, 8 July 1998

Economist, 7 avril 2001.

VORAKHOUN, P. Planted trees hit export market for the first time. Vientiane Times, Vientiane. 12 mars 2001.

5. Revues

AUBERTIN, C.

2001. "Institutionalizing duality: lowlands and uplands in the Lao PDR." IIAS Newsletter. 24: 10-11.

AUBERTIN, C.

2003. "La forêt laotienne redessinée par les politiques environnementales." Bois et forêts des tropiques. 4(278): 39-50.

COHEN, Paul. T

1998. Lower Slope Villages Going Downhill: Lao Soung (Akha) and Lao Loum (Leu). Relations in Meuang Xing, in Upland Farming Systems in Lao PDR – Problems and Opportunities for Livestock, ACIAR Proceedings No. 87, pp. 125-129.

COHEN, Paul T.

- 2000 *Life across Borders: Pilgrimage and the Muang Sing Reliquary in Northern Laos*. In Evans et al. (eds.) *When China Meets Southeast Asia*, PP. 145-161.
- COHEN, Paul T.
- 2000 "Resettlement, opium and labour dependence: Akha-Tai relations in Northern Laos", *Development and Change*, vol. 31, p.179-200
- CONDOMINAS, Georges
- 1980 *Essaie sur l'évolution des systèmes politiques thaïs* in *L'Espace social : a propos de l'Asie du Sud-est*, p. 259-336.
- DORE, Amphay.
- The Three Revolutions in Laos*, in Martin Stuart Fox (eds) *Contemporary Laos, Studies in the Politics and Society of the People's Democratic Republic*.
- EPPRECHT, Michael
- 2000 *The blessing of the poppy: Opium and the Akha of Northern Laos*, in *Indigenous Affairs*, International Work Group for Indigenous Affairs, No. 4, Oct-Dec 2000, pp. 16-21.
- ESCOBAR, Arturo.
- 2001 *Displacement, development, and modernity in the Colombian Pacific*, in Feldman, Shelley and Geisler (eds), *Moving targets: displacement, impoverishment and development*, Cornell University, Conference & workshop, 9-10 November 2001, p. 157-167.
- EVANS, Grant
- 1992 *Internal colonialism in the southern highlands of Vietnam*. *Sojourn* 7 (2).
- EVRARD, Olivier
- 1998 "L'intégration politique et culturelle des ethnies minoritaires au Nord Laos: l'exemple des Phou Noi", *Péninsule* (37, Nouvelle Série) p. 23-43
- GOUDINEAU, Yves

2000 Ethnicité et déterritorialisation dans la péninsule indochinoise : Considérations à partir du Laos ; Paris, IRD-Autrepart n°14, pages 17-31.

GOUDINEAU Yves

2000 "Ethnicité et déterritorialisation dans la péninsule indochinoise: considérations à partir du Laos" in Marie-José Jolivet (dir.)- Logiques identitaires, logiques territoriales.- Editions de l'Aube, IRD-Autrepart, Cahier des Sciences Humaines, No. 14, pp. 17-31.

GOUDINEAU, Yves et O. Evrard

2004 Planned resettlement, unexpected migrations and cultural trauma
The political management of rural mobility and interethnic relationships in Laos

GRABOWSKY, Volker

1999 Introduction to the history of Meuang Sing (Laos) prior to French rule: The Fate of a Lu Principality. In Bulletin de l'École d'Extrême-Orient, Vol. 86, pp. 233-291.

GRABOWSKY, Volker

2000 Compte rendu on Laffont, Pierre-Bernard 1998. Le royaume de jyn khen : Chronique d'un royaume tai loe du haut mekong (XVe – XVIe siècles), in Aséanie, No. 5, pp. 173-183.

IRESON C.J. et W.R. Ireson (1991). "Ethnicity and Development in Laos", in: *Asian Survey* 31, 10, 920-937.

ISAGER, Lotte.

History and People of North Thailand, Culture in Forest, Forest in Culture

JERNDAL, R. et J. RIGG

1999 From Buffer State to Crossroads State, Space of Human Activity and Integration in the Lao PDR, in Evans (eds) Laos Culture and Society, Silkworms Books, Chiang Mai.

KEYES, Charles F.

1992 Who are the Leu? Revisited Ethnic Identity in Lao, Thailand and China. A Working Paper from the Center for International Studies, Cambridge. Massachusetts, Institute

of Technology, 1992.

KEYES, Charles F.

2002 The Peoples of Asia: science and politics in the classification of the ethnic groups in Thailand, China and Vietnam. Paper presented as the presidential address to the 54th Annual Meeting of the Association of the Asian Studies in Washington DC, 6 avril 2002 (la version révisée est datée du 22 juin 2002), University of Washington, Seattle.

KROEGER et FREEMAN

? Cultural Change and Health in Bodley (eds) Tribal People and Development Issues

LAFFONT, Pierre-Bernard, Le That de Muang Sing. Bulletin, Société des Études Indochinoises 32, no. 1 (1957) : 1-15.

KLEINMAN, A.

2000 The violences of everyday life: the forms and dynamics of social violence, in Das et al (éds) Violence and Subjectivity Berkeley: University of California Press, pp. 226-241.

LYTTLETON, Chris

2003 Market Bound-Relocation and Disjunction in Northwest Laos, Paper presented at the Migration and Health Workshop, National University of Singapore 21-23, 2003.

MCKINNON, John

1987 Resettlement and the Three Ugly Step-Sisters Security, Opium and Land Degradation: a question of survival for the highlanders of Thailand, TRI-ORSTOM. Paper presented to the International Conference I Thai Studies, The Australian National University, Canberra, 3-6 July, 1987.

MILLOY, J. et Payne, M.

1994 My way or the highway: ethnic people and development in Laos, in Development or Domestication, Ken Kampe, White Lotus.

NGUYEN Duy Thieu

1993 Relationship between the Tai Leu and other minorities in the socio-political systems of Muang Sing (Northern Laos). In *Tai Culture*, Vol. 3, No. 2, pp. 93-102.

RATAPORN, Sethakul

2000 Communal Rights of the Lüü in China, Laos and Thailand: A Comparative Study. In *Tai Culture*, Vol. 5, No. 2, pp. 69-103.

RATAPORN, Sethakul

2000 Tai Lue of Sibsongpanna and Müang Nam in the Nineteenth Century. In Andrew Turton (eds.) *Civility and Savagery: Social Identity in Tai States*. Richmond, Surrey: Curzon, pp. 319-29.

RIGG, Jonathan

2003 Development and Transition in the Lao PDR: Making A Living in the Old and New Economies. RSG-IBG Conference, London 3rd-5th September 2003. Panel: Understanding Globalization: economics or development?

RUTAYA Abhakorn,

Changes in the Administrative systems of Northern Siam, 1884-1933, pp. 63-108 in Prakai Nontawasee (éds) *Change in Northern Thailand and in the Shan state 1886-1940*. Southeast Asian Studies Program, Singapore.

SUTHAVADEE Nunbhakdi, Étude sur le système de skadina en Thaïlande, In: *Formes extrêmes de dépendance*, EHESS, Paris, 1998, p. 459.

WATERSHED. 2000. "Aspects of forestry management in the Lao PDR." *Watershed*. 5(3): 57-64.

6. Bibliographie additionnelle

Gouvernement du Laos

1999 Resettlement Policy for all projects in Lao PDR. Draft.

Front Lao de Reconstruction Nationale

1996 Document on the Seminar on Ethnic Affairs in the Government Administration in the Provinces (Lao).

1996 Document on the 3rd Congress of Lao Front for National Construction. Vientiane. (Lao and English)

Louang Namtha Planning and Cooperation Department

1998 Louang Namtha Province, Development Dynamic and Priority Need Areas of the Province. Draft, Prepared for the International Donor Community, with the Assistance from the National Rural Development Programme, State Planning Committee and UNDP.

State Planning Committee

1996 1996-2000 Socio-Economic Development Plans. Adopted by the 9th Ordinary Session of the National Assembly, IIIrd Legislature, 28 September to 11 October, 1996.

State Planning Committee and Leading Committee for Rural Development

1998 Supported by UNDP Project Lao/95/004. National Rural Development Programme 1996 to 2000, Lao PDR. Volume I, Main Document.

Sources secondaires

ANDERSON, Benedict R. O'G

1987 Introduction in Southeast Asia's Tribal Group and Ethnic Minorities Cultural Survival Report No. 22, Prospect for the Eighties and Beyond, Harvard University

CIDSE

1995. Ethnic Communities and Sustainable Development in Northeast Cambodia. Seminar Final Report, Sponsored by CIDSE with support and assistance from the Ministry of Rural Development and the Inter-Ministerial Committee for the Highland People's Development Project.

DEVAKUL, Wutilert

1969 Headmanship Among the Lahu Na. Ethnographic Notes on Northern Thailand. Data Paper no. 38. Southeast Asia Programme, Department of Asian Studies, Cornell University.

EGGERTZ, Daniel

1996 Tenure and Sustainable Use of Forest Land in Lao PDR. Master Thesis at the Faculty of Uppsala

HANKS, Lucien

1965 The Lahushi Hopoe: The Birth of a New Culture in Hanks, Lucien M. et al.(eds) Ethnographic Notes on North Thailand, Data Paper No., 58, Southeast Asia Programme, Cornell University, Ithaca.

Institute for Asian Democracy

1993 Towards Democracy in Burma

LEFEBVRE-PONTALIS

1902 Voyage dans le Haut-Laos et sur les frontières de Chine et de Birmanie. Mission Pavie Indo-Chine :Géographie et voyages 5. paris : Ernest Leroux.

NOOYENS, Tonie.

1995 Working with Indigenous Peoples. Reference Material Prepared for a CIDSE Staff Workshop (February 1995) and for Assessment of CIDSE Supported Activities in Bolikhan District.

SCOTT, J. Georges, Sir et J. P.Hardiman

1900 Gazetteer of Upper Burma and the Shan State, Rangoon: Superintendent, Government Printing

SRISAVASDI, Boon Chuey

1967 The Hill Tribes of Siam. (See the ethnographic photography)

1983 Lahu People: An Introduction in McKinnon and Bhruksasri (eds) Highlanders of Thailand, Kuala Lumpur: Oxford University Press

SMITH, Martin

1999 *Burma: Insurgency and the Politics of Ethnicity*, Revised and Updated Edition,
London: Zed Books

ROMAGNY, Laurent et DAVIAU, Steeve

2003 *Synthesis of reports on resettlement in Long district, Louang Namtha province, Lao PDR*, Action Contre La Faim mission in Lao PDR, 40 p.

WALKER, Antony

1975 *Farmers of the Hills: Ethnographic Notes on the Upland People of North Thailand*.

WALKER, Antony

1982 *Contribution to Southeast Asian Ethnography. Study on Ethnic Minority People*.
Department of Sociology, University of Singapore.

WALKER, Antony

? *The Highland Heritage. Collected Essays on Upland North Thailand*. Surarnabhum
Books, Singapor.

WONGPRASERT, Sanit

1977 *The Sociological and Ecological Determinant of Lahu Population Structure*. Tribal
Research Centre, Chiang Mai, Department of Public Welfare, Ministry of Interior

Documents des organismes bilatéraux et multilatéraux

ADB

2000. *Health and Education Needs of Ethnic Minorities in the Greater Mekong Sub-
Region, Lao PRD Country Report*.

ESCAP

1998. *Asia and the Pacific into the 21st Century: Prospects for Social Development*, 296
p.

ILO, 1999. *Newsletter No. 2*. July.

ILO and UNDP

- 1997 Regional Workshop Report, Information Exchange on Development Experiences with Highland Peoples. Project to Promote ILO Policy on Indigenous and Tribal Peoples, UNDP Highland People's Program : Chiang Mai, Thailand, 17-21 November 1997.

IRAP/ILO

1998. Guidelines on IRAP, the Lao Experience. Project Lao/95/001. IRAP/ILO.

IRAP and ILO

- 1997 Louang Namtha Provincial Summary.

Lao Swedish Forestry Program

- 1997 Manual on Participatory Land Use Planning and Land Allocation. In collaboration of the MAF, the Department of Forestry and the National Office for Forest Inventory and Planning

United Nation (Foreign Aid Coordination and Planning)

- 1996 Lao PDR and the UN until 2000, Country Strategy Notes, 44 p.
- 1983 Lahu Agriculture and Trade in North Thailand in McKinnon and Bhruksasri (eds) Highlanders of Thailand, Kuala Lumpur: Oxford University Press.
1995. Introducing the Rural Access Planning for Infrastructure and Basic needs Projects. Project Lao-95-001.

1997. Country Cooperation Framework for the Lao PDR 1997-2000, UNDP, 14 p.

1997. Lao PDR's Development Partners, Profile of Cooperation Programmes, 50 p.

UNESCO, MIC et Commission Internationale pour l'Unesco

- 1996 Reunion Internationale d'experts pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel des groupes minoritaires de la République Démocratique Populaire du Laos. Tenue du

7 au 11 octobre 1996, Rapport Final.

UNICEF

1998 Master Plan of Operations 1998-2002. GOL and UNICEF.

WHO

1999 A Reproductive Health Needs Assessments I the Lao PDR.

YOUNG, Gordon

1974 The Hill Tribes of Northern Thailand. Siam Society, Monograph No.1

Articles

LINDEL, LUNDSTROM, STEVANSSON et TAYANIN

1982 The Khamu year, its lore and music. Studies on Asian topics, 4. London

LYTTLETON, Chris

2002 Pursuing Pleasure: Drug and Development in the Golden Triangle, Paper presented at the 8yh Thai International Studies Conference, Nakhon Phanom, July 9-12, 2002.

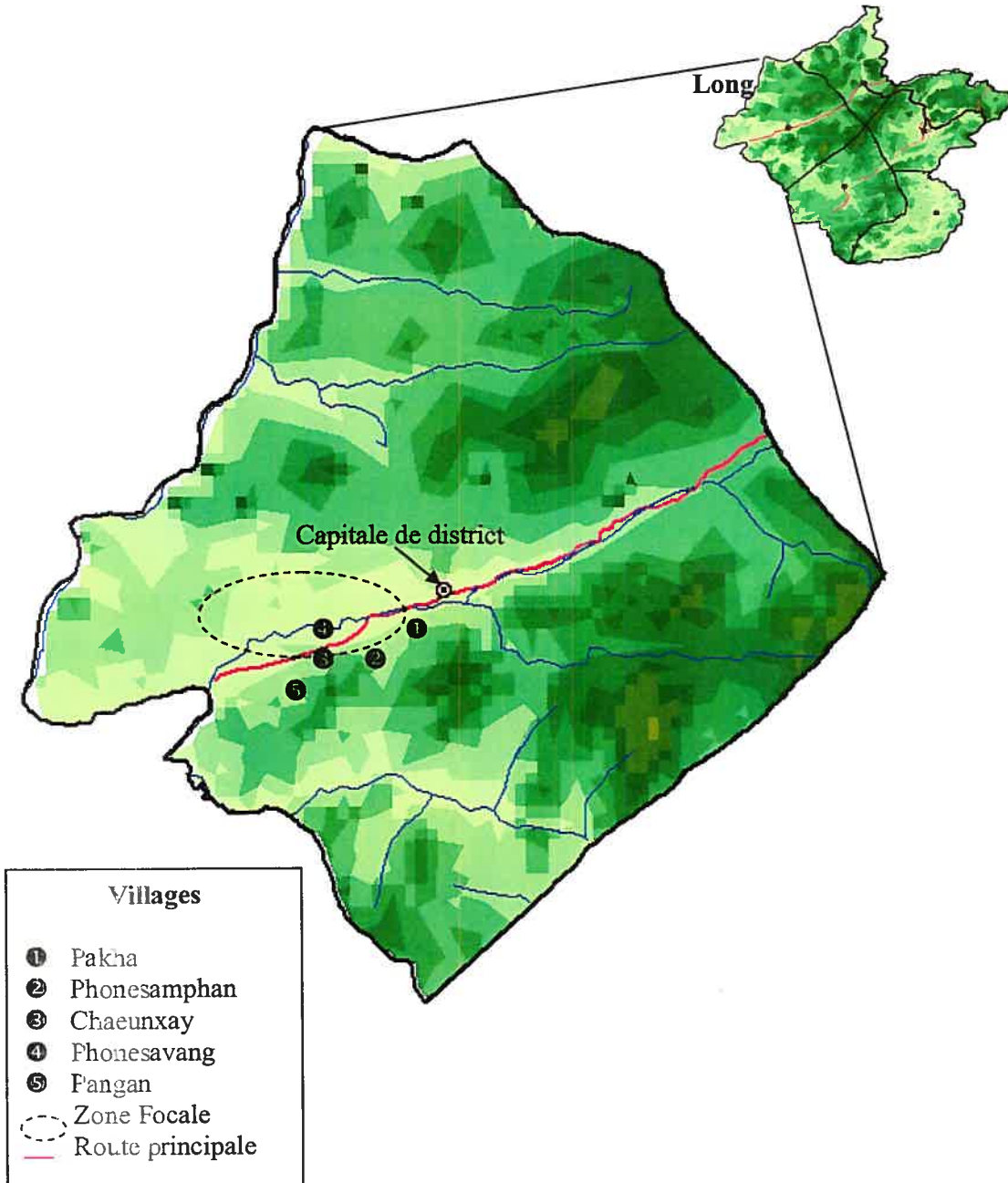
Annexe 1 : La situation géographique du Laos



Source: Laos. US Central Intelligence Agency, Washington DC, 1993.

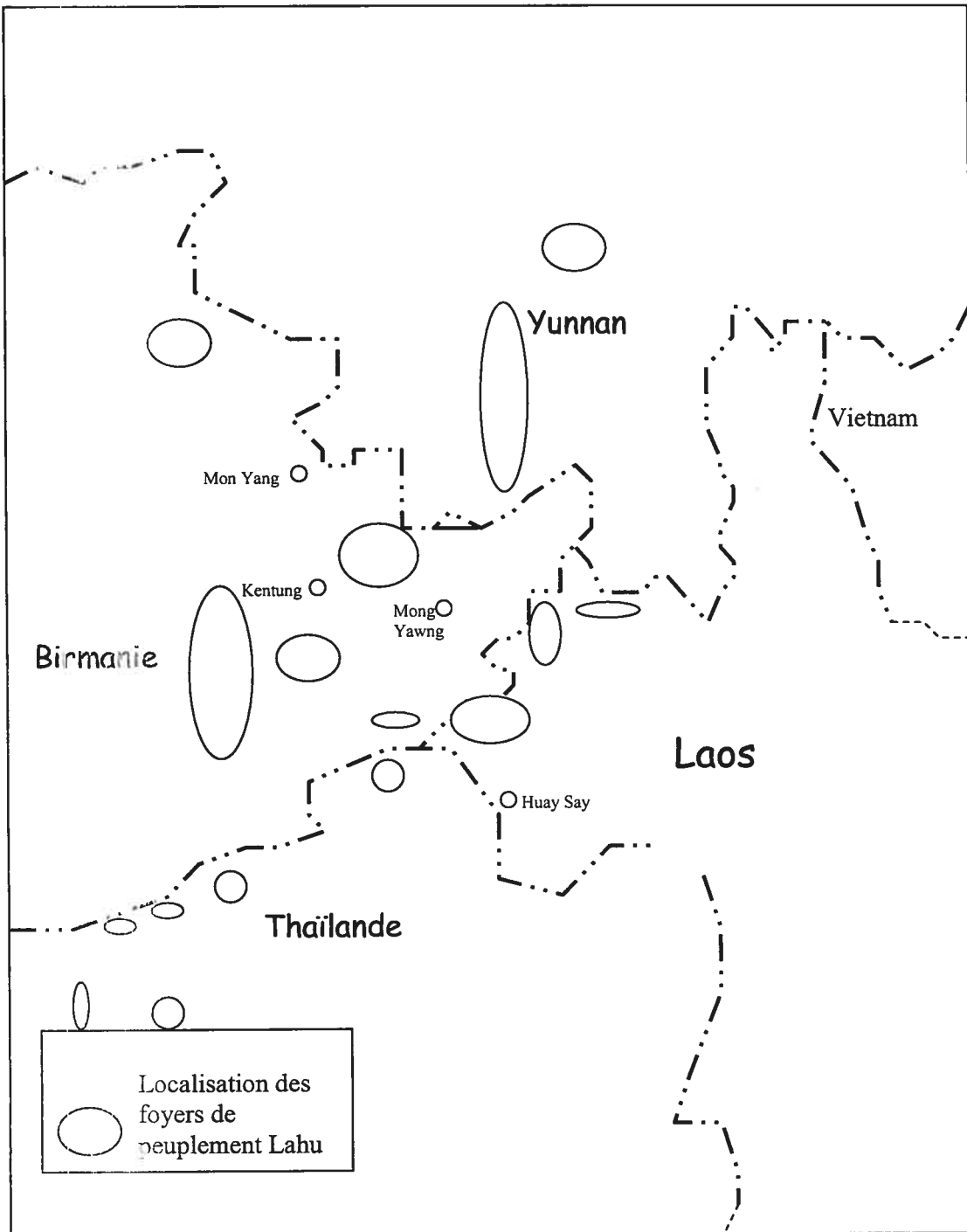
Annexe 2 : Carte du district de Long

Province de Louang Namtha



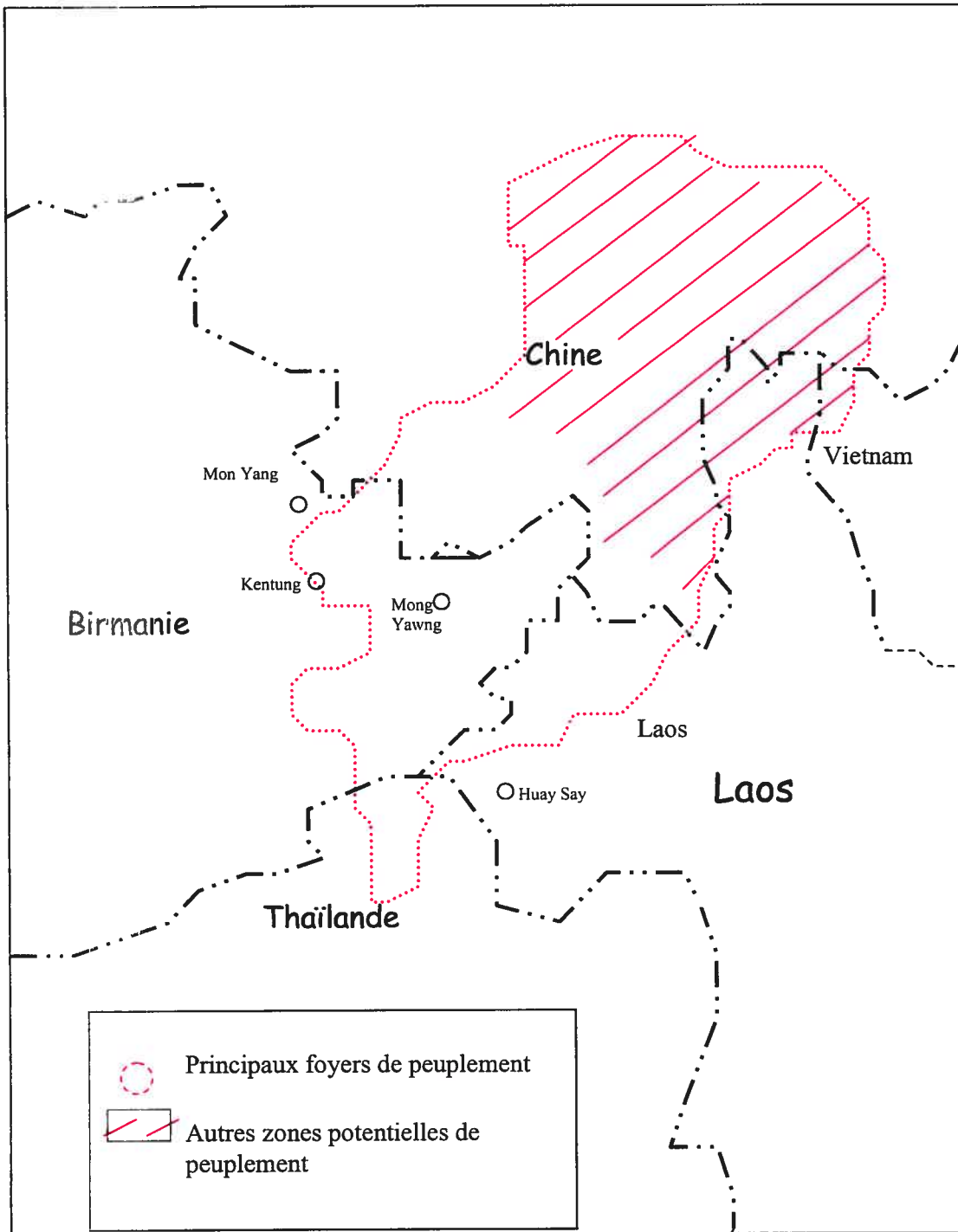
Source : Health Facilities Data : ANHRA 2002, Carte produite avec le programme Lao PHC GIS version 1, par Steve Daviau

Annexe 3 : Distribution géographique des Lahu



Source: Anthony Walker, Lahu People: An Introduction in McKinnon and Bhruksasri (eds) Highlanders of Thailand, Kuala Lumpur: Oxford University Press, 1983.

Annexe 4 : Distribution géographique des Akha



Source: Cornelia Ann Kammerer, Territorial Imperatives: Akha Ethnic Identity and Thailand's National Integration in McKinnon and Vienne (eds) Hill Tribes Today: White Lotus-Orstom, 1989.

Annexe 5 : Questionnaire sur le Programme d'Allocation des Terres dans le district de Long

1. Le processus d'allocation

Est-ce que les autorités villageoises ont été consultées pour le PAT dans leur village?

Un comité villageois a-t-il été formé?

Pouvez-vous expliquer le processus d'allocation des terres entre les familles?

Comment est calculée la superficie de terre par unité familiale?

Qui est impliqué dans le processus de prise de décision; le chef du village, la représentante de l'Association des Femmes Lao, le conseil des anciens, etc.?

Chaque famille a-t-elle été consultée?

Si la terre n'a pas encore été divisée par famille, qu'en sont les principales raisons?

2. Types de terres

Forêt villageoise protégée/Un comité de protection en charge a-t-il été créé?

Quels types de cultures commerciales vont-elles être plantées?

Y a-t-il des pâturages?

Combien d'hectare par famille/au total pour l'essartage. Quelles sont les principales contraintes rencontrées?

3. Analyse

Quels sont les principaux impacts ou changements introduits par le PAT sur le système traditionnel de gestion des terres?

Quelles sont les forces du nouveau programme? (conservation environnementale, accès à la terre pour toutes les familles, etc.)

Quelles sont les faiblesses du programme? (Baisse des rendements, pénurie de terres pour les nouvelles familles, lopins trop petits pour assurer la subsistance, etc.)

Quels sont les impacts de la PAT sur la productivité? (Réduction de la superficie des terres privées par exemple)

Le PAT introduit une notion de propriété privée de la terre. Quels sont les impacts sur le système traditionnel de travail collectif et d'échange d'actifs?

Y a-t-il eu vente de lopins de terres suite à la privatisation de la propriété? Dans l'affirmative, qui a acheté la terre, des villageois ou des personnes de l'extérieur? Quelle était la superficie du lopin et quel prix a-t-il été vendu?

Comment la communauté a-t-elle réagi? Est-ce que des sanctions ont été promulguées par les autorités villageoises ou par le district?

Selon la politique gouvernementale, les paysans ne sont pas autorisés à couper de nouvelles zones pour l'essartage. Quelle est la stratégie des paysans face à cette mesure?

Annexe 6 : Questionnaire accompagnant l'étude Connaissance Aptitudes Pratiques (CAP)

Nom du village:

Date:

Information sur la famille :

Nom du chef de famille:

Nombre de personnes:

Nombre de familles:

Lieu de provenance:

Date d'arrivée :

Mode de transport :

Modalités de relocalisation :

Est-ce que tous les villageois sont arrivés ensemble?

Certains sont-ils demeurés dans le site de départ?

Certains sont-ils partis vers d'autres destinations?

Quels sont les objets apportés durant la relocalisation? (Semences, animaux, matériaux de constructions, outils aratoires, etc.)

Site d'accueil :

Agriculture

Nombre d'hectare de rizière/essart disponible?

Rendements?

Période de soudure? (Nombre de mois)

Alternatives? (Travail saisonnier, ventes de produits non ligneux, vente d'animaux, etc.)

Santé

Principales maladies?

Traitements? (Potions naturelles, shaman, guérisseur, médicaments, clinique, etc.)

Combien de cas de mortalité dans les 5 dernières années? (Spécifiez les âges et les causes)

Assistance

Quelles assistance avez vous reçue jusqu'à maintenant? De qui? (Gouvernement/externe/autres?)

Dans quels secteurs? (Santé, éducation, etc.)

Quels sont les **besoins généraux** de votre communauté? (Route, eau potable, service de santé, etc.)

Annexe 7 : Questionnaire de l'étude de potentialité en eau potable

Date :
Entrevue réalisée par :

Information sur le village

Province :
District :
Nom du village :
Date de son établissement :
Site original : distance, altitude.

Autorités villageoises

Noms pour chaque fonction : chef du village, vice chef, responsable de l'Association des Femmes Lao, représentant de l'Association de la Jeunesse Lao, Chef des Anciens.

Données démographiques

Population : (femmes, enfants de moins de 5 ans)
Nombre de maisons :
Nombre de familles :
Nombre de groupes ethniques :

Accessibilité

Nombre d'heures de marche, de route, de rivière jusqu'à la capitale de district, le centre de santé et le marché, en saison sèche et pendant la mousson (sous forme de tableau) :

Relocalisation

Quels sont les critères de sélections du nouveau site (eau potable, abondance de terres; site imposé, etc.)

Quelles sont les raisons du déplacement :

Objets de possessions apportés lors de la relocalisation (animaux, récolte, semences, outils, etc.)

Aide reçue (avant, pendant et après la relocalisation; du gouvernement, des organisations internationales, ou autres)

Les modalités de relocalisation : (tous ensembles, familles pionnières, par vagues successives, etc.)

Principales ressources économiques

Type de système agricole (riziculture, essartage, élevage, etc.) :

Calendrier saisonnier (plantation, sarclage, récolte, etc.) :

Quelles sont les principales cultures :

Quel est le rendement moyen par personne (Tonne par personne) :

Durée de la période de soudure (riz acheté ou obtenu?) :

Autres aliments diététiques (produits de la forêt, chasse, pêche, etc.)

Types d'animaux élevés (volailles, porcs, bovins, nombre total et par famille) :

Artisans (vannerie, orfèvrerie, poterie, travail rémunéré) :

Commerce et vente (sel, vêtements, etc.) et ventes (volailles, produits forestiers, etc.)

Santé

Maladies les plus communes (malaria, fièvres, diarrhée, etc.)

